



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 144 • NUMÉRO 005 • 2^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le vendredi 30 janvier 2009

—
Présidence de l'honorable Peter Milliken

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 30 janvier 2009

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1000)

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 29 janvier, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement; ainsi que de l'amendement.

M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Cape Breton—Canso.

Je prends la parole au sujet d'un budget qui, fort heureusement, constitue une réponse plus réaliste à nos besoins économiques que la mise à jour financière présentée par le gouvernement en novembre dernier.

Abstraction faite de tout le drame et de tous les jeux politiques de l'automne dernier, il s'agissait là en fait du document le plus partisan jamais présenté par un gouvernement dans l'histoire du Canada. Dans celui-ci, le gouvernement prétendait qu'il y aurait d'autres budgets excédentaires. Il n'offrait aucune mesure de stimulation. Il manipulait le financement public des partis politiques. Le plus troublant, cependant, est qu'il manquait d'honnêteté et de respect envers le public.

L'histoire racontée par le gouvernement a subi de remarquables transformations ces cinq derniers mois. En septembre, le premier ministre prétendait qu'il n'y aurait pas de récession. En octobre, il a promis de ne jamais accuser de déficit. En novembre, il a promis d'enregistrer des excédents pendant plusieurs années à venir. En décembre, il a prêté un déficit de 20 milliards de dollars. Et maintenant on apprend que, sur les deux prochaines années, les déficits totaliseront la somme ahurissante de 64 milliards de dollars.

Je suis certes ravi que les Canadiens commencent enfin à voir le vrai visage du gouvernement et à comprendre dans quel état se trouve notre économie, mais je suis aussi très préoccupé par certaines des failles que comporte ce budget. Je vais toutefois limiter mes remarques au financement pour l'infrastructure dont on a besoin maintenant.

À mon avis, il est important que le financement qui a été promis pour l'infrastructure et dont chaque collectivité d'un bout à l'autre du pays a besoin soit versé maintenant. Dans ma circonscription,

Newton—Delta-Nord, la Corporation de Delta et la Ville de Surrey ont soumis un certain nombre de projets prêts à réaliser qui n'attendent que le financement fédéral pour être entrepris.

Il est vrai qu'on a prévu 7 milliards de dollars d'argent frais pour les projets d'infrastructure, mais il est tout aussi vrai que le gouvernement affiche un bien piètre bilan pour ce qui est de la distribution de cet argent. Au cours des trois dernières années, plus de 2 milliards de dollars de crédits autorisés pour des dépenses d'infrastructure n'ont pas été utilisés à cause de la mauvaise gestion du gouvernement. En 2007, le Fonds Chantiers Canada, d'une valeur de 9 milliards de dollars, a été établi afin de fournir du financement plus que nécessaire pour une longue liste de besoins en infrastructure d'un bout à l'autre du pays. Malheureusement, au cours de la première année, seulement 20 millions de dollars du Fonds Chantiers Canada ont été injectés dans notre économie.

Le Canada ne peut plus se permettre de subir de tels retards et de tels échecs. Les municipalités ont désespérément besoin que le gouvernement fédéral fasse sa part, et c'est maintenant qu'il faut agir.

Je veux parler de mes électeurs et de ce que les dirigeants municipaux me disent.

J'ai parlé hier à Bruce McDonald, conseiller municipal à Delta. Il m'a dit que la province et le secteur privé s'étaient déjà engagés à verser des fonds pour apporter des améliorations à l'aéroport de Boundary Bay et qu'on n'attendait plus que la participation du gouvernement fédéral. Cet aéroport est le cinquième en importance au Canada.

À Surrey, pour ne donner qu'un exemple, nous avons un besoin urgent d'un nouvel immeuble pour abriter le détachement de la GRC qui dessert la population de cette ville en forte croissance. En plus de créer des emplois à Surrey, cet immeuble est également essentiel pour assurer la sécurité et le bien-être de notre collectivité.

Ce sont là les priorités dont mes électeurs et les élus municipaux me parlent, des choses dont ils ont besoin maintenant. On sent vraiment que le temps presse, et tous sont impatients de se mettre à la tâche.

C'est en raison de ces attentes des Canadiens que mon chef et notre parti ont mis le gouvernement sous surveillance. Compte tenu du piètre bilan du gouvernement conservateur, nous demandons au gouvernement d'accepter de devoir présenter des rapports périodiques afin que les Canadiens sachent si l'argent promis dans le budget est bel et bien versé à ceux qui en ont le plus besoin.

• (1005)

La transparence et l'ouverture sont les deux seules choses qui permettront au gouvernement de regagner sa crédibilité en ce qui concerne l'économie et les rapports qui seront présentés serviront de test pour décider s'il y a lieu de le renverser.

Le budget

L'opposition officielle a une seule priorité à l'heure actuelle: collaborer pour relancer l'économie. Pour le moment, rien d'autre n'importe. À titre de représentants des citoyens, il nous incombe d'unir nos efforts dans l'intérêt des Canadiens et de nous attaquer de front aux défis de l'heure. Nous devons prendre connaissance du budget et y réfléchir pour ensuite chercher à l'améliorer ensemble. Le contexte exige la recherche d'un terrain d'entente plutôt que la défense d'intérêts partisans étroits.

L'approche libérale consiste à proposer des amendements pour améliorer le budget, non à s'y opposer sans en examiner les objectifs ou sans tenir compte de la situation des Canadiens qui sont aux prises avec une grave crise financière.

En réalité, il s'agit d'abord et avant tout d'une question de responsabilité. Paradoxalement, le premier ministre prône ce principe depuis de nombreuses années. Dans le passé, les Canadiens ont tous convenu que le premier ministre n'était pas arrivé à tenir ses belles promesses. Le temps est maintenant venu de prouver qu'il est digne de parole et disposé à montrer aux Canadiens que le gouvernement ne dissimule pas les comptes publics.

À titre d'opposition officielle, notre tâche consiste à nous assurer que le gouvernement s'acquitte de ses responsabilités. Le gouvernement doit faire l'objet d'une surveillance constante de la part de personnes responsables. S'il suit les conseils des libéraux qui possèdent de l'expérience en matière de gestion économique, le gouvernement évitera de retomber dans les erreurs du passé.

Année après année, les gouvernements libéraux ont réussi à équilibrer les livres, à rembourser la dette, à renforcer la confiance dans l'économie et à réduire les impôts, mais en trois ans à peine, ce bilan positif a été anéanti. Toutefois, les Canadiens peuvent maintenant avoir l'assurance que, dorénavant, le Parti libéral redirigera l'économie dans la bonne voie. Il est important que nous appuyions le budget pour que le Canada puisse affronter cette tourmente financière et se classer de nouveau en tête des pays du G8 au chapitre de la croissance économique, situation qui s'est régulièrement produite sous la direction de premiers ministres libéraux.

Le budget a du potentiel, mais celui-ci ne peut être atteint que si les Canadiens sont convaincus que leurs impôts sont entre des mains sûres et que l'information qu'on leur donne est exacte et vraie. Nous présentons des amendements et nous mettons ce budget conservateur sous surveillance pour ramener la confiance à la Chambre des communes.

M. Richard Harris (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, il convient probablement de rappeler au député que, lors de la campagne électorale d'octobre 2008, le Canada devait composer avec de fortes pressions financières ressenties à l'échelle mondiale. Lors du scrutin, les Canadiens ont examiné les partis et leur chef respectif et ont fait un choix très éclairé. Ils ont estimé que le chef du Parti conservateur était la personne la plus compétente pour guider le Canada en ces temps difficiles et qu'il dirigeait le meilleur parti pour ce faire.

Les Canadiens se sont exprimés, et j'espère que le Parti libéral se joindra à la majorité des Canadiens en appuyant le budget. J'apprécie le fait que, jusqu'ici, les libéraux estiment que le budget est pertinent pour les Canadiens. Je peux leur assurer que le premier ministre donnera certainement suite aux plans que nous avons élaborés et qu'il sera un leader très solide en ces temps difficiles où les pressions mondiales créent de nombreux défis pour notre économie.

Les travaux préparatoires réalisés par le gouvernement, qui a fait le ménage dans nos finances et dans les outils essentiels dont nous

disposons, nous aideront aussi à traverser cette période pleine de défis.

Je suis persuadé que le député est conscient de cela. Nous espérons pouvoir compter sur la coopération de son parti en cette période difficile.

• (1010)

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, je souhaiterais apporter une correction à ce qu'a dit le député de Cariboo—Prince George. En septembre, le premier ministre et le Parti conservateur ont dit que nous n'allions pas entrer en récession et qu'ils allaient présenter budget excédentaire après budget excédentaire.

Les efforts concertés des partis d'opposition ont permis à l'honnêteté de triompher et à la vérité d'éclater, à savoir que nous traversons actuellement une grave crise économique. C'est aux partis d'opposition que revient le mérite d'avoir dit la vérité et d'avoir dévoilé le véritable état de nos finances au public.

M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD): Monsieur le Président, le député a soulevé de nombreux points intéressants à propos du Fonds Chantiers Canada d'où pas un dollar n'est sorti et a dit des choses percutantes à propos de la capacité du premier ministre de joindre le geste à la parole.

Cependant, la question que je pose au député de Newton—Delta-Nord est simple. Étant donné que ses paroles montrent qu'il a été peu convaincu, voire pas du tout, par le premier ministre, son gouvernement et son budget, pourquoi s'est-il prononcé en faveur du budget?

M. Sukh Dhaliwal: Monsieur le Président, je félicite le député de Thunder Bay—Superior-Nord.

Pour ce qui est du budget, notre chef, accompagné de certains membres du Parti libéral, a arpenté le Canada de part en part. Nous avons écouté les Canadiens qui nous ont dit ceci: ce n'est pas le moment de faire de la politique partisane. Ils nous ont dit que nous devrions oublier cela afin de remettre l'économie du pays sur ses pieds.

Nous ne faisons pas confiance au premier ministre. Les Canadiens ne croient pas que le premier ministre soit disposé à rendre des comptes. C'est pour cela que nous les avons mis, lui, son parti et son budget, sous surveillance. La présentation de rapports à la Chambre et aux Canadiens tous les trois mois l'obligera à rendre des comptes.

M. Rodger Cuzner (Cape Breton—Canso, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre part à ce débat à la Chambre afin de faire connaître les préoccupations des habitants de Cape Breton—Canso.

L'imitation est parfois considérée de la flatterie. Lorsque le gouvernement utilise des éléments du programme d'un autre parti, c'est jugé de la flatterie. Lorsqu'il n'est question que d'un seul élément, c'est considéré du vol. Alors je suppose que si le gouvernement reprend un certain nombre d'éléments, c'est qu'il mène une étude de marché. Je dois féliciter le gouvernement car, sur certains points de son budget, il a procédé à une étude de marché.

J'aimerais me concentrer sur deux points, le premier étant le programme Infrastructure de loisirs du Canada. Ce programme faisait partie de notre plate-forme électorale aux dernières élections. Il est très sensé, car de nombreux arénes et installations sportives ont été construits en 1967, à l'occasion du centenaire, ainsi qu'au début des années 1970. Beaucoup de ces installations ont besoin de rénovations.

Le budget

C'est le cas dans ma circonscription, Cape Breton—Canso, où de nombreuses installations ont besoin de travaux, qu'il s'agisse du toit, de condensateurs ou de compresseurs. Il faut investir dans des installations entières. Souvent, les groupes qui exploitent ces installations n'ont aucune marge de manoeuvre sur le plan financier. Ce programme sera utile à cet égard et leur offrira, espérons-le, une certaine aide. Si ceux d'en face pouvaient s'activer et envoyer des chèques, le programme aiderait des petites collectivités et municipalités qui ont bien besoin d'un coup de main dans ce domaine.

L'autre point concerne le programme d'emplois d'été. J'ai la conviction que certains députés ministériels sont très mal à l'aise à ce sujet parce qu'ils ont eux-mêmes sabré dans ce programme il y a deux ans. À l'époque, nous, qui siégions de ce côté-ci de la Chambre, avons mené un combat à cet égard.

Ces compressions ont affecté les organismes sans but lucratif. Les petits entrepreneurs et les petites entreprises se servaient des programmes d'emplois d'été pour étudiants. Les étudiants ont également été lésés par ces compressions. Nous avons mené ce combat à la Chambre et nous avons forcé le gouvernement à investir dans ce programme. Ce sera une bonne chose si ces fonds sont versés.

Je me réjouis du fait qu'on annoncera sous peu un programme à l'intention des étudiants. J'espère que ce programme visera non seulement les organismes sans but lucratif et les nombreux groupes communautaires qui offrent des programmes d'été, mais aussi les petits entrepreneurs indépendants pour qu'ils puissent bénéficier d'une forme d'aide. J'espère aussi que ce programme ne donnera pas qu'un simple emploi d'été aux étudiants, mais qu'il leur permettra d'acquérir une expérience valable dans un premier ou un deuxième emploi et de développer des compétences qui sont nécessaires pour devenir de meilleurs citoyens.

Voilà deux questions qui me préoccupent et qui préoccupent mes électeurs en cette législature axée sur la générosité. Nous avons été élus pour veiller à ce que le gouvernement fasse son travail et pour aider notre économie dans la mesure du possible en cette période difficile. Voilà de sur quoi se concentre l'opposition officielle.

Nous pouvons examiner tous les aspects du budget et en retenir certains si cela nous chante. Nous pouvons dire qu'il y a des manques dans un secteur ou l'autre.

Mon collègue de la Colombie-Britannique a parlé avec éloquence du retard dans la mise en oeuvre du plan de relance. Nous savons depuis juin que l'économie du pays et l'économie mondiale connaîtraient des difficultés. Nous le savions déjà. Cependant, le premier ministre pensait qu'en déclenchant des élections en septembre, des élections qui en réalité étaient illégales, il stimulerait l'économie.

Nous sommes arrivés au Parlement après les élections qui ont eu lieu en octobre, et il y a eu un discours du Trône. Nous pensions que nous pourrions travailler dans l'intérêt des Canadiens, mais le premier ministre a présenté un énoncé économique qui était en fait un énoncé idéologique. Ce coup de théâtre a encore fait perdre du temps au Parlement du Canada.

●(1015)

Alors que les indicateurs étaient déjà connus en juin et que la chose était évidente en septembre, les conservateurs ont continué à nier que nous étions devant de telles perspectives et ce n'est qu'aujourd'hui qu'un train de mesures de stimulation est proposé. À savoir maintenant si cela est suffisant, il se peut que ce soit loin de l'être, mais c'est tout de même quelque chose. Selon un collègue,

c'est comme si on posait les pneus d'hiver au beau milieu du mois de mai. Cela dit, je sais bien qu'il reste du mauvais temps devant nous.

Grâce à ce qu'avaient fait des gouvernements libéraux auparavant, la tempête nous est tombée dessus plus tard qu'aux États-Unis. Ces gouvernements libéraux avaient établi des assises financières solides et avaient dégagé des excédents année après année. Il a suffi, comme nous le savons, de deux ans seulement pour que les conservateurs éliminent de tels excédents. Nous savons que ce budget est déjà hypothéqué par un déficit de pratiquement 18 milliards de dollars.

Nous allons pourtant appuyer ces initiatives, enrichies de nos amendements, qu'elles soient mûres ou non. J'ai déjà parlé de l'incapacité du gouvernement. Je me reporte à un article du *Toronto Star* selon lequel 8 milliards de dollars n'auraient pas été dépensés. L'obstacle à surmonter sera donc l'incapacité avérée du gouvernement de faire fonctionner les programmes, d'effectuer les investissements, de faire passer tous ces dollars dans l'économie. Il est à souhaiter que notre amendement permettra d'assurer le suivi à cet égard.

Et il n'est pas question de réinventer la roue. Il existe divers projets qui n'attendent que la première pelletée de terre. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer le préfet d'Inverness, Duart MacCaulay ainsi que John Boudreau du comté de Richmond, et Billie Joe MacLean de Port Hawkesbury. Ces dirigeants municipaux ont des projets en réserve, des projets prêts à être lancés, de sorte qu'il faudrait s'en tenir aux gabarits établis pour les mettre en branle et ainsi remettre des gens au travail et faire en sorte qu'ils aillent de l'avant.

Nous, de Cape Breton—Canso, nous excusons d'être quelque peu cyniques devant les belles paroles du gouvernement. Nous avons déjà entendu le gouvernement se gargariser de belles paroles au sujet du programme de la porte d'entrée de l'Atlantique. Il était question de faire des investissements critiques, mais nous n'en avons pas vu la couleur. Rien n'a été dépensé pour ce programme.

Le fameux projet des conservateurs de doublement des voies de l'autoroute entre Port Hawkesbury et Antigonish a été annoncé à cinq reprises et il figure à nouveau dans le budget. Il s'agit donc d'un cadeau qui n'en finit plus. Pourtant, le travail n'a pas été fait et les marchés n'ont pas été passés. Nous sommes ici pour aider le gouvernement à se délester de son argent, à l'injecter dans l'économie et à faire ce qu'il y a à faire.

Je m'en voudrais de ne pas — aire part à mes collègues de la Chambre de ma déception — au risque de choisir de parler d'un programme plutôt que d'un autre —, mais le manque de reconnaissance des veuves de guerre et du Programme pour l'autonomie des anciens combattants est une source d'irritation constante pour moi. Le gouvernement continue de me décevoir car le premier ministre s'était engagé auprès de Joyce Carter et déclaré sans équivoque qu'il appuierait le Programme pour l'autonomie des anciens combattants. Sue King téléphone chaque jour pour demander ce qui arrive à ce chapitre. Environ 70 p. 100 des veuves de nos vétérans ne reçoivent toujours aucune aide dans le cadre de ce programme et c'est tout simplement inacceptable. Nous aurions aimé voir une forme de reconnaissance de ce programme. Je le répète, il fallait que j'en parle.

Ronald Dipenta, un farouche défenseur des droits des anciens combattants, a fait des interventions auprès de mon bureau au nom des aînés qui traversent une période difficile. Nous aurions aimé voir une augmentation du Supplément de revenu garanti. Nous ne l'avons pas vu et c'est bien regrettable.

Le budget

●(1020)

En ce qui concerne les industries, je pense que le secteur des pêches a été négligé dans ce budget.

Je vais terminer en disant, monsieur le Président, que vous avez très généreux dans votre attribution de temps.

Il y a des acheteurs de poisson qui n'ont pas accès au capital nécessaire pour commercer dans la saison qui vient. Je sais que ce sera difficile. Souvent, ils doivent avoir recours à des garanties de prêts et cela aurait été un programme dont tout le secteur des pêches aurait bénéficié.

J'ai écopé assez de mon temps de parole. J'espère que certains députés aimeraient me poser une question.

●(1025)

Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NDP): Monsieur le Président, le député de Cape Breton—Canso a parlé de la nécessité d'effectuer des investissements clés. Peut-être pourrait-il nous dire sur quelle étude de marché son parti et le gouvernement conservateur se sont appuyés pour ne pas apporter un soutien au secteur des énergies renouvelables et au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada dans ce budget qu'il appuie?

M. Rodger Cuzner: Monsieur le Président, je suis sûr que la députée s'y connaît beaucoup dans ce secteur. En général, ce que nous avons fait après la prorogation, et je crois que c'est le cas pour la plupart des députés, c'est de rencontrer les électeurs et les intervenants.

Lorsque les gens qui n'ont pas eu accès à des fonds pour prendre part à de la formation se présentent dans mon bureau, je n'ai pas besoin de renseignements statistiques pour savoir qu'ils sont stressés et sous pression. Ça se lit sur leur visage.

Ceux qui travaillent dans les diverses industries saisonnières doutent que ces industries pourront être relancées cette année, car les entreprises pour lesquelles ils travaillent ne peuvent obtenir de capitaux pour leur exploitation.

Pour ce qui est des données contextuelles et des recherches, les visages des gens que l'on rencontre quotidiennement nous en apprennent suffisamment sur les difficultés qui alimentent les discussions dans les cuisines partout au pays.

J'ignore comment des élections pourraient aider à relancer l'économie. Il faut stimuler l'économie. Les fonds promis doivent être débloqués. J'espère que le gouvernement, lorsqu'il aura accepté notre amendement qui vise à assurer que les fonds promis seront débloqués, servira le mieux possible les intérêts des Canadiens.

L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.): Monsieur le Président, ma question rejoint ce que disait la dernière intervenante et elle s'adresse autant aux députés ministériels qu'à mon collègue.

Qu'est-ce que l'absence d'investissement dans Génome Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et les Instituts de recherche en santé du Canada signifie? Si on examine ce qui se passe aux États-Unis, on constate que le président Obama investit considérablement dans ces secteurs. Il sait que la recherche et le développement ont un effet multiplicateur considérable.

Cet investissement important de la part des États-Unis va entraîner un exode des cerveaux de notre pays. Nous allons perdre certaines des personnes les plus brillantes et compétentes dans les domaines des soins de la santé, des sciences et de l'ingénierie que nous avons été en mesure d'attirer au Canada au cours des dernières années.

À partir de la fin des années 1990, le gouvernement libéral de l'époque avait apporté un changement important et fait des investissements considérables dans la recherche et le développement. Grâce à ces investissements, notre pays est passé du seizième rang au monde à approximativement le troisième ou le quatrième.

J'aimerais demander à mon collègue s'il pense que cette omission flagrante dans le budget mettra à risque tout le travail que nous avons fait pour attirer au Canada certaines des personnes les plus brillantes et compétentes dans les domaines des sciences, de la recherche et de l'ingénierie? Nous allons perdre un grand nombre des chercheurs les plus brillants et compétents au monde, ce qui va causer un énorme problème structurel ainsi qu'un déficit économique.

Nous avons besoin de l'effet multiplicateur considérable qui est produit en sciences et en ingénierie. Cela améliore notre situation économique considérablement. Cette absence, cette omission, va beaucoup nuire à notre économie.

M. Rodger Cuzner: Monsieur le Président, je sais que le député d'Esquimalt—Juan de Fuca s'est fait le champion de cette cause et il nous en fait part au sein du caucus libéral. Il parle avec beaucoup d'éloquence et de passion de l'importance et de la signification de ces investissements et de leurs bénéfices à long terme.

Je me souviens très bien que, dans les milieux universitaires et collégiaux à la fin des années 1990 et au début des années 2000, on parlait beaucoup de l'exode des cerveaux, du fait qu'on perdait nos diplômés les meilleurs et les plus brillants. Sans trop ressasser le passé, nous comprenons tous que des chaires de recherche ont été établies et qu'elles ont augmenté en nombre. Nous n'entendons plus parler de l'exode des cerveaux.

Si nous ne faisons pas ces investissements, si nous ne continuons pas d'appuyer ces initiatives, nous nous exposerons encore une fois à des risques. Cette question est terriblement importante. Nous voulons tous sortir de cette période de difficultés économiques dans la meilleure position possible. Je pense que ces investissements sont sages parce qu'ils sont les plus aptes à nous préparer pour des emplois dans l'économie du futur.

●(1030)

M. Phil McColeman (Brant, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de la belle circonscription de South Shore—St. Margaret's.

Je suis heureux et honoré de prendre la parole au nom des gens de Brant.

La circonscription de Brant englobe la ville de Brantford, le comté de Brant, les Six Nations de la rivière Grand et les Mississaugas de New Credit. C'est une collectivité diversifiée au riche patrimoine.

Chaque collectivité est unique, mais leurs membres sont liés par leur histoire et par une cause commune: contribuer, prospérer et donner à la génération suivante l'espoir d'une vie meilleure que celle qu'ils ont connue. C'est simple, voire évident, mais on l'oublie souvent quand on est centré sur soi-même.

Le budget

L'agriculture a toujours fait et fera toujours partie intégrante de l'histoire de Brant. Pendant que les familles d'agriculteurs de St. George, Paris et Burford produisaient les aliments qui nous nourrissaient, des milliers d'autres personnes, dont bon nombre d'immigrants, construisaient de l'équipement agricole dans les usines de Brantford telles que Cockshutt Farm Equipment, Massey Ferguson et White Farm Equipment.

Les agriculteurs canadiens poursuivent leurs efforts afin de développer des produits alimentaires innovateurs et de grande qualité à l'intention des familles canadiennes et des marchés étrangers. Ce faisant, ils mettent en place une assise économique solide pour les nombreuses collectivités rurales où ils résident et travaillent. Bien que les revenus aient progressé de façon marquée dans certains de ses segments au cours des deux dernières années, le secteur canadien de l'agriculture n'est pas à l'abri du ralentissement économique actuel. Certains agriculteurs, notamment les éleveurs de bétail, constatent une hausse du prix de leurs intrants, et bon nombre d'entre eux sont touchés par la faiblesse ou la volatilité des cours des produits de base.

Depuis 2006, le gouvernement a apporté de grandes améliorations à ses programmes agricoles, de façon à aider le secteur à gérer le risque d'entreprise. Le nouvel ensemble de programmes de gestion du risque d'entreprise mis en oeuvre en avril 2008 assure une protection complète contre la variabilité du revenu ainsi que les aléas de la nature et les catastrophes naturelles.

Dans son Plan d'action économique, notre gouvernement annonce de nouvelles mesures afin de consolider cette assise déjà solide. Le gouvernement mettra en oeuvre un programme de flexibilité agricole de 500 millions de dollars, d'une durée de cinq ans, en vue de faciliter la mise en oeuvre de nouvelles initiatives, qui pourront être fédérales ou menées en partenariat avec les provinces, les territoires et le secteur agricole. Ce programme aidera le secteur à s'adapter aux pressions et à devenir plus concurrentiel. Le plan propose en outre des modifications à la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative afin d'aider les nouveaux agriculteurs à avoir accès au crédit et d'appuyer les transferts intergénérationnels d'exploitations agricoles.

Au début du siècle dernier, Brant était le troisième centre manufacturier en importance au Canada, derrière Montréal et Toronto. Les premiers tracteurs construits dans les usines de Brant ont contribué à la modernisation du marché agricole mondial.

Comme par le passé, la situation mondiale a un impact sur la circonscription de Brant. La récession mondiale qui s'est d'abord manifestée aux États-Unis menace maintenant le Canada. Nous devons tous nous épauler les uns les autres pendant cette récession. C'est une priorité.

C'est ce que nous permettent de faire les mesures du Plan d'action économique du gouvernement, notamment en portant à 50 semaines la durée maximale des prestations d'assurance-emploi, en investissant 400 millions de dollars au titre du logement dans les réserves, en allouant également 400 millions de dollars au logement des aînés à faible revenu, en élargissant le Programme de protection des salariés de façon à couvrir les indemnités de départ ou de cessation d'emploi dues aux travailleurs admissibles touchés par la faillite de leur employeur et, finalement, en réduisant les impôts des particuliers de 4,3 milliards de dollars, ce dont bénéficieront surtout les Canadiens à faible ou moyen revenu.

Cependant, nous ne devons pas oublier que les Canadiens de cette génération tiennent à laisser à la prochaine génération l'espoir d'une vie encore meilleure que celles qu'ils ont eux-mêmes vécue. Le Plan

d'action économique prévoit donc un investissement de 12 milliards de dollars dans les infrastructures, non seulement pour créer des emplois, mais aussi pour édifier le pays en construisant des routes, des universités et des installations récréatives. Le plan prévoit également un investissement ciblé de 165 millions de dollars pour financer l'achèvement des projets d'infrastructure en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en réponse aux problèmes prioritaires de santé et de sécurité des collectivités des Premières nations d'un bout à l'autre du pays.

Une situation économique sans précédent nécessite des solutions économiques novatrices comme par exemple le Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire.

J'irai jusqu'à dire que la vaste majorité des Canadiens qui sont fiers de posséder une maison caressent également au moins un projet d'amélioration de leur foyer et de leur investissement. En outre, je dirais même que tous les députés ont un tel projet de rénovation de leur maison, s'ils sont propriétaires naturellement, et que ce projet s'ajoute probablement à celui que leur conjoint ou leur partenaire a à l'esprit. Comment puis-je savoir cela? C'est une question d'expérience. J'ai plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la construction et plus particulièrement dans celui de la rénovation domiciliaire. J'ai commencé par jouer du marteau pour ensuite mélanger du ciment et balayer le bran de scie. Plus tard, lorsque l'entreprise s'est développée, j'ai fini par aider les familles, autour de la table de la cuisine, à concevoir, à élaborer et à réaliser leurs rêves. En outre, pendant un certain temps, j'ai occupé les fonctions de président de l'Ontario Home Builders Association et de l'Ontario Renovators Council.

En vertu de cette expérience, je puis donc assurer à la Chambre que, pendant le ralentissement du marché des nouvelles mises en chantier au début des années 1990, les travaux de rénovation ont permis à bien des gens de métier de mettre du pain sur la table. Des hommes et des femmes qualifiés et non qualifiés ont ainsi pu trouver du travail et éviter le chômage.

● (1035)

Notre gouvernement a écouté et il a créé le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire. Cette mesure très stimulante donnera un allègement d'impôt pouvant atteindre 1 350 \$ à quelque 4,6 millions de familles canadiennes afin de réduire le coût de leurs travaux de rénovation.

Le crédit d'impôt pour les acheteurs d'une première maison leur procurera jusqu'à 750 \$ en allègement d'impôt. Les jeunes familles pourront se servir de cette somme pour meubler leur maison, peut-être même une chambre d'enfant. De plus, les acheteurs d'une première maison pourront retirer davantage d'argent de leur REER, soit 25 000 \$ au lieu de 20 000 \$, pour acheter une maison.

En outre, notre plan d'action prévoit 300 millions de dollars de plus sur deux ans au programme écoÉNERGIE Rénovation afin d'appuyer la rénovation de quelque 200 000 maisons de plus.

Il ne faut pas oublier que les retombées des investissements dans la construction et les rénovations de maisons sont dix fois plus importantes que les sommes investies. Elles bénéficient aux fabricants qui fabriquent les matériaux de construction, aux réseaux de distribution qui s'occupent de les acheminer jusqu'aux chantiers, et aux détaillants chez qui les propriétaires des maisons font des achats durant et après les travaux pour se procurer des électroménagers, du matériel électronique, des couvre-fenêtres, des meubles et bien d'autres articles. Comme un vieil homme m'a dit lorsque je lui ai dit que j'étais un entrepreneur en rénovation: «La rénovation, c'est un chat à très longue queue.»

Le budget

Enfin, cette semaine, notre gouvernement a présenté un Plan d'action économique pour une période sans précédent de notre histoire. C'est un plan qui a fait l'objet de consultations comme jamais auparavant, un plan qui repose sur des approches pragmatiques et pratiques et qui répond aux besoins des honnêtes Canadiens de la classe moyenne, ces Canadiens qui travaillent fort et qui respectent les règles, tout comme les bonnes gens de Brant.

• (1040)

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de ses observations sur la circonscription de Brant. Je suis conscient de l'extraordinaire viabilité de l'agriculture dans cette région. Je m'étonne toutefois qu'il soit aussi favorable au budget, ce budget qui est un lamentable échec du point de vue des politiques agricoles du gouvernement.

On sait que des engagements ont été pris pendant la campagne électorale envers les producteurs de tabac, notamment dans sa circonscription et dans les circonscriptions avoisinantes. Qu'en est-il de cet engagement dans le budget?

Les éleveurs de bovins et de porcins de sa circonscription sont vraiment désespérés. Ils sont aux prises avec la pire crise de notre histoire dans le secteur du bétail. Il n'y a rien pour eux dans le budget.

En fait, le gouvernement parle beaucoup du programme de flexibilité agricole doté d'un budget de 500 millions de dollars sur quatre ans qu'il avait promis durant la campagne électorale. Le budget fait effectivement état d'un montant de 500 millions de dollars, bien que ce soit maintenant sur cinq ans, mais il suffit de consulter les documents budgétaires pour se rendre compte qu'il ne s'agit que de 190 millions de dollars sur cinq ans, le reste n'étant qu'un réaménagement du financement agricole.

Comment le député peut-il se présenter devant les producteurs de sa circonscription avec un bilan aussi lamentable qui ne tient absolument pas compte des besoins de l'industrie agricole et des producteurs primaires de sa circonscription?

M. Phil McColeman: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et de ses observations concernant l'industrie agricole et plus particulièrement son incidence sur nos circonscriptions. Je peux lui dire que nous avons mené de vastes consultations prébudgétaires auprès de nombreux agriculteurs de notre région, dont des éleveurs de porcs, des producteurs de céréales et de graines oléagineuses, des producteurs de tabac et des producteurs laitiers. Je peux lui assurer que nous les avons écoutés et que nous avons tenu compte de ce qu'ils nous ont dit.

Remettons les pendules à l'heure: l'offre faite aux producteurs de tabac tient toujours. Les producteurs et le gouvernement du Canada en discutent au moment où l'on se parle. Je peux également dire au député que ce qui manque, c'est la participation du gouvernement provincial à un programme de rachat afin de porter le quota à 1,74 \$, comme on le demande.

Dans ce dossier particulier, les choses bougent beaucoup. L'argent que notre gouvernement fournit aux producteurs de tabac sera versé dans nos régions. Nous avons écouté ce que les éleveurs de porcs avaient à dire. Nous avons prolongé le délai de remboursement des prêts qu'ils ont contractés, lequel passe d'un an à deux et trois ans, afin de leur donner le temps de prendre les dispositions qui s'imposent au sein de leur industrie en cette période difficile.

M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté le député de Brant nous parler fièrement d'une réduction d'impôt relativement modeste pour la classe moyenne. Lorsque j'ai fait la

tournée des treize collectivités de ma circonscription, les gens m'ont dit qu'ils ne voulaient pas d'une petite réduction d'impôt qui ne leur servirait qu'à acheter un téléviseur fabriqué en Chine. Ils veulent que nous investissions dans le Canada et dans le Nord-Ouest de l'Ontario. Ils veulent avoir accès à des soins de santé et à de l'eau propre. Ils veulent une stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain et pas seulement pour ceux qui vivent dans les réserves. Ils veulent des services de garde d'enfant. Ils veulent que l'on offre un financement adéquat aux étudiants autochtones qui reçoivent à l'heure actuelle du MAINC la moitié de ce que la province de l'Ontario donne aux étudiants non-autochtones. Ils veulent des transports en commun et un système ferroviaire de qualité d'un bout à l'autre du Canada. Plutôt que de recycler des fonds pour d'anciennes technologies, le nucléaire et le pétrole, ils demandent que nous nous tournions vers des sources d'énergie durable comme le soleil, le vent et l'eau.

Pourquoi le député de Brant n'est-il pas d'accord pour investir dans un Canada dont nous pourrions être fiers?

• (1045)

M. Phil McColeman: Bien au contraire, monsieur le Président, nous investissons dans l'infrastructure sur tous les fronts comme jamais auparavant. Nous assurerons le développement du pays grâce aux projets d'infrastructure, un peu comme l'a fait l'initiative pour les installations récréatives en 1967, comme l'a soulevé notre collègue d'en face. Dans ma collectivité, nous avons profité de cette initiative en 1967. À cette époque, mon père, qui était pompier, a travaillé à la campagne de financement populaire pour assurer la construction de notre magnifique centre municipal qui a maintenant besoin de rénovations.

Dans ma circonscription, nous serions très heureux d'obtenir des fonds pour financer les projets d'infrastructure pour les universités et la rénovation des routes et des immeubles. C'est ce que des électeurs m'ont dit. J'ai hâte de rentrer dans ma circonscription pour discuter avec mes électeurs de tout ce que nous faisons pour les gens de Brant.

M. Gerald Keddy (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi d'intervenir dans le débat aujourd'hui. D'abord, j'aimerais féliciter le député de Brant. Je crois que c'était sa première allocution à la Chambre, et nous pouvons très bien comprendre pourquoi les électeurs de Brant ont élu le député pour les représenter. Toutes mes félicitations.

J'aimerais prendre quelques minutes du temps qui m'est alloué aujourd'hui pour attirer l'attention de tous sur les aspects du Plan d'action économique qui bénéficieront directement aux résidents de South Shore—St. Margaret's, la circonscription de Nouvelle-Écosse que je représente.

Le plan aura des répercussions très positives sur la Nouvelle-Écosse. Nous verrons une augmentation des transferts fédéraux. Nous verrons des améliorations de notre infrastructure. Nous verrons des allègements fiscaux. Nous verrons la Nouvelle-Écosse émerger plus forte de cette période de turbulence économique.

La Nouvelle-Écosse recevra un soutien par le truchement des principaux transferts fédéraux en 2009-2010. Ces transferts croissants et à long terme qui ne cessent de se bonifier aident à faire en sorte que la province dispose des ressources nécessaires pour la prestation des services publics essentiels et contribuent à la réalisation des buts nationaux communs, notamment dans les domaines des soins de la santé, de l'éducation postsecondaire et d'autres éléments importants du filet de sécurité sociale au Canada.

Le budget

Depuis que le gouvernement conservateur est au pouvoir, le soutien fédéral global pour la Nouvelle-Écosse a augmenté de 14 p. 100 et il continuera d'augmenter. Le soutien fédéral global a atteint 2,7 milliards de dollars en 2008-2009, soit une augmentation de 363 millions de dollars par rapport à 2005-2006. Cette année, la Nouvelle-Écosse recevra 1,5 milliard de dollars au titre de la péréquation et de l'accord sur les ressources extracôtières, soit une augmentation de 14 p. 100 par rapport à ce qu'elle touchait lorsque les libéraux étaient au pouvoir. En augmentant les paiements de péréquation à la cadence de l'économie, nous faisons en sorte que le programme demeure viable et abordable, et je crois que tous les Canadiens appuient cette mesure.

La Nouvelle-Écosse bénéficiera aussi d'un premier paiement de rajustement concernant la part de la Couronne, un paiement de 234 millions de dollars. Le gouvernement a garanti que la Nouvelle-Écosse était la principale bénéficiaire de ses ressources extracôtières. Combinés à ce paiement de rajustement, les paiements visant les ressources extracôtières constituent la part de la Nouvelle-Écosse en ce qui a trait à l'exploitation de ces ressources, part que le gouvernement précédent refusait de remettre à la Nouvelle-Écosse.

Le versement des 334 millions de dollars pour le remboursement de la taxe sur l'essence, prévu pour 2007-2014, est commencé. Les municipalités de la Nouvelle-Écosse bénéficieront d'ailleurs de la prolongation de l'entente sur cette taxe, de 2010 à 2014. Ce sont 334 millions qui seront versés directement aux municipalités de la Nouvelle-Écosse en sept ans. Même si les recettes d'exploitation des ressources naturelles de cette province sont actuellement supérieures à la moyenne, la formule actuelle lui évitera la diminution de ses revenus de péréquation et des paiements compensatoires qui lui sont versés au titre de l'accord sur les ressources extracôtières, sa capacité fiscale étant mesurée exactement de la même façon qu'en 2005.

La totalité des sommes auxquelles la province a droit continuera à croître de 3,5 p. 100. Nous protégeons les transferts à la Nouvelle-Écosse. Le financement fédéral à cette province sera assuré, fiable et prévisible. Les transferts au chapitre des soins de santé continueront d'augmenter de 6 p. 100. Au chapitre des services sociaux, il continueront d'augmenter de 3 p. 100.

La Nouvelle-Écosse bénéficiera aussi d'un soutien constant et ciblé en 2009-2010. Elle percevra notamment 46 millions de dollars dans le cadre des sommes de financement que voici : 1,5 milliard de dollars à la Fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques, 1 milliard à la Fiducie pour le développement des collectivités, 612 millions à la Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients, 500 millions à la Fiducie d'investissement pour les transports en commun, 400 millions au fonds de retraite des policiers et 300 millions à la Fiducie pour l'immunisation contre le VPH.

Tous ces fonds et fiducies continuent de rapporter à la Nouvelle-Écosse et d'aider ses habitants. La Nouvelle-Écosse recevra 14 millions de dollars au titre de la formation de la main-d'oeuvre dans le cadre d'un engagement de 500 millions de dollars par année. Du nouveau financement est aussi prévu pour les provinces et les territoires à partir de 2008-2009. La Nouvelle-Écosse bénéficiera de la hausse du financement pour l'infrastructure. Près de 12 milliards de dollars s'ajouteront, sur cinq ans, aux récents investissements sans précédent qui avaient été annoncés au chapitre de l'infrastructure.

Ces investissements du gouvernement du Canada procureront à la Nouvelle-Écosse sa part des 4,5 milliards de dollars qui seront versés sur deux ans aux projets d'infrastructure, par exemple la remise en état des ponts du réseau routier national. En Nouvelle-Écosse

seulement, le gouvernement accélérera le versement d'une somme pouvant atteindre 75 millions de dollars sur deux ans pour la réalisation de projets d'infrastructure. Dans un cas particulier, soit l'aménagement d'un port au quai de Lower East Pubnico, c'est 3,9 millions qui seront versés.

J'ai participé à ce projet avec le député de West Nova. Il ne concerne pas ma circonscription en Nouvelle-Écosse, mais c'est un grand projet qui permettra à l'industrie de la pêche de la Nouvelle-Écosse de reprendre de la vigueur et de prospérer au lieu de devenir un souvenir du passé. En investissant dans nos collectivités côtières et dans le quai, nous nous assurons que les pêcheurs qui quittent le quai peuvent également y revenir, que l'industrie de la transformation demeure forte et qu'elle continue d'être un secteur viable de l'économie néo-écossaise.

Le budget prévoit des mesures pour appuyer les entreprises et les collectivités et pour permettre notamment au secteur forestier, aux régions et aux collectivités de relever les défis économiques liés à la crise économique mondiale. Soyons clairs. Le monde entier traverse une crise économique. Il nous faut suivre la situation de très près et faire preuve d'une grande prudence en ce qui a trait à l'avenir.

L'appui consenti au secteur forestier, à l'échelle nationale, se chiffre à lui seul à 170 millions de dollars sur deux ans. Le budget prévoit 500 millions de dollars pour l'industrie agricole nationale. J'ai entendu l'intervenant précédent dire qu'il n'y avait rien dans le budget pour l'agriculture. J'estime qu'une enveloppe d'un demi-milliard de dollars qui s'ajoute aux sommes déjà investies dans ce secteur représente un investissement substantiel. De plus, le gouvernement consent, à l'échelle nationale, un appui de 175 millions de dollars à l'industrie de la construction navale.

Le budget prévoit également 246 millions de dollars, encore une fois à l'échelle nationale, pour les arts et la culture ainsi que pour le tourisme.

• (1050)

Nous tous ici, avons un parti pris politique. Tous, nous voulons soutenir, premièrement notre circonscription, deuxièmement notre province et troisièmement notre parti national. Nous regardons ce qui se passe à l'échelle locale et aussi ce qui se passe à l'échelle nationale.

Je cite souvent d'autres personnes dans mes discours à la Chambre, mais cette fois-ci, la majeure partie du contenu du budget et ce que ce budget signifie pour les gens ordinaires qui s'efforcent de travailler pour gagner leur vie, pour joindre les deux bouts et pour élever leur famille au Canada a été très bien condensé par Ray Turchansky du *Edmonton Journal* lorsqu'il a écrit : « Fondamentalement, » en plus des stimulants gouvernementaux, « il est espéré que le budget donnera aux gens l'encouragement voulu pour qu'ils économisent, puis qu'ils dépensent ».

Je crois que ce sont là des paroles judicieuses et très sages. Le montant sur lequel nous ne payons aucun impôt fédéral, qui devait déjà passer de 9 600 \$ à 10 100 \$ en raison de l'indexation, passera à 10 320 \$ et un taux d'imposition de 15 p. 100 s'appliquera à ce qui dépasse ce montant.

Déclarations de députés

En 2008, le taux d'imposition de 22 p. 100 s'appliquait à partir de revenus de 37 885 \$. Ce montant avait été indexé à 38 832 \$ et passera à 40 727 \$. Le taux de 26 p. 100 qui s'appliquait l'an dernier à partir de 75 769 \$ était déjà passé à 77 664 \$ et passera cette année à 81 452 \$. Il s'agit là de réductions d'impôt majeures pour les Canadiens qui trouvent plus difficile de joindre les deux bouts. Cela, se conjugue au crédit d'impôt de 15 p. 100 pour les personnes de 65 ans, appliqué à un crédit en raison de l'âge qui s'élevait à 5 276 \$ l'an dernier, qui avait été indexé à 5 408 \$ et a été relevé à 6 408 \$. Ce sont là des améliorations majeures apportées au régime fiscal.

Des améliorations ont été apportées aux REER et aux FERR. Les acheteurs d'une première maison qui se qualifient peuvent obtenir un crédit d'impôt de 15 p. 100 sur 5 000 \$.

C'est un bon budget. Il est bon pour les Canadiens et certainement bon pour la population de ma circonscription, South Shore—St. Margaret's. J'exhorte tous les députés de l'opposition à mettre la politique sectaire de côté et à appuyer le budget.

● (1055)

Mme Judy Foote (Random—Burin—St. George's, Lib.): Monsieur le Président, le député de South Shore—St. Margaret's a parlé ad nauseam des effets bénéfiques du budget et des différents allègements fiscaux. Il y a toutefois une chose que j'ai du mal à comprendre: comment se fait-il que Terre-Neuve-et-Labrador sera privée de 1,5 milliard de dollars?

Le député pourrait-il expliquer pourquoi le gouvernement a pris cette décision?

M. Gerald Keddy: Monsieur le Président, la députée de Random—Burin—St. George's n'est pas sans savoir que le budget est bon pour les citoyens de Terre-Neuve et, en fait, de tout l'Atlantique.

Le principe voulant que la péréquation augmente au même rythme que l'économie garantit que la présente génération et celles de demain pourront en bénéficier.

Le budget et les allègements fiscaux qu'il prévoit, ainsi que les investissements dans les infrastructures, le secteur forestier, les sciences et la technologie et le tourisme sont bons pour tous les Canadiens, y compris les citoyens de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le Président: Même s'il reste quelques minutes pour les questions et les observations, étant donné l'heure, je propose que nous passions aux déclarations de députés, quitte à revenir aux questions et aux observations plus tard.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LES CATASTROPHES NATURELLES

L'hon. Jim Abbott (Kootenay—Columbia, PCC): Monsieur le Président, le 28 décembre 2008, 11 jeunes hommes sont partis faire de la motoneige hors piste à Elk Valley. Malheureusement, trois seulement en sont revenus. Les autres ont été emportés par une série d'avalanches.

La mort de Daniel Garry Bjarnason, Warren Ivan Rothel, Blayne Joseph Matthew Wilson, Michael Ernest Stier, Leonard Ernest Stier, Rodney Kane Rusnak, Thomas Michael Talarico et Kurt Jackson Kabel a laissé un trou béant dans la vie de leurs familles et de leur collectivité.

Les gens de Sparwood ont appuyé les familles dans leur épreuve et plus de 2 000 personnes des quatre coins de la vallée ont assisté à

un service funéraire à la mémoire des victimes. Des gens de partout ont rendu hommage à ces Canadiens admirables.

Au nom de tous les députés, je tiens à offrir aux familles et aux amis des disparus, ainsi qu'aux trois survivants, Jeff Adams, James Drake et Jeremy Rusnak, nos sincères condoléances.

* * *

LE SRI LANKA

L'hon. Albina Guarnieri (Mississauga—Est—Cooksville, Lib.): Monsieur le Président, depuis trois ans, le gouvernement du Canada reste silencieux pendant que les forces armées sri-lankaises continuent de faire d'innocentes victimes parmi la population civile de ce pays.

Lorsque des travailleurs humanitaires ont été tués par des soldats, le Canada n'a rien dit. Lorsqu'on a bombardé des hôpitaux, des écoles et des églises, le Canada n'a rien dit. Il y a eu des déportations forcées, d'innombrables atrocités, des disparitions de masse, et toujours le même silence.

Le gouvernement du Sri Lanka est très conscient de ce silence et il a maintenant forcé un quart de million de personnes à trouver refuge dans la jungle, tout en empêchant les journalistes étrangers de voir la vérité.

Le temps n'est plus au silence. Aujourd'hui, les civils sans abri sont les cibles des bombes et des obus du gouvernement. J'exhorte le gouvernement du Canada à prendre enfin la défense des droits des civils tamouls et à se joindre aux efforts internationaux pour prévenir un des plus grands désastres humanitaires du siècle.

* * *

● (1100)

[Français]

LA MAISON DES ENFANTS LE DAUPHIN

Mme Nicole Demers (Laval, BQ): Monsieur le Président, chaque fois qu'un enfant victime de maltraitance confie sa peine, ses difficultés ou son secret avec une grande confiance à un intervenant de La Maison des enfants le Dauphin, c'est avec une responsabilité digne de ces confidences que son message est reçu. Comme le dit si bien le cinéaste québécois Rock Demers, « si on donne à l'enfant l'occasion de rire, ça le prépare mieux à la vie que si on le fait pleurer ».

C'est sans doute l'une des raisons principales qui font que cet organisme, qui est une réalisation québécoise exceptionnelle, s'est vu décerner le prix Marie-Vincent 2008 qui reconnaît une personne ou un organisme s'étant distingué dans le domaine de la prévention et du traitement de la maltraitance envers les enfants.

Mes collègues du Bloc québécois et moi-même tenons à féliciter toute l'équipe de La Maison des enfants le Dauphin, de Laval, ainsi que ses nombreux bénévoles pour l'excellence de leur travail.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD): Monsieur le Président, le budget conservateur ne protégera pas les plus vulnérables, ne sauvera pas les emplois d'aujourd'hui et ne créera pas les emplois de demain.

Déclarations de députés

Le budget contient 60 \$ de réduction de l'impôt des sociétés pour chaque dollar d'aide aux chômeurs. Dans ma circonscription, Nanaïmo—Cowichan, la population s'attendait à beaucoup plus. Mes électeurs savent bien que ce sont leurs voisins qui contribuent à la prospérité de l'économie locale et non pas les banquiers de Bay Street.

Au cours des dernières années, six chômeurs sur dix et sept chômeuses sur dix étaient inadmissibles aux prestations d'assurance-emploi, même après avoir cotisé au régime. Les taux de référence de l'assurance-emploi sont établis selon le marché du travail de Vancouver. C'est pourquoi nos travailleurs doivent accumuler le nombre maximum d'heures pour être admissibles à l'assurance-emploi lorsqu'ils tombent en chômage.

Les dossiers du bureau de Service Canada de Duncan montrent qu'au dernier trimestre de 2008, 600 chômeurs de plus que pendant le même trimestre de l'année précédente ont fait une demande d'assurance-emploi. Mes électeurs souhaitaient que la période de carence de deux semaines soit abolie, de façon à ce que leurs voisins n'aient pas besoin d'attendre leurs prestations d'assurance-chômage et de recourir aux banques alimentaires pour nourrir leurs familles. Ils souhaitaient que le nombre d'heures requises pour être admissible à l'assurance-emploi soit réduit, de façon à ce qu'un plus grand nombre de leurs voisins puissent recevoir des prestations et cesser de se morfondre à l'idée d'être incapables payer leur hypothèque.

Pour les Canadiens les plus vulnérables, le budget ne fonctionne pas.

* * *

LE BUDGET

M. Ray Boughen (Palliser, PCC): Monsieur le Président, permettez-moi premièrement de remercier les gens de la circonscription de Palliser qui m'ont aidé à me faire élire député à la Chambre des communes. Je remercie ma femme, Sandy, mon équipe de campagne et, bien entendu, les électeurs de Palliser.

Je prends la parole aujourd'hui en tant que député recrue. Pour moi, c'est un privilège de pouvoir servir mon pays à titre de parlementaire. Les Canadiens me font confiance comme ils font confiance à tous les parlementaires rassemblés ici pour se comporter de manière professionnelle et pour agir dans l'intérêt des Canadiens.

Le 27 janvier, devant les énormes difficultés de l'économie mondiale, le gouvernement a présenté un budget historique. Son Plan d'action économique est crucial pour le pays. Ainsi, j'invite tous les députés à travailler ensemble pour que ce document soit rapidement adopté.

J'ai été élu pour agir au Parlement dans l'intérêt de notre grand pays, et c'est bien ce que je compte faire. J'espère que tous les députés vont faire de même. Je n'en attends pas moins de leur part.

* * *

L'INUKTITUT AU LABRADOR

M. Todd Russell (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, l'Église morave, l'une des plus anciennes dénominations protestantes, s'est établie au Labrador il y a 250 ans.

Aux XVIII^e et XIX^e siècles, des missionnaires moraves et des membres de la congrégation inuite ont patiemment traduit la Bible en inuktitut.

Au fil des siècles, cette langue a évolué. Il fallait donc refaire la traduction. Il y a quelques années, un groupe de moraves intéressés

et de linguistes inuktituts se sont donc attelés à cette tâche monumentale.

Grâce à l'aide fournie par la Société biblique canadienne, ce travail est maintenant terminé. La semaine dernière, la nouvelle traduction intitulée «Güdiip Ukausingit» a été lancée lors d'une cérémonie spéciale à Happy Valley-Goose Bay.

Au nom de mes électeurs, je félicite les traducteurs K. Naeme Tuglavina, Amos Onalik, Sophie Tuglavina, Hilda Lyall, Andrea Webb, Sarah Townley et Sabina Hunter, de même que toutes les personnes qui ont contribué à l'atteinte de cet important objectif pour la survie de la langue inuktitute du Labrador.

* * *

● (1105)

LE BUDGET

M. Ted Menzies (Macleod, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole afin de souligner les investissements majeurs que notre gouvernement compte effectuer dans le cadre de son Plan d'action économique.

Ce budget offrira d'énormes avantages à mes électeurs, dans la circonscription de Macleod, ainsi qu'à tous les Canadiens.

Par exemple, le budget de 2009 comprend un programme de flexibilité en agriculture de 500 millions de dollars qui aidera les agriculteurs de ma circonscription à affronter la hausse des coûts des intrants.

Notre investissement de 50 millions de dollars au cours des trois prochaines années visant à renforcer la capacité des abattoirs est un élément essentiel de notre appui à nos éleveurs de bovins de boucherie et d'autres bétail, ainsi qu'à nos producteurs laitiers.

Nous n'avons pas oublié les aînés, qui bénéficieront d'un crédit additionnel en raison de l'âge de 1 000 \$.

De plus, le nouveau fonds pour l'infrastructure verte prévoit 1 milliard de dollars sur cinq ans pour l'infrastructure d'énergie durable.

Il s'agit là d'une grande initiative. J'ai hâte que ma circonscription, Macleod, puisse bénéficier de ce fonds, car elle est un chef de file en matière d'énergie renouvelable au pays.

* * *

[Français]

L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

M. Nicolas Dufour (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, les étudiants sont encore parmi les grands oubliés du budget conservateur. Le plafonnement de la péréquation ne règlera en rien ce problème ni le manque à gagner de 820 millions de dollars pour l'éducation postsecondaire au Québec. De plus, en attribuant les sommes aux infrastructures sur présentation de projets et de manière aléatoire, en opposition aux transferts fédéraux, rien ne garantit que les institutions postsecondaires québécoises recevront leur juste part. Au lieu de régler la question du sous-financement de nos institutions d'enseignement, le gouvernement conservateur empiète encore une fois sur les champs de compétence du Québec.

Déclarations de députés

Or, alors que le premier ministre s'engageait en 2005 à régler le déséquilibre fiscal, qui fait consensus au Québec, le budget conservateur a fermé la porte à double tour en ne respectant pas cette promesse. Pour nous du Bloc québécois et pour les autres acteurs de l'éducation, notamment la Fédération étudiante universitaire du Québec, la solution au sous-financement universitaire et collégial passe nécessairement par un rétablissement des transferts fédéraux à la hauteur de 1994. Donnons-nous au Québec les moyens d'exercer nos compétences en matière d'éducation.

* * *

LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA

M. Jacques Gourde (Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière, PCC): Monsieur le Président, le Plan d'action économique du Canada stimulera l'économie en construisant des routes, des ponts et d'autres infrastructures. L'argent circulera rapidement et les travaux commenceront eux aussi rapidement. Le processus d'approbation de projets deviendra plus souple, et nous verrons une moins grande bureaucratie et moins de formalités administratives.

Un montant de 212 millions de dollars sera affecté à la réfection du pont Champlain, le pont le plus utilisé au Canada. Les travaux de réfection feront en sorte que le pont pourra encore supporter une forte circulation et se traduiront par des avantages à long terme en matière de sécurité.

Les travaux qui seront effectués sur le pont Champlain consisteront à rénover les voies d'accès et les bretelles menant à l'Île-des-Soeurs. Le gouvernement investira dans ce projet pour harmoniser les infrastructures fédérales à celles de la ville de Montréal.

Le Plan d'action économique du Canada aidera les Canadiens à traverser la récession mondiale tout en veillant à ce que le Canada ressorte de la récession plus fort que jamais.

* * *

[Traduction]

FIDJI

M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.): Monsieur le Président, Fidji vient d'être victime d'inondations qui ont causé pour des millions de dollars de dommages, forcé le déplacement de milliers de familles et tué plusieurs personnes.

Partout au Canada, les familles fidjiennes s'inquiètent de voir que le gouvernement canadien ne s'est pas empressé de réagir à cette situation. Le Canada n'a encore promis aucune aide aux victimes de la catastrophe survenue à Fidji.

Le Canada est reconnu de longue date pour l'aide humanitaire qu'il fournit partout dans le monde. Je demande au gouvernement d'écouter les Canadiens d'origine fidjienne et de fournir l'aide humanitaire nécessaire aux habitants de Fidji.

* * *

LA GRÈVE CHEZ OC TRANSPO

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): Monsieur le Président, mes électeurs sont très heureux de voir que les députés ont travaillé ensemble pour inciter les parties en cause à mettre un terme à la grève chez OC Transpo. De nombreux habitants de ma circonscription, de Rockland à Russell, d'Embrun à Casselman, ont eu bien du mal à se rendre au travail à Ottawa pendant la grève. Ils étaient enchantés d'apprendre hier que la grève est maintenant terminée.

[Français]

Au nom des résidents de ma circonscription, j'aimerais remercier la ministre du Travail et le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités de leur travail dans ce dossier, ainsi que les députés d'Ottawa—Vanier et d'Ottawa-Centre. Avec l'appui des partis d'opposition, les députés et les sénateurs étaient prêts à rester tard hier soir afin d'adopter rapidement un projet de loi pour régler ce problème.

Le résultat démontre que les députés de ce Parlement peuvent travailler ensemble afin d'aider tous les Canadiens.

* * *

● (1110)

[Traduction]

LE BUDGET

Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NDP): Monsieur le Président, en février, des étudiants, dont Christina Dymond, étudiante à l'Université de l'Alberta et éléctrice de ma circonscription, participeront à une expédition dans l'Antarctique. Le programme d'étude des glaces permet à des étudiants de se rendre dans l'Arctique et dans l'Antarctique et leur offre des cours complets sur la faune, l'histoire, la géologie et l'environnement. Il est financé en partie par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Je suis convaincue que la Chambre s'unira à moi pour souhaiter à Christina et aux autres étudiants participants une expédition sans anicroche et enrichissante.

Les régions polaires revêtent une grande importance pour le climat et les écosystèmes de la planète. Plutôt que de faire la promotion de programmes comme celui dont il est ici question et d'investir dans les infrastructures canadiennes du savoir, le budget, sous des prétentions mal inspirées de rationalisation, sabre dans le financement des conseils subventionnaires, y compris dans celui du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, qui soutient plus de 26 000 étudiants et boursiers en études postdoctorales.

Le gouvernement doit investir dès aujourd'hui dans les infrastructures du savoir et ne pas laisser tomber la durabilité et la compétitivité à long terme du Canada. Ne compromettez pas l'avenir du Canada!

* * *

L'HYMNE NATIONAL

M. Mike Allen (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens ont appris avec indignation qu'un directeur d'école au Nouveau-Brunswick a interdit la diffusion ou le chant du Ô Canada, sous prétexte de favoriser l'inclusion.

C'est la rectitude politique à outrance. Il n'y a rien de plus inclusif que le Ô Canada. Cette chanson appartient à tous les Canadiens.

Chanter le Ô Canada est l'expression de notre fierté collective en tant que citoyens de l'un des pays les plus prospères et pacifiques que le monde ait jamais connus.

[Français]

J'espère que nous pouvons nous unir pour exiger du directeur de renverser sa décision et de rendre le « Ô Canada » aux étudiants de son école.

Questions orales

[Traduction]

Nous démontrerons ainsi l'importance de notre hymne national en tant que symbole de notre respect pour notre grand pays et pour ceux qui l'ont bâti.

* * *

[Français]

LE BUDGET

M. Jean Dorion (Longueuil—Pierre-Boucher, BQ): Monsieur le Président, en votant contre le sous-amendement du Bloc québécois, le Parti libéral et le Parti conservateur ont décidé ouvertement de laisser tomber le Québec. Leurs élus québécois auraient eu avantage à s'inspirer de deux députés libéraux de Terre-Neuve-et-Labrador qui ont choisi, eux, de s'opposer au budget parce qu'il va à l'encontre des intérêts de leur province.

Ainsi, les conservateurs cautionnés par les libéraux font fi des préoccupations des Québécois face au plafonnement de la péréquation. Ils font fi des multiples intrusions fédérales dans les compétences du Québec. Ils font fi des chômeurs, dont seulement 47 p. 100 ont accès au régime d'assurance-emploi. Ils font fi des secteurs manufacturier et forestier du Québec durement touchés par la crise.

Le Bloc québécois a mis en avant les priorités unanimes de l'Assemblée nationale du Québec. Or les conservateurs et les libéraux les ont rejetées, choisissant ainsi le Canada au détriment du Québec.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET

Mme Siobhan Coady (St. John's-Sud—Mount Pearl, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement libéral précédait avant eu la clairvoyance d'apporter des changements à l'Accord atlantique, changements qui ont aidé les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador à remettre leur économie sur les rails. Toutefois, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement actuel n'a de cesse que d'annuler tous les progrès réalisés par cette province, rompant ainsi une promesse électorale que le premier ministre avait faite à ses habitants. Le dernier budget prévoit d'autres compressions nuisibles et offensantes pour cette province. Selon les premiers calculs, ces compressions s'élèveront à au moins 1,5 milliard de dollars sur trois ans. Ces changements sont injustifiés et injustes.

Je ne peux m'empêcher de penser qu'il s'agit peut-être là d'une riposte à la campagne menée par le premier ministre provincial lors des dernières élections, où il invitait les gens à voter pour n'importe quel parti sauf le Parti conservateur.

Cette vision du fédéralisme crée une atmosphère de méfiance qui causera de nombreux problèmes. Les provinces du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador sont aujourd'hui les cibles du gouvernement conservateur.

Ce n'est pas le moment de faire de la partisanerie. C'est le moment de faire ce qui est juste.

* * *

WARREN KINSELLA

Mme Alice Wong (Richmond, PCC): Monsieur le Président, mes électeurs me demandent pourquoi le chef du Parti libéral refuse de licencier son principal collaborateur politique, Warren Kinsella. Les commentaires qu'il a formulés au restaurant Yang Sheng

d'Ottawa en parlant d'un bol de chat grillé ont-ils été faits en sa qualité de porte-parole du Parti libéral?

La communauté chinoise d'Ottawa a été grandement offensée de ses propos voulant que les restaurants chinois du Canada servent de la viande de chat. Des critiques ont d'ailleurs été formulées à cet égard dans plusieurs journaux dont le *Sing Tao Daily*, le *Ming Pao* et le *World Journal* ainsi qu'à la radio chinoise.

En tant que Canadiens d'origine chinoise et de gens qui apprécient la liberté et toutes les possibilités que nous offre le Canada, les gens de ma communauté et moi-même avons été très offensés de ces commentaires racistes qui témoignent de l'ignorance du porte-parole officiel du Parti libéral. Ce qui nous fait le plus mal, c'est que M. Kinsella refuse de présenter des excuses à la communauté chinoise.

Quand le chef du Parti libéral comprendra-t-il la gravité de tout cela et quand obtiendrons-nous des excuses?

QUESTIONS ORALES

●(1115)

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Ralph Goodale (Wascana, Lib.): Monsieur le Président, les dernières statistiques économiques confirment que la récession s'accroît au Canada. Le produit intérieur réel a reculé de 0,7 p. 100 en novembre. On a observé une baisse marquée dans le secteur manufacturier et dans tous les principaux secteurs.

Cependant, pendant que cela se passait en novembre et que les Canadiens voyaient la situation se détériorer, les conservateurs persistaient à dire qu'ils auraient encore cinq budgets excédentaires. Leurs chiffres étaient faux et ils le savaient fort bien.

Le gouvernement, qui est maintenant sous surveillance, a-t-il enfin compris qu'il doit commencer à dire la vérité à ses surveillants au Parlement?

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, dans notre énoncé économique de l'automne — qui, soit dit en passant, n'était pas le budget —, nous avons présenté à la Chambre la situation telle qu'elle était ce jour-là. Les chiffres chutaient rapidement, et nous en étions conscients.

En fait, nous avons compris tellement vite ce qui se passait que, dans l'énoncé économique de l'automne précédent, nous avions déjà pris des mesures en réduisant les impôts, en remboursant la dette et en abaissant la TPS afin de laisser plus d'argent aux Canadiens.

L'hon. Ralph Goodale (Wascana, Lib.): Monsieur le Président, si les conservateurs savaient ce qui s'en venait, leur plan n'a certainement pas fonctionné. Ils doivent cesser de raconter des histoires. C'est terminé. Le chat est sorti du sac. On n'en veut plus de leurs sonnettes. Pour une fois, les Canadiens et le Parlement exigent la vérité, une reddition de comptes sans faille et un rendement efficace.

Par exemple, les conservateurs disent que leur budget aidera les petites entreprises à obtenir des prêts auprès de la Banque de développement du Canada. Toutefois, depuis le dépôt du budget, la BDC à Saskatoon dit aux entreprises que rien n'a changé. Elle ne fera pas affaire avec ces entreprises parce qu'elles ne faisaient pas partie de sa clientèle.

Questions orales

Peut-on appeler cela de l'aide?

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, cette question est une bonne occasion pour moi d'encourager le député et tous ses collègues de l'opposition à appuyer le budget.

Les mesures de relance que nous avons incluses dans l'énoncé économique de l'automne n'ont pas été adoptées à la Chambre à cause de la menace d'une coalition.

Nous présenterons une mesure législative qui permettra à la BDC et à EDC d'aider les Canadiens. J'encourage tous les députés à appuyer le budget.

* * *

LE COMMERCE

L'hon. Ralph Goodale (Wascana, Lib.): Monsieur le Président, le député devrait dire à la BDC à Saskatoon de mieux se renseigner.

Le protectionnisme américain est sur le point d'aggraver la récession au Canada. Il ne suffit pas pour les conservateurs ici de dire qu'ils s'attendent à ce que les États-Unis respectent leurs obligations. Leur bilan n'est pas encourageant. Dans le dossier du bois d'oeuvre, les conservateurs ont capitulé. Dans le dossier du commerce du grain, malgré 20 décisions en faveur du Canada, les conservateurs ont capitulé. Dans le dossier des sables bitumineux, ils ont laissé les Américains interdire les produits canadiens.

Comment pouvons-nous croire que le gouvernement défendra vraiment les producteurs et les exportateurs canadiens?

M. Gerald Keddy (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC): Monsieur le Président, nous nous attendons effectivement à ce que les Américains respectent leurs obligations commerciales internationales. Ils ont des obligations juridiques à respecter en vertu de l'ALENA ainsi que dans le cadre de l'OMC.

Ce n'est pas le temps de s'emporter dans des discours passionnés. C'est plutôt le temps d'avoir des discussions calmes et rationnelles avec nos homologues américains, le temps de chercher à mettre un terme à ce genre de propos protectionnistes, le temps d'adopter une approche raisonnable et pratique pour l'avenir.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.): Monsieur le Président, hier, la ministre a reconnu avoir été au courant de ce qu'elle qualifie de simples « problèmes » à Chalk River, le 6 décembre.

Peut-elle clarifier en cette Chambre la nature exacte des détails connus par elle ou son bureau ce jour-là, et peut-elle nous dire quel jour, exactement, elle ou son bureau ont été informés de ces fuites radioactives?

[Traduction]

M. David Anderson (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, la ministre a répondu à cette question hier. Elle a indiqué à la Chambre que des problèmes avaient été décelés le 6 décembre et qu'elle en avait été informée. Elle a ajouté qu'elle n'était cependant pas au courant de certains des détails qui ont été révélés plus tard. C'est pourquoi elle a demandé aux responsables du ministère ainsi qu'à la Commission canadienne de sûreté nucléaire de tirer les choses au clair.

● (1120)

M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.): Le problème, monsieur le Président, c'est que la ministre a publié une déclaration concernant Chalk River le 15 décembre, soit 11 jours après que soient survenues deux fuites radioactives dont on ignorait toujours la cause. Alors que 7 000 litres d'eau lourde par jour se déversaient dans la rivière des Outaouais, la ministre a déclaré aux Canadiens: « le réacteur de Chalk River continue à produire des isotopes de façon sûre ».

La ministre a-t-elle fait preuve de négligence dans l'exercice de ses fonctions ou a-t-elle tout bonnement induit les Canadiens en erreur?

M. David Anderson (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, Chalk River continue à produire des isotopes dont bénéficient des gens partout sur la planète. La ministre a demandé à des fonctionnaires de son ministère et à la CCSN de présenter un rapport complet sur les événements entourant l'arrêt du réacteur en décembre.

Ces questions nous préoccupent beaucoup. La santé et la sécurité des Canadiens ont bien sûr toujours été prioritaires pour nous.

* * *

[Français]

LE BUDGET

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, hier, les conservateurs et les libéraux se sont entendus comme larrons en foire pour rejeter la volonté unanime de l'Assemblée nationale du Québec en votant pour un budget qui privilégie nettement l'Ontario et l'Ouest au détriment du Québec. On cherche toujours dans ce budget la trace des beaux engagements afin de régler le déséquilibre fiscal et de financer adéquatement l'éducation postsecondaire.

Le gouvernement comprend-il que la seule conclusion logique à laquelle on arrive est qu'il a choisi le Canada, et ce, au détriment du Québec?

[Traduction]

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): À propos de solutions logiques, monsieur le Président, notre gouvernement a décidé de mettre fin au déséquilibre fiscal. Il a corrigé le programme de péréquation. Cette année, les paiements de péréquation versés au Québec sont supérieurs de 37 p. 100 à ce qu'ils étaient en 2005.

Le gouvernement refuse d'accorder un traitement de faveur à une province ou à un territoire.

[Français]

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, maintenant que les élections sont passées, fini le respect des ententes en péréquation, et balayée du revers de la main la supposée volonté d'éliminer le pouvoir fédéral de dépenser!

Devant des preuves aussi évidentes, le gouvernement admettra-t-il qu'en ces temps difficiles, il a choisi d'aider d'abord le Canada, et tant pis pour les priorités du Québec?

Questions orales

[Traduction]

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, il incombe aux députés de veiller avant tout aux intérêts du Canada. C'est ce que nous ferons, mais pas au détriment d'une province ou d'une autre. Nous traiterons toutes les provinces et tous les territoires de la même façon. C'est pourquoi nous continuerons d'augmenter les transferts fédéraux pour la santé de 6 p. 100 et ceux pour les programmes sociaux de 3 p. 100, et ce, pour toutes les provinces et tous les territoires.

* * *

[Français]

LA REPRÉSENTATION ÉLECTORALE

Mme Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry, BQ): Monsieur le Président, ce gouvernement a non seulement décidé d'ignorer les priorités mises en avant par l'Assemblée nationale du Québec, mais il s'apprête à réduire le poids du Québec et son influence en manifestant sa volonté d'aller de l'avant avec son projet de réforme de la représentation électorale.

Ce gouvernement admettra-t-il qu'après avoir utilisé le budget pour séduire l'Ontario, il n'hésitera pas à brader le poids politique du Québec à des fins purement électoralistes?

[Traduction]

L'hon. Steven Fletcher (ministre d'État (Réforme démocratique), PCC): Monsieur le Président, le Québec n'aura sûrement pas moins que les 75 sièges dont il jouit actuellement. Nous allons présenter une mesure qui fera en sorte que les Canadiens soient adéquatement représentés à la Chambre.

J'espère que tous les députés voteront en faveur de la démocratie.

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry, BQ): Monsieur le Président, il ne faut pas avoir un diplôme en mathématiques pour comprendre que le pourcentage des députés du Québec sera vraiment pénalisé.

Le premier ministre de l'Ontario a laissé entendre que le gouvernement fédéral accordera encore plus de sièges à l'Ontario, diluant ainsi un peu plus le poids politique du Québec.

Le gouvernement confirme-t-il qu'il a accepté de modifier son projet de loi sur la représentation électorale en faveur de l'Ontario, tout en continuant d'ignorer le Québec?

• (1125)

[Traduction]

L'hon. Steven Fletcher (ministre d'État (Réforme démocratique), PCC): Monsieur le Président, il ne faut pas avoir un diplôme en mathématiques pour comprendre que le Québec disposera, demain comme aujourd'hui, de 75 sièges. Nous veillerons à ce que tous les Canadiens, y compris les Québécois, soient bien représentés à la Chambre.

J'espère pouvoir collaborer avec tous les partis dans le but de maintenir et de renforcer les principes de la démocratie canadienne.

* * *

LE BUDGET

Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, en matière d'examen de programmes, les Canadiens savent qu'ils ne peuvent faire confiance au gouvernement actuel. Ils savent aussi ce qu'il a déjà fait: des compressions à l'Agence d'inspection des aliments, des compressions cachées pour

Condition féminine Canada, des compressions dictées par l'idéologie dans le domaine des arts au Canada et des affectations de 7,6 milliards de dollars qui n'ont jamais été dépensés. Aujourd'hui, ce même gouvernement planifie des centaines de millions de dollars en nouvelles compressions de dépenses.

Le gouvernement pourrait-il dire quels sont les programmes qu'il conteste pour des raisons d'ordre idéologique et quels sont ceux qu'il prévoit charcuter?

M. Dean Del Mastro (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, la députée doit savoir que le budget, contre lequel elle a l'intention de voter, prévoit d'importants nouveaux investissements visant le domaine des arts au Canada et l'aide aux artistes.

Notre gouvernement est d'avis qu'il faut scruter à la loupe toute nouvelle dépense au Canada. C'est la raison pour laquelle nous menons des examens stratégiques pour que chaque dollar dépensé le soit aussi efficacement que possible.

Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement mérite assez peu la confiance. Le premier ministre tient des propos sévères au sujet du crime et de l'application de la loi, mais lorsque vient le moment de défendre ceux qui sont aux premières lignes, il les laisse tomber.

Le budget constitue en effet une trahison pour la GRC, qui voit réduire ses salaires après la signature d'une nouvelle entente aussi récemment qu'en novembre dernier.

Cette trahison du gouvernement Harper a de quoi désillusionner les membres de la GRC. Si la GRC ne peut plus faire confiance au gouvernement, comment les Canadiens peuvent-ils le faire?

Le Président: J'invite la députée, qui ne manque pas d'expérience en cette matière, à s'abstenir de nommer les députés. Je l'invite à ne plus le faire.

M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, nous accordons une grande valeur au travail que fait la GRC pour assurer la sécurité de nos collectivités et nous le respectons. Il est certain que nous devons tous nous serrer la ceinture dans la situation économique actuelle. Tous doivent faire leur part dans la gestion des dépenses gouvernementales et la GRC ne fait pas exception. Nous apprécions son concours.

Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, la plupart des Canadiens estiment que la GRC est un cas d'exception, mais le gouvernement peut avoir son avis là-dessus.

Malgré les belles paroles et les promesses du gouvernement, les Canadiens qui se penchent sur le budget se rendent bien compte qu'il n'est pas à la hauteur.

Les conservateurs font à nouveau de grandes promesses aux résidents de Tri-City au sujet de la ligne de transport en commun Evergreen. Pourtant, le budget se borne à envisager un financement éventuel du projet Evergreen, auquel il manque encore des millions de dollars en capitaux privés. Or, ces capitaux ne sont tout simplement pas au rendez-vous, compte tenu de la crise du crédit.

Comment le gouvernement peut-il avoir le culot de continuer à promettre quelque chose qui risque nettement de ne pas aboutir...

Le Président: La parole est au ministre des Transports.

Questions orales

L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a l'intention ferme de collaborer avec le gouvernement de Colombie-Britannique au sujet de la ligne Evergreen. Le plus gros obstacle au financement de la ligne Evergreen, c'est l'intention du NPD de voter contre notre budget.

Les députés d'en face devraient appuyer le gouvernement, appuyer le transport en commun et appuyer la Colombie-Britannique.

* * *

[Français]

GÉNOME CANADA

M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, Génome Canada manquera de fonds pour honorer ses engagements en 2010 et, de plus, il lui sera impossible de soutenir des projets à long terme qui doivent débiter cette année. Depuis sa création en l'an 2000, Génome Canada a reçu des fonds dédiés dans chaque budget, mais pas cette année.

Les conservateurs comprennent-ils qu'en cette période de crise, c'est près de 2 000 emplois de très haut niveau, au sein de 33 projets de recherche qui seront perdus par leur faute?

[Traduction]

L'hon. Gary Goodyear (ministre d'État (Sciences et Technologie), PCC): Monsieur le Président, je veux être aussi clair que je l'ai été hier. En fait, j'ai parlé au président de Génome Canada, le D^r Calvin Stillier, et il m'a assuré qu'il était très satisfait et heureux du budget. D'ailleurs, ce matin, sur le site web de la société, on lit que « Génome Canada est heureuse du budget 2009 du gouvernement ». Plus loin, il est écrit qu'« Il s'agit là de bonnes nouvelles pour toute la communauté scientifique canadienne ».

• (1130)

[Français]

M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, le ministre d'État devrait regarder et lire le *Globe and Mail* d'aujourd'hui.

Le Dr Martin Godbout, président et chef de la direction de Génome Canada, nous dit que les fonds gouvernementaux ne suivent pas le rythme du financement. Génome Canada ne peut même pas demander à qui que ce soit de proposer un projet de recherche s'il n'a pas d'argent en banque.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie la stagnation ou, si on veut, la fin de la croissance dans le secteur de la recherche de pointe et la fin de la création des emplois du futur. Que croiront les Canadiens: ce que dit Génome Canada ou bien le blabla du ministre d'État?

[Traduction]

L'hon. Gary Goodyear (ministre d'État (Sciences et Technologie), PCC): Monsieur le Président, je me fierais aux faits. Je ne ferais pas mes recherches en me fiant aux journaux. Je ferais mes recherches en me fiant seulement aux faits.

Le gouvernement a pris un engagement clair envers la communauté scientifique de l'ensemble du pays, en ce qui concerne les chercheurs, l'infrastructure et les laboratoires. Voilà pourquoi, avant cette semaine, nous avons investi 2,4 milliards de dollars au chapitre des sciences et de la technologie et cette semaine, nous avons investi 3,5 milliards dans la communauté scientifique et technologique. Je suis heureux que le député ait accepté d'appuyer le budget.

LES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION

L'hon. Gerry Byrne (Humber—St. Barbe—Baie Verte, Lib.): Monsieur le Président, à l'occasion de la présentation du budget, pendant une séance à huis clos, les fonctionnaires du ministère fédéral des Finances ont informé leurs homologues des provinces que le gouvernement fédéral allait modifier la formule O'Brien dans le projet de loi d'exécution du budget, qui n'a pas encore été présenté. Le gouvernement fédéral compte supprimer l'option, pour une province, d'exclure 50 p. 100 des redevances issues de l'exploitation des ressources non renouvelables et ne laisser par conséquent que l'option d'en exclure 100 p. 100.

Est-ce bien exact? Je rappelle à tout le monde que d'autres changements à la péréquation avaient été annoncés précédemment, comme le plafond relatif au PIB. Cependant, ce changement serait très différent. Il n'en a jamais été question auparavant. Est-ce bien exact?

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je sais que le député de l'ouest du Labrador pose cette question au nom de ses électeurs. Permettez-moi donc de lui indiquer les faits. Le gouvernement continue de respecter les accords de l'Atlantique. Terre-Neuve-et-Labrador va recevoir une somme estimée à 1,2 milliard de dollars sous forme de paiements compensatoires entre 2009-2010 et 2011-2012. Cette somme s'ajoute à la somme de 2 milliards de dollars qui a été versée à Terre-Neuve-et-Labrador à la suite de l'accord de 2005.

L'hon. Gerry Byrne (Humber—St. Barbe—Baie Verte, Lib.): Monsieur le Président, l'ouest du Labrador est un bel endroit, mais l'endroit d'où je viens, Humber—St. Barbe—Baie Verte, l'est également.

Tous les Canadiens ont les yeux tournés vers leur gouvernement, leurs ministres et leurs secrétaires parlementaires, c'est-à-dire vers les gens qui sont responsables de ce budget et qui doivent diriger le pays en temps de crise. On ne trouve pas en eux les véritables chefs de file dont on aurait besoin. Il s'agit de répondre sans détour à des questions directes. C'est ce que les Canadiens veulent.

Le groupe d'experts dirigé par M. O'Brien a fait une recommandation clé portant sur la question des redevances issues de l'exploitation des ressources non renouvelables: « un taux d'inclusion de 50 p. 100 combine les mérites des divers arguments ». Pourtant, le gouvernement semble vouloir dorénavant faire fi de cette recommandation et éliminer l'option qui en découle. Ce n'est pas le temps...

Le Président: Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a la parole.

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je présente mes excuses au député. C'est la preuve que je dois passer davantage de temps à Terre-Neuve-et-Labrador. Je suis désolé.

Mais, les transferts continuent d'augmenter pour Terre-Neuve-et-Labrador. Cette année seulement, cette province reçoit 372 millions de dollars dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé. C'est une augmentation de 11 millions de dollars. Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux est de 164 millions de dollars, soit 3 millions de dollars de plus que l'année dernière. Permettez-moi de citer le premier ministre Williams: « En tant que province riche, nous aurons davantage d'argent. Nous recevons moins d'argent du... »

Le Président: Le député de Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques a la parole.

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

M. Claude Guimond (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur prétend, avec ce nouveau budget, relancer l'économie du Québec. Pourtant, aucun mot n'a été dit sur le développement des régions, comme le Bas-Saint-Laurent, qui souffrent déjà des compressions annoncées par ce même gouvernement aux organismes à but non lucratif à caractère économique.

Le ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) va-t-il rétablir le financement des OBNL tels que Technopole maritime du Québec et la Corporation de soutien au développement technologique des PME?

• (1135)

M. Jacques Gourde (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national, PCC): Monsieur le Président, le ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) travaillera en partenariat avec tous les intervenants économiques de toutes les régions du Québec afin de mettre en place un plan stratégique pour stimuler l'économie québécoise.

M. Claude Guimond (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Le gouvernement a multiplié ses largesses à l'Ontario, notamment en créant une agence de développement pour le Sud de la province. Quand pourrions-nous espérer que ce gouvernement adopte une attitude compréhensive et constructive à l'égard des régions du Québec en rétablissant le financement de ces organismes?

M. Jacques Gourde (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national, PCC): Monsieur le Président, la coopération et la solidarité sont des valeurs privilégiées par la nation québécoise. J'invite les députés du Bloc à adopter ces valeurs et à voter ce budget afin de mettre en place le plus rapidement possible les stimuli qui permettront la création d'emplois.

* * *

GÉNOME CANADA

M. Robert Vincent (Shefford, BQ): Monsieur le Président, hier, le ministre d'État (Sciences et Technologie) a soutenu que Génome Canada disposait des sommes nécessaires pour s'acquitter de sa mission. Or, au dire du président de l'organisme, il y a toujours un manque à gagner qui varierait entre 60 millions de dollars et 160 millions de dollars afin de lancer des appels d'offres pour les nouveaux projets.

Le ministre est-il en mesure de confirmer aujourd'hui que le silence du budget n'est pas une façon de couper finalement les vivres à cet organisme?

[Traduction]

L'hon. Gary Goodyear (ministre d'État (Sciences et Technologie), PCC): Tout à fait, monsieur le Président, je peux confirmer qu'il n'y a pas eu de réductions du budget de Génome Canada. En fait, je cite une fois de plus une déclaration du conseil d'administration de Génome Canada: « Génome Canada est heureuse du budget 2009 du gouvernement fédéral [...] »

C'est une bonne nouvelle pour la communauté scientifique du Canada. Le gouvernement s'est engagé en faveur du monde de la

Questions orales

science et de la technologie, mais mon vis-à-vis à l'intention de voter contre le soutien de nos chercheurs scientifiques, de nos universités et de nos collèges. C'est une honte.

* * *

[Français]

LE BUDGET

M. Luc Desnoyers (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, hier, le président du Conseil du Trésor nous a servi une réponse alambiquée lorsque nous lui avons demandé des précisions quant aux intentions du gouvernement en matière de rémunération du secteur public.

Devons-nous comprendre, de ce qu'on lit dans le budget, que le gouvernement entend non seulement imposer par la force de nouvelles conditions salariales au secteur public pour le futur, mais qu'il entend également rouvrir les conventions collectives déjà signées, ainsi que c'est clairement indiqué dans son énoncé économique du mois de novembre dernier?

[Traduction]

M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, le Conseil du Trésor entend traiter les fonctionnaires fédéraux également et équitablement en ces temps difficiles par des négociations collectives responsables.

Mme Bonnie Crombie (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, le budget de 2009 révèle que, si le gouvernement avait respecté ses obligations budgétaires en 2007-2008, il aurait difficilement pu équilibrer ses livres plutôt que d'afficher un excédent de 9,6 milliards de dollars, comme il le prétend.

Est-ce que la véritable raison pour laquelle le gouvernement a retenu les fonds destinés à l'infrastructure et aux autres mesures de création d'emplois était de camoufler le fait que sa mauvaise gestion financière nous avait déjà amenés au bord du déficit structurel bien avant l'avènement de la crise économique actuelle?

L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC): Pas du tout, monsieur le Président.

Mme Bonnie Crombie (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, près de 8 milliards de dollars en stimulants fédéraux n'ont pas été dépensés en 2007-2008. Cela signifie que l'excédent de 9,6 milliards de dollars qu'il prétend avoir enregistré aurait plutôt été inférieur à 2 milliards de dollars si le gouvernement avait dépensé ce qui avait été prévu.

Qu'a-t-il fait ensuite? Le gouvernement a dépensé des milliards de dollars de plus et a miné l'assiette fiscale. Est-ce la raison pour laquelle le ministre n'a dépensé que 5 ¢ de chaque dollar prévu au budget pour les infrastructures ces deux dernières années? A-t-il reçu l'ordre de truquer les livres?

L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC): Pas du tout, monsieur le Président. Nous collaborons très bien avec les provinces et les municipalités à des projets menés dans tout le Canada. Je suis particulièrement heureux d'affirmer à la députée que nous travaillons en très bonne collaboration avec mon ami, le premier ministre de ma province, Dalton McGuinty.

Questions orales

●(1140)

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, la ministre des Ressources humaines a dit hier qu'elle ne voulait pas que l'assurance-emploi devienne trop rentable. C'est incroyable. C'est une insulte et un outrage aux centaines de milliers de travailleurs canadiens qui risquent de perdre leur emploi ou qui l'ont déjà perdu.

La ministre croit-elle que les Canadiens préfèrent être au chômage et gagner une fraction de leur salaire plutôt que de travailler et faire vivre leur famille? C'est le genre d'idées qu'entretenait le Parti réformiste, et qui ne devraient plus exister depuis des années.

Comment la ministre responsable d'aider les travailleurs canadiens peut-elle être si mesquine, si insensible et si déconnectée de la réalité?

M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, nous sommes préoccupés chaque fois qu'un emploi disparaît et nous pouvons assurer à la Chambre que nous veillerons au bien-être des travailleurs quand il le faudra. Nous avons prolongé la durée des prestations d'assurance-emploi de cinq semaines. Nous avons injecté des millions de dollars dans la formation et le recyclage, pour faire en sorte que les gens puissent se trouver un nouveau travail. Qu'ils touchent ou non des prestations d'assurance-emploi, nous prenons soin des travailleurs.

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, les données les plus récentes de Statistique Canada nous apprennent que, en moyenne, les prestations d'assurance-emploi représentent 331 \$ par semaine. À quel point est-ce rentable de profiter de l'assurance-emploi? La ministre croit-elle vraiment que si l'on améliore le système, les gens y verront une bonne affaire? Comment peut-elle être si déconnectée des besoins des familles de travailleurs? En outre, elle n'a même pas l'air préoccupée du fait que la période d'attente a augmenté durant son mandat?

Bénéficiaire de l'assurance-emploi, ce n'est pas un moyen de faire de l'argent. C'est une protection sociale. Les Canadiens croient en ce système et comptent sur son existence. Est-ce trop demander que d'espérer que la ministre partage cette façon de penser?

M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, nous sommes conscients qu'il y aura d'autres demandes, et nous avons fait tout ce qui est en notre pouvoir pour améliorer nos ressources. Nous avons engagé plus de personnel, rappelé des retraités et prolongé les heures de fonctionnement pour assurer que nous pourrions traiter les demandes rapidement. Nous avons investi des sommes importantes: 1 milliard de dollars s'est ajouté à la somme de 1,5 milliard prévue pour la formation et le recyclage, 500 millions de dollars pour ceux qui ne sont pas admissibles aux prestations ou n'ont pas participé au programme et encore 500 millions pour les travailleurs de longue date.

Nous allons prendre soin de nos travailleurs durant cette période difficile.

[Français]

LA GRÈVE À OC TRANSPO

M. Royal Galipeau (Ottawa—Orléans, PCC): Monsieur le Président, hier soir, la Ville d'Ottawa et le Syndicat uni des transports se sont entendus pour finalement mettre fin à la grève et à se soumettre à l'arbitrage.

[Traduction]

Le ministre des Transports et député d'Ottawa-Ouest—Nepean pourrait-il expliquer à la Chambre les mesures que les parlementaires ont prises pour encourager la résolution de ce conflit?

L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC): Monsieur le Président, nous sommes tous très heureux que les députés aient réussi à travailler ensemble pour permettre la reprise du service d'autobus. Il faut souligner le travail de la ministre du Travail, du député d'Ottawa—Vanier et du député d'Ottawa-Centre, ainsi que de nombreux autres députés.

C'est une bonne nouvelle de voir qu'il est possible de proposer une mesure législative que tous les députés peuvent appuyer et, de toute évidence, il s'agit d'une des principales raisons qui ont poussé la ville et le syndicat à accepter une proposition qu'ils avaient refusée à peine 48 heures plus tôt. Le médiateur fédéral dans ce dossier tente depuis le 9 décembre de faire accepter cette proposition. Nous sommes tous heureux que ce conflit soit enfin terminé. Nous avons démontré qu'il est possible de travailler ensemble dans un esprit de coopération.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, il y a moins de deux mois, le premier ministre a dit, « le gouvernement ne vendra jamais d'actifs à rabais ». Pourtant, le budget prévoit que le gouvernement vendra des biens immobiliers d'une valeur de 10,1 milliards de dollars, sans aucune raison valable, à une époque des plus mal choisies pour vendre des biens immobiliers. Il n'y a pas de fumée sans feu. Voilà précisément la « vente de feu » que le premier ministre a promis de ne jamais faire.

Tous les députés peuvent applaudir.

Des voix: Oh, oh!

M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je constate que, dans un esprit de collaboration, tous les députés rient de bon coeur aujourd'hui.

Je rappelle au député que de telles ventes d'actifs ont eu lieu dans le passé lorsque la possibilité en avait été prévue dans un précédent budget. Ce fut le cas avec la société Pétro-Canada sous un gouvernement libéral.

Le gouvernement a entrepris une évaluation des actifs gouvernementaux, évaluation qui n'a pas eu lieu depuis 15 ans, pour s'assurer que la raison première justifiant leur propriété par le gouvernement demeure valide. C'est une question de simple bon sens. Il s'agit de l'argent des contribuables.

●(1145)

M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, cela n'a rien à voir avec la raison, la logique ou le bon sens, mais plutôt avec une idéologie néo-conservatrice.

Questions orales

Après que Michael Fortier eut vendu à Larco Investments sept immeubles excédentaires, qui ne l'étaient pas, nous avons dû les louer de nouveau, dans leur totalité, car nous en avions besoin, pour une période de 25 ans. Les promoteurs immobiliers se frottent les mains de satisfaction lorsqu'ils voient venir une affaire comme celle-là.

Si la vente d'immeubles publics était justifiée, pourquoi les conservateurs n'ont-ils pas présenté cette justification à la Chambre des communes? S'agit-il plutôt d'un autre exemple de l'idéologie néo-conservatrice qui l'emporte sur la raison, la logique et la rentabilité sur le plan économique?

L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC): Monsieur le Président, je connais le député depuis des années et je suis outré du langage qu'il emploie. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les députés de son propre parti ne l'applaudissent pas.

* * *

[Français]

LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ): Monsieur le Président, dans une décision récente, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a refusé, à un avocat qui le demandait, le droit de procéder en français. Or, cette décision va à l'encontre de l'intérêt de son client qui souhaite être représenté en français par son avocat afin d'avoir la meilleure défense possible.

Qu'entend faire le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration afin que la CISR respecte le droit de cette personne d'être défendue par son avocat en français?

L'hon. Jason Kenney (ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et je le félicite pour sa nomination en tant que porte-parole en matière d'immigration.

Évidemment, Citoyenneté et Immigration Canada respecte la Loi sur les langues officielles du Canada. Tous les citoyens canadiens ont le droit de recevoir les services du gouvernement dans les deux langues — il en est ainsi pour tous les processus auprès des commissions et des cours. Je vais demander aux responsables ce qui se passe dans ce cas-ci.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mme Nicole Demers (Laval, BQ): Monsieur le Président, depuis mars 2005, Natalie Morin et ses trois enfants sont retenus en Arabie Saoudite. Elle désire quitter ce pays avec ses enfants, mais elle ne peut le faire sans l'autorisation de son mari, Saeed Al-Sahrami. Le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères a rendu visite à Mme Natalie Morin le 22 décembre dernier. Le ministre est donc au courant de la situation.

Depuis la rencontre de son secrétaire parlementaire avec Natalie Morin, le ministre a-t-il entrepris de nouvelles démarches pour rapatrier Natalie Morin le plus rapidement possible?

[Traduction]

M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, il s'agit d'une dispute de famille très complexe qui ne peut être réglée facilement.

Comme la députée l'a dit, je suis allé en Arabie saoudite en décembre. J'ai rencontré les autorités saoudiennes et j'ai rendu visite à Mme Morin et à sa famille.

Nous sommes toutefois liés par le droit saoudien et par notre adhésion à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, aux termes de laquelle les enfants ne peuvent partir sans la permission du père.

Avec l'aide des responsables saoudiens, nous nous employons à faciliter une entente entre Mme Morin et son époux pour que cette situation trouve un dénouement positif.

* * *

LA CONDITION FÉMININE

L'hon. Anita Neville (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, durant la campagne électorale de 2006, le premier ministre a promis de respecter la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Voilà une autre promesse qu'il n'a pas tenue.

Le bilan du Canada en matière de condition féminine aux termes de cette convention a fait l'objet d'observations sérieuses qui sont à la fois troublantes et cinglantes, selon certains. On y souligne la responsabilité du gouvernement fédéral en matière de leadership.

Quand le gouvernement fera-t-il preuve de leadership? Quand prendra-t-il des mesures et quand respectera-t-il la convention des Nations Unies comme il s'est engagé à le faire?

Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire pour les Langues officielles, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a toujours su montrer sa détermination à promouvoir l'égalité des femmes.

Le gouvernement a augmenté le budget du Programme de promotion de la femme de 42 p. 100. Il s'agit du plus haut niveau de financement jamais vu. Aucun autre gouvernement n'a accordé un tel appui aux Canadiennes dans l'histoire de notre pays.

Le gouvernement n'a pas simplement fait des annonces, contrairement aux gouvernements précédents; il passe à l'action.

L'hon. Anita Neville (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.): Monsieur le Président, c'était la mauvaise feuille de réponse. Je voudrais qu'on réponde à ma question.

Le rapport traitait de la pauvreté chez les femmes, du manque de services adéquats de garde d'enfants, du manque d'aide juridique, du manque de logements convenables et de la situation désespérée des femmes autochtones.

Le Canada est tombé au 83^e rang de l'indice de disparité entre les sexes des Nations Unies, presque au bas de la liste, essentiellement à cause du manque de leadership du gouvernement conservateur.

Quand le gouvernement prendra-t-il cette question au sérieux? Quand défendra-t-il les droits de la femme? Encore une fois, le budget laisse tomber les femmes de notre pays.

● (1150)

Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire pour les Langues officielles, PCC): Monsieur le Président, je ne sais trop pourquoi la députée s'imagine que mes feuilles de réponse correspondent aux siennes.

Questions orales

Le mandat de Condition féminine Canada qui est « de coordonner les politiques relatives à la situation de la femme et de gérer les programmes qui s'y rapportent » demeure inchangé depuis 1976. Le mandat du Programme de promotion de la femme a été révisé de manière à inclure l'égalité des femmes et la participation à la vie démocratique. Ce programme a pour mandat de promouvoir l'égalité des femmes à l'échelle du Canada. Il s'agit d'un mandat que le gouvernement prend très au sérieux.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD): Monsieur le Président, dans le dossier des affaires autochtones, le gouvernement conservateur donne d'une main et reprend de l'autre.

Tous les ans, les sommes prévues pour les infrastructures sont plutôt utilisées pour financer les urgences ou renflouer les programmes sociaux sous-financés. Dans les documents budgétaires qu'il a présentés hier, le ministre des Finances transfère des milliers de dollars prévus pour les infrastructures afin d'accroître le financement dans le secteur de l'éducation.

Les Premières nations n'ont aucune garantie que l'on ne leur jouera pas le même tour avec les fonds annoncés dans ce budget.

Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas prévoir correctement et tenir les engagements financiers qu'il a pris auprès des Premières nations?

M. John Duncan (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, PCC): Monsieur le Président, le budget de 2009 prévoit des investissements supplémentaires de 1,4 milliard de dollars sur trois ans pour les dépenses prioritaires consacrées aux Autochtones. Nous avons dégagé des fonds pour le logement, l'eau et toutes ces priorités dans les réserves. Je ne comprends vraiment pas le commentaire de la députée.

Les députés néo-démocrates ont déjà établi qu'ils n'appuieraient pas ce bon budget.

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD): Monsieur le Président, avec ce budget, le gouvernement a également perdu une bonne occasion de ramener le financement des dépenses en éducation pour les Premières nations au même niveau que ce qui est accordé aux autres Canadiens.

Comme le gouvernement effectue actuellement un examen du financement, les étudiants des Premières nations de tout le pays se demandent s'ils seront en mesure d'obtenir une éducation postsecondaire.

Le ministre est-il prêt à garantir aujourd'hui que cet examen ne créera pas davantage d'obstacles pour les étudiants et que le programme d'aide aux études postsecondaires continuera d'être subventionné?

M. John Duncan (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement s'est clairement engagé à améliorer les programmes d'éducation pour les Premières nations et à travailler en collaboration avec la province et les collectivités de Premières nations.

L'examen en cours avait été annoncé dans le budget de 2008 et il doit servir à garantir que nous dépensons notre argent de manière efficace afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles pour les étudiants autochtones des niveaux universitaire et collégial.

Nous avons pris des mesures pour régler tous les problèmes. Nous continuerons de le faire. Nous prenons les meilleures mesures possibles pour les étudiants autochtones.

* * *

L'HYMNE NATIONAL

Mme Tilly O'Neill-Gordon (Miramichi, PCC): Monsieur le Président, comme tout le monde le sait, je suis une enseignante à la retraite. L'un des moments les plus importants de la journée était de voir mes élèves se lever chaque matin pour chanter *Ô Canada*. Voir les générations futures démontrer de la fierté envers leur pays est très important pour moi.

J'étais très triste d'apprendre que le directeur d'une école du Nouveau-Brunswick avait interdit que l'on chante *Ô Canada*, car il croyait apparemment que l'hymne national n'était pas assez inclusif.

Le gouvernement pourrait-il nous dire ce qu'il pense de cette décision malavisée et irrespectueuse d'interdire l'hymne national?

L'hon. Keith Ashfield (ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique), PCC): Monsieur le Président, comme l'un de mes collègues l'a dit plus tôt aujourd'hui, c'est de la rectitude politique à outrance. Le Canada est un pays inclusif, et nous sommes très fiers de notre hymne national. C'est un hymne qui est chanté partout au pays, et il nous unit en tant que Canadiens.

Notre gouvernement exhorte le directeur à révoquer sa décision et à faire de nouveau chanter *Ô Canada* dans son école.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, la Northside Civic Centre Society, qui se trouve dans ma circonscription, attend une réponse à la demande qu'elle a soumise au sujet de la construction d'une nouvelle patinoire. La demande traîne sur le bureau du ministre depuis le printemps. La collectivité a recueilli sa part des fonds requis et le site est prêt pour les travaux.

Pourquoi les gens de Northside doivent-ils attendre pendant que le ministre fédéral responsable de la Nouvelle-Écosse maquille les comptes?

● (1155)

L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC): Monsieur le Président, le député a dit que le dossier traînait sur le bureau du ministre depuis le début de l'année dernière. Je ne suis le ministre que depuis deux mois.

Je peux dire au député d'en face que nous serions enchantés d'étudier ce projet et de le prendre en considération.

La bonne nouvelle, c'est notre budget. En effet, nous avons un nouveau programme appelé Infrastructure des loisirs Canada. Il semblerait justement que ce projet pourrait y être admissible.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ): Monsieur le Président, avec raison, les citoyens de Shannon sont en colère d'apprendre que la présence de TCE dans la nappe phréatique est connue du gouvernement fédéral depuis 1978. Pendant plus de 22 ans, ils ont bu une eau que le gouvernement fédéral savait à risque. Ottawa a complètement failli à ses responsabilités. Non seulement n'a-t-il pas protégé la population, mais par son inaction et son incurie, il l'a condamnée.

Questions orales

Devant ces faits troublants, le ministre de la Défense nationale convient-il que son gouvernement doit réparer le préjudice causé à la population, en commençant par verser immédiatement les 13 millions de dollars supplémentaires nécessaires pour compléter les travaux du réseau d'aqueduc afin que la population de Shannon ait une eau potable non contaminée? C'est son droit.

M. Laurie Hawn (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, le ministère continue de travailler en collaboration avec tous les intervenants, notamment avec la municipalité de Shannon, la ville de Québec, la province de Québec, Santé Canada, Environnement Canada et les citoyens de Shannon. Nous croyons que la façon la plus productive de procéder est de mettre en avant nos arguments devant les tribunaux et non publiquement.

Il serait malvenu que je commente l'affaire davantage à ce moment-ci.

* * *

[Traduction]

OMAR KHADR

M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD): Monsieur le Président, il est clair que les temps ont changé. Un jour nouveau s'est levé aux États-Unis. Guantanamo Bay, cette prison de la honte, fermera bientôt ses portes, et les tribunaux militaires, qui ont eu des effets si catastrophiques sur les droits fondamentaux de la personne, ont été suspendus.

Le Canada doit protéger sa réputation et se dissocier de ce chapitre honteux de l'histoire. Ma question s'adresse au premier ministre: quand son gouvernement acceptera-t-il enfin de reconnaître qu'Omar Khadr était un enfant soldat et le ramènera-t-il au Canada, comme il se doit?

L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, comme nous l'avons déjà mentionné cette semaine à la Chambre, la position du gouvernement du Canada n'a pas changé. Elle est semblable à celle du gouvernement précédent.

Cet individu a été accusé de crimes très graves, y compris de meurtre, de terrorisme et de tentative de meurtre. Le nouveau gouvernement des États-Unis, la nouvelle administration, a déterminé un autre plan d'action. Nous attendrons de voir quelles décisions seront prises à cet égard.

* * *

LES TITRES DE COMPÉTENCE ÉTRANGERS

Mme Nina Grewal (Fleetwood—Port Kells, PCC): Monsieur le Président, bon nombre de nouveaux arrivants continuent d'avoir de la difficulté à trouver un travail qui correspond à leur formation et à leur qualification parce que leurs titres de compétences ne sont pas pleinement reconnus au Canada.

Le gouvernement conservateur s'est engagé à collaborer avec les provinces pour traiter la reconnaissance des titres de compétences étrangers comme une priorité. Le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme pourrait-il dire à la Chambre comment le budget de 2009 donne suite à cet engagement?

L'hon. Jason Kenney (ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, il s'agit d'une question très importante pour les nouveaux Canadiens et pour l'économie canadienne en général. Voilà pourquoi notre gouvernement a créé le Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers et a mis sur pied, à l'étranger, le Projet

canadien d'intégration des immigrants, qui, pour la toute première fois, donne une longueur d'avance en ce qui a trait à la reconnaissance des titres de compétences, avant même l'arrivée au Canada.

Voilà pourquoi le premier ministre a respecté l'engagement pris pendant la campagne électorale d'aborder cette question avec ses homologues provinciaux, et qu'il a récemment élaboré un plan d'action national pour la reconnaissance des titres de compétence. C'est également pour cette raison que le budget prévoit un investissement additionnel de 50 millions de dollars pour accélérer la reconnaissance des titres de compétences, en collaboration avec les provinces et les organismes professionnels. Nous appuyons les nouveaux Canadiens.

* * *

L'ÉQUITÉ SALARIALE

Mme Michelle Simson (Scarborough-Sud-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement suivra-t-il l'exemple du président Obama en ce qui concerne une loi sur l'équité salariale, ou croit-il que les Canadiennes devraient obtenir une carte verte des États-Unis pour obtenir un salaire égal à celui des hommes pour un travail équivalent?

M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, le temps est venu de prendre un virage de modernité et de collaboration pour assurer l'équité salariale. Cela s'inscrit dans le prolongement du devoir des employeurs de négocier de bonne foi et de celui des syndicats de bien représenter leurs membres. J'ajouterais que l'Ontario, le Québec et le Manitoba ont déjà fait de l'excellent travail à ce chapitre.

Le gouvernement est résolu à faire respecter le principe du salaire égal pour travail égal, et nous agissons en ce sens. Retarder l'équité, c'est refuser l'équité.

* * *

● (1200)

[Français]

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ): Monsieur le Président, les récents événements survenus à Chalk River soulèvent de profondes inquiétudes quant à la sécurité du réacteur NRU qui, bien qu'âge de plus de 50 ans, continue de produire 70 p. 100 des isotopes médicaux au monde.

La ministre des Ressources naturelles, qui dit avoir tant à coeur la santé et la sécurité des citoyens, peut-elle nous dire si elle a un plan d'approvisionnement en cas de fermeture précipitée, et peut-elle le déposer afin d'éviter le psychodrame que nous avons vécu en décembre 2007?

[Traduction]

M. David Anderson (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, la Commission canadienne de sûreté nucléaire a assuré à la ministre que la production d'isotopes à la centrale de Chalk River ne met pas la santé et la sécurité des Canadiens en péril. Évidemment, la santé et la sécurité des Canadiens est notre priorité depuis le début. C'est pourquoi la ministre a demandé aux fonctionnaires du ministère et à la CCSN d'aller au fond des choses et de lui présenter un rapport.

*Affaires courantes***RECOURS AU RÈGLEMENT**

LE DÉCORUM

L'hon. Gordon O'Connor (ministre d'État et whip en chef du gouvernement, PCC): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député de Winnipeg-Centre, dans une de ses questions, a tenu des propos sexistes inappropriés. Je lui demande de présenter ses excuses à la Chambre et à tous ceux qui nous regardent à la télévision.

Le Président: Je vois que le député ne réagit pas au recours au Règlement. Je vais me pencher sur la question et ferai part de ma décision à la Chambre s'il y a lieu.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

M. Pat Martin: Monsieur le Président, je me demande si vous accepteriez de demander le consentement unanime de la Chambre pour présenter la motion suivante: Que, de l'avis de la Chambre, le 19 février 2009, le gouvernement devrait inviter le Président des États-Unis à prononcer une adresse devant les deux Chambres du Parlement réunies.

Le Président: Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour présenter cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

PÉTITIONS

LES PRODUITS DE SANTÉ NATURELS

M. Kevin Sorenson (Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par certains de mes électeurs de Three Hills, Carbon, Trochu et Linden.

Les pétitionnaires s'inquiètent de la disponibilité de produits de santé naturels dans les magasins canadiens. Ils se préoccupent également des activités de recherche-développement pour ces produits, du régime d'inspection requis pour en contrôler la qualité et des peines infligées en cas de traitement inadéquat de ces produits.

LE CODE CRIMINEL

M. Kevin Sorenson (Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, j'ai également l'honneur de présenter une pétition signée par 40 de mes électeurs de Drumheller, Carbon, Brooks, Delia, Hanna et Okotoks, en Alberta.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de permettre la divulgation et la publication du nom et de la photographie des auteurs de crimes graves avec violence, indépendamment de leur âge. Ils veulent que la loi soit plus dure à l'endroit de ces délinquants et qu'elle prévoie des conséquences plus grandes et des peines d'emprisonnement sans libération obligatoire à 18 ans.

Ils présentent une pétition au Parlement à la suite d'un incident survenu il y a un an, lorsqu'un gamin de six ans a été menacé d'une arme blanche par un garçon de 18 ans qui, dit-on, était en liberté sous caution en attendant le prononcé de sa sentence pour agressions sexuelles graves.

Mes électeurs en ont assez de notre système de justice pénale, qui chouchoute les criminels violents.

L'INTIMIDATION

M. Mike Allen (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, c'est avec fierté que je prends aujourd'hui la parole pour déposer une pétition signée par des milliers de personnes d'un bout à l'autre du Canada, autant des jeunes que des jeunes de coeur, que le grave problème de l'intimidation préoccupe. C'est un problème auquel doivent faire face les Canadiens et un acte qui a incrusté la peur dans la vie de bien des gens, y compris les jeunes.

D'un bout à l'autre du pays, un grand nombre d'organismes et de particuliers se mobilisent pour mettre fin à ce type de comportement. Les pétitionnaires prient le gouvernement de reconnaître le travail de tous les organismes qui militent contre l'intimidation.

[Français]

Par conséquent, ils demandent au Parlement que le 17 décembre soit déclaré Jour bleu, journée officielle qui reconnaît le travail des organisations de lutte contre l'intimidation au Canada.

• (1205)

[Traduction]

LE DARFOUR

M. Colin Mayes (Okanagan—Shuswap, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une pétition signée par des électeurs de ma circonscription, Okanagan—Shuswap, qui sont préoccupés par toutes les atrocités qui se produisent au Darfour et qui ont touché plus de 4,5 millions de personnes au cours des dernières années.

Les pétitionnaires prient le gouvernement d'utiliser toutes les voies diplomatiques et de lancer un appel à la communauté internationale afin de faire pression sur le gouvernement soudanais pour qu'il mette fin à la destruction qui a cours au Darfour.

L'AMIANTE

M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, j'ai ici une pétition signée par des milliers de Canadiens qui signalent au Parlement que l'amiante est le produit industriel le plus meurtrier que le monde ait jamais connu, ce qui n'empêche pas le Canada d'être toujours l'un des plus grands producteurs et exportateurs d'amiante du monde.

Ils font valoir que l'amiante fait plus de victimes que toutes les autres causes industrielles combinées dans le pays, mais que le Canada continue malgré tout à en permettre l'utilisation. Il en fait la promotion et en exporte vers les pays du tiers monde à des prix de dumping.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'interdire l'amiante sous toutes ses formes, de créer un programme de transition équitable à l'intention des travailleurs de l'amiante et des collectivités dans lesquelles ils vivent, de mettre fin à toute subvention gouvernementale de l'industrie de l'amiante, tant au Canada qu'à l'étranger, et de cesser de faire obstacle aux conventions internationales en matière de santé et de sécurité visant à protéger les travailleurs, dont la convention de Rotterdam.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): D'accord?

Des voix: D'accord.

*Le budget***INITIATIVES MINISTÉRIELLES**

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement.

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, je dois poser une question à mon collègue de South Shore—St. Margaret's à la lumière de ce qui se déroule en Nouvelle-Écosse. Nous avons constaté que ce budget aura un effet dévastateur sur les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador et qu'il les mettra dans une position insoutenable. Toutefois, en Nouvelle-Écosse, le premier ministre provincial parade en affirmant que le budget ne créera pas de problème dans sa province. Même si ce budget aura pour effet de retirer de l'argent à cette province, son premier ministre déclare qu'il ne faut pas s'en faire, que tout ira bien, qu'il a conclu sa propre petite entente de son côté. Il n'y a rien sur papier, rien pour confirmer ses dires, sauf sa parole, accompagnée d'un clin d'oeil.

Sachant que la merveilleuse épouse de mon collègue est ministre du gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse, pourrait-il lui donner un bout de papier sur lequel elle confirmerait qu'il existe effectivement une entente favorable à la Nouvelle-Écosse et nous le faire parvenir?

M. Gerald Keddy: Monsieur le Président, le député sait qu'on peut compter sur la parole du premier ministre de la Nouvelle-Écosse et sur la parole du premier ministre. La Nouvelle-Écosse va certainement obtenir la totalité de son fonds de transition. C'est ce que le premier ministre du Canada et le premier ministre de la Nouvelle-Écosse ont convenu.

J'ai parlé au premier ministre de la Nouvelle-Écosse hier soir, et il m'a dit que c'était un budget formidable. La Nouvelle-Écosse va en bénéficier grandement.

Il y a quelques bijoux d'enfous dans le budget. J'invite le député à jeter un coup d'oeil à l'un de ces bijoux, qui est passé inaperçu. Il s'agit de la proposition visant à consacrer 5 millions de dollars sur deux ans à un groupe de travail indépendant ayant comme tâche de formuler des recommandations à l'intention du ministre des Finances pour doter le pays d'une stratégie nationale cohérente en matière de connaissances financières de base. C'est le genre de programmes qui pourrait grandement aider les hommes, les femmes et les jeunes familles, qui essaient de gagner leur vie et de gravir les échelons dans la société. On les aiderait ainsi à planifier leur avenir sur le plan financier.

• (1210)

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais dire deux choses rapidement. Premièrement, un professeur universitaire m'a envoyé un courriel ce matin me disant qu'il est très fâché de constater les réductions des sommes allouées aux organismes subventionnaires et aux chercheurs scientifiques.

Deuxièmement, le député est-il prêt à donner l'assurance à la Chambre qu'il va tâcher de convaincre le président du Conseil du Trésor de tenir parole, de respecter l'engagement pris et de sauver l'honneur du gouvernement en ne reniant pas l'accord qui prévoyait l'augmentation de la rémunération du personnel de la GRC? Il y a des agents de la GRC au Yukon qui sont très choqués de cette volte-face.

M. Gerald Keddy: Monsieur le Président, le budget est très prudent et il est étroitement lié aux problèmes concrets caractérisant cette période de grandes difficultés économiques. Le ministre des Finances, le président du Conseil du Trésor, le premier ministre et toutes les autres personnes ayant pris part à l'élaboration du budget savaient ce qui se passait sur le plan économique et connaissent les perspectives économiques actuelles. Nous avons préparé un budget qui aura pour effet de stimuler l'économie canadienne, qui en a bien besoin. Les sommes injectées dans l'économie seront de 35 milliards de dollars au cours de la prochaine année financière et de 30 milliards de dollars l'année suivante, ce qui est sans précédent dans l'histoire du Canada. C'est exactement ce qu'il faut en cette période très éprouvante de grandes difficultés économiques.

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de partager mon temps de parole avec mon voisin de pupitre, le député de Lac-Saint-Louis.

Le budget dont nous débattons n'est pas parfait. Il est loin d'être parfait, mais il est déjà mieux que la mise à jour économique de novembre dernier, laquelle témoignait de la mauvaise habitude du gouvernement de faire passer les considérations politiques avant le bien de la population.

Nous nous retrouvons aujourd'hui, après avoir enregistré des excédents budgétaires et bénéficié de la saine gestion des gouvernements libéraux précédents durant de nombreuses années, devant des déficits et une dette qui s'alourdit. L'entière responsabilité de cet état de choses incombe au gouvernement conservateur qui ne tient pas la barre de main ferme.

Les Canadiens vivent une période de turbulence. Les gens ordinaires en souffrent, et nombreux sont ceux qui s'inquiètent pour leur avenir.

Certains dirigeants et partis politiques ont beaucoup de mal à mettre de côté leurs ambitions et préférences personnelles pour se concentrer sur l'intérêt supérieur du pays. On devrait pourtant le faire, et le Parti libéral le fera. À notre avis, il faut donner une chance au budget de produire des résultats, mais une surveillance rigoureuse sera nécessaire.

On jugera le gouvernement en fonction des progrès qu'il aura accomplis, si progrès il y a. Le gouvernement sait qu'il devra faire face à l'électorat s'il ne se montre pas à la hauteur. En examinant le budget, j'ai classé les diverses mesures dans trois catégories: premièrement, celles qui pourraient être bénéfiques pour les Canadiens, mais dont l'application devra être étroitement surveillée, deuxièmement, celles qui sont nettement insuffisantes et, troisièmement, celles qui manquent carrément.

Au nombre des mesures pouvant être bénéfiques mais nécessitant des garanties se trouve la Prestation fiscale pour le revenu de travail. Je pense que ce crédit d'impôt remboursable qui offre un allègement fiscal aux familles de travailleurs à faible revenu qui sont admissibles constitue une bonne initiative qui aide vraiment des familles à s'affranchir de l'aide sociale. Le gouvernement affecte 580 millions de dollars de plus à ce titre, doublant ainsi le montant alloué. Pour être juste envers le gouvernement, je dirais que cette mesure aura un effet positif, si elle est adoptée.

Au chapitre du logement, certaines mesures énoncées dans le budget visent à favoriser l'accès au logement social abordable pour les aînés, les Autochtones et les personnes handicapées et à encourager les gens à réparer les logements sociaux existants afin de les rendre plus éconergétiques. Cela aussi ferait du bien.

Le budget

Pour ce qui est du développement des compétences, je crois que les investissements que le gouvernement compte faire dans ce qu'il appelle la Stratégie canadienne de transition et d'acquisition de compétences donneront aux chômeurs plus de temps pour trouver un bon emploi et recevoir la formation nécessaire pour être en mesure de se tailler une place sur le marché du travail de demain.

Nous saluons ces investissements tout comme le feront les Canadiens, mais nous devons suivre les choses de très près.

Jusqu'à 2 milliards de dollars seront affectés à des projets d'entretien et de réparation qui avaient été reportés dans les collèges et les universités, c'est-à-dire la réparation des installations utilisées par les étudiants et les chercheurs. Il peut s'agir d'une mesure très positive, mais les détails sont très flous. Je suis très préoccupé par les fonds de contrepartie que les universités, les collèges communautaires, les écoles polytechniques, les provinces et les municipalités devront fournir avant d'obtenir ces fonds. Pour les collèges et les universités de petite taille, particulièrement en Nouvelle-Écosse, dégager des fonds en contrepartie de fonds fédéraux ne constitue pas une option. Comme un professeur me l'a dit ce matin, « il pourrait s'agir d'un cadeau que nous ne pouvons pas nous payer ». Voilà qui est très bien dit.

Dans le domaine de la recherche, nous avons vu aujourd'hui le ministre dire que nous n'avons pas à nous inquiéter des compressions. Au Canada, il y a huit ou neuf ans, nous avons investi massivement dans la recherche et l'innovation alors que le gouvernement de George Bush réduisait le financement de la recherche. Nous avons eu raison d'aller à contre-courant.

Nous sommes maintenant dans la situation contraire. Sous le président Obama, les États-Unis investissent dans la science alors que nous ne le faisons pas. Les chercheurs d'un bout à l'autre du pays sont inquiets, et ils ont raison de l'être. Une des façons d'augmenter la productivité est d'investir dans la recherche. Nous devons suivre ce dossier de très près.

Le budget renferme certaines mesures faibles et mal avisées. La péréquation en est un exemple éloquent. Nous voyons les effets dévastateurs qu'elle aura sur Terre-Neuve-et-Labrador. Le premier ministre de ma province jure que tout va bien, qu'il a conclu une entente avec le premier ministre. Toutefois, il n'y a rien sur papier pour prouver que l'entente est bonne. Nous sommes loin de l'accord négocié par le premier ministre Paul Martin et le premier ministre John Hamm. C'est une honte, et nous devons suivre les choses de très près.

On nous avait dit que toutes sortes de modifications seraient apportées à l'assurance-emploi. Ce que la ministre laissait entrevoir était prometteur. La période de prestations a été prolongée de cinq semaines. C'est une bonne chose. Un peu d'argent a aussi été prévu pour la formation. Le gouvernement aurait toutefois pu faire preuve d'un peu plus de créativité. S'il voulait réellement stimuler l'économie, pourquoi n'a-t-il pas supprimé le délai de carence de deux semaines? Cet argent serait immédiatement réinvesti dans l'économie. Au lieu de cela, il ajoute cinq semaines à la fin de la période. Certains prestataires en profiteront, d'autres pas. Il aurait pu supprimer le délai de carence et ajouter trois semaines à la fin de la période. Ainsi, tous les prestataires auraient pu profiter de cet argent au moment où ils en ont besoin.

C'est troublant d'entendre parler du temps de traitement des demandes. La ministre ne semble pas particulièrement préoccupée par cet état de fait. Hier, on lisait en manchettes que le gouvernement ne paierait pas les chômeurs pour rester à la maison. La ministre responsable de l'assurance-emploi dit que le régime pourrait être trop

rentable, que les Canadiens quitteraient leur emploi pour profiter de l'assurance-emploi et empocher 340 \$ par semaine. C'est honteux, et c'est insultant pour les travailleurs canadiens. J'encourage la ministre et le gouvernement à étudier vraiment les moyens d'améliorer l'assurance-emploi.

• (1215)

Notre chef a dit qu'un gouvernement libéral prendrait les mesures nécessaires pour modifier le régime d'assurance-emploi en collaboration avec un groupe d'intéressés — qu'il y apporterait des changements équitables et qu'il traiterait tous les travailleurs également.

Au chapitre des familles, nous aurions pu prendre des mesures qui changent vraiment quelque chose pour les familles les plus pauvres du pays. On a rajusté quelque peu la Prestation nationale pour enfants, mais cela n'aide en rien ceux qui sont le plus touchés par la crise. C'est honteux.

Quant aux domaines pour lesquels il n'y a rien dans le budget, pensons d'abord à l'éducation préscolaire et aux garderies. Le gouvernement maintient fermement son opposition à l'idée de jouer un rôle national d'avant-plan dans le domaine des garderies. La garde des enfants est un enjeu d'une extrême importance pour les Canadiens, et ce budget ne prévoit rien pour aider les familles de travailleurs en difficulté ou pour réduire le coût des services de garde au Canada.

Malheureusement, ce que nous avons en lieu et place est un petit montant imposable qui ne fait rien, ou pas grand-chose, pour améliorer l'accès à des services de garde d'enfants. Il ne crée pas de nouvelles places en garderie. Les parents qui veulent se trouver un emploi ou retourner aux études pour améliorer leur niveau de vie sont encore mal pris.

C'était un gouvernement libéral, par le truchement du député de York-Centre, qui a présenté le programme national de garderies, programme que réclamaient depuis des années les partisans des garderies dans l'ensemble du pays, comme Pat Hogan et Sue Wolstenholme en Nouvelle-Écosse, Martha Friendly à Toronto, Monica Lysack en Saskatchewan et bien d'autres encore, qui ont travaillé d'arrache-pied et dont les succès ont été anéantis quand le gouvernement est revenu sur l'entente. Encore une fois, la politique l'a emporté sur les gens. C'est inacceptable.

Un problème qui revient sans cesse, et qui sous-tend plusieurs autres questions dont j'ai traité, est la pauvreté. Tout le monde devrait penser à la pauvreté au Canada. C'est une des questions auxquelles moi et d'autres membres du Comité des ressources humaines de la Chambre nous sommes attaqués lors de la précédente législature, et j'espère que ce comité donnera suite à ce qu'il a déjà fait lorsqu'il reprendra ses travaux.

J'espère que le Canada adoptera une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté; il n'existe encore aucune stratégie semblable à l'heure actuelle, et je doute fort que le gouvernement actuel en élabore une.

J'étais fier du plan 30-50 que mon parti a mis sur pied au cours des dernières élections. Il mettait la pauvreté, notamment la pauvreté infantile, au centre de notre programme. C'est une honte nationale pour nous que tant d'enfants partent pour l'école le ventre creux, que leurs besoins fondamentaux ne soient pas comblés. Nous devrions tous avoir honte.

Le budget

Un jour, peut-être plus tôt que certains ne le pensent, un gouvernement libéral dissipera l'obscurité dans laquelle nous a plongés le gouvernement conservateur et remplacera l'idéologie par l'espoir.

Nous dirons à tous les Canadiens que nous appuyons l'alphabétisme, l'égalité, le mandat de Condition féminine Canada, le Programme de contestation judiciaire, les garderies, le financement adéquat des universités et des collèges ainsi que l'accès à ceux-ci, et le droit de tous de vivre dans un pays généreux et juste. Ce sont là les convictions de la plupart des Canadiens, et nous les partageons. Nous formerons un gouvernement qui fera passer les gens en premier, et la politique en dernier.

Le budget sera adopté, mais nous exigerons des comptes du gouvernement et, bientôt, les Canadiens auront une fois de plus leur mot à dire.

M. Dennis Bevington (Western Arctic, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son intervention sur le budget. On le considère à la Chambre comme un des défenseurs du progressisme gouvernemental.

Ce n'est certainement pas une position qu'exprime le gouvernement conservateur. Pourtant, aujourd'hui encore, le gouvernement réussit à obtenir l'appui des libéraux à l'égard d'un budget qui illustre un véritable manque de vision quant à l'avenir du pays, un désintérêt envers ceux qui sont le plus touchés par la crise économique et une véritable ignorance de la direction que le Canada prendra une fois la crise terminée, mis à part le train train habituel.

Voici la question que je pose au député. Comment estime-t-il que la décision qu'il prend aujourd'hui d'appuyer le budget, plutôt que de collaborer avec nous pour trouver une nouvelle solution, va vraiment orienter le Canada dans la bonne direction?

Le présent budget prévoit des milliards de dollars de dépenses et fait prendre au Canada un cap qui ne nous aidera pas lorsque la récession sera terminée. D'après lui, comment les décisions qu'il prend ici aujourd'hui aideront-elles les Canadiens dans trois ou quatre ans?

• (1220)

M. Michael Savage: Monsieur le Président, nous ne disons pas que ce budget est parfait. Si ce budget était un écolier, son bulletin de mi-semester afficherait peut-être un D, mais indiquerait que l'écolier devrait s'appliquer un peu plus au cours des mois qui viennent et apprendre à jouer plus gentiment avec les autres. Voilà essentiellement ce que nous disons de ce budget.

Hier, dans l'éditorial du *Chronicle-Herald* intitulé « Les libéraux prennent la bonne décision », on disait:

En effet, le rôle de l'opposition consiste à évaluer le mérite d'un budget dans son ensemble, non de le réécrire à son goût ou de forcer le gouvernement à s'engager à faire des dépenses dont il ne veut pas être responsable [...] Dans son budget, M. Harper a déjà fait des compromis à l'égard des libéraux.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Avant de passer aux questions et observations, je rappelle au député de ne pas désigner les autres députés par leur nom.

Questions et observations. Le député de Yukon a la parole.

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, je me demande comment le député de Western Arctic, qui vient de parler, va justifier ses actions auprès de ses électeurs. La chambre de commerce des Territoires du Nord-Ouest appuie le budget. Il y a de l'argent pour l'infrastructure, le logement dans le Nord et la recherche dans l'Arctique, des fonds qui ciblent tous sa circonscription.

Je suis heureux que le député ait mentionné la réduction des investissements au chapitre de la recherche. Ce matin, j'ai reçu un courriel de la part d'un professeur du Collège du Yukon, qui dit:

Je voudrais simplement exprimer mon inquiétude à l'égard de la réduction des investissements dans les conseils subventionnaires de recherche qui est proposée pour ne pas dire dissimulée dans le nouveau budget fédéral. Notre voisin double les investissements au chapitre de la recherche et nous les réduisons [...] La réduction des fonds visant la recherche sur le terrain me paraît insensée.

Le député m'appuierait-il pour demander au gouvernement de respecter l'entente qu'il avait négociée avec la GRC? Les membres de la GRC font partie intégrante du Nord et exercent une profession dangereuse. Nous devrions respecter nos engagements envers eux.

M. Michael Savage: Monsieur le Président, je suis du même avis que mon collègue sur son dernier point. J'ai moi aussi reçu un courriel d'une personne très active dans le milieu de la recherche dans ma province, un leader à l'échelle nationale. En voici un extrait: « [...] j'ai eu le temps de comprendre un peu mieux l'impact de la proposition sur la recherche. En deux mots: très mauvais!!! » Un, deux, trois points d'exclamation. Trois points d'exclamation.

Il y a huit ans, nous avons investi dans la FCI, les conseils dispensateurs ont créé l'IRSC, Genome Canada et les chaires de recherche du Canada et ainsi de suite. Nous avons fait beaucoup de progrès à une époque où les États-Unis diminuaient leur engagement envers la science.

Comme M. Obama l'a souligné dans son discours, les États-Unis mettent l'accent sur la science au moment où le gouvernement canadien réduit son engagement à cet égard. C'est la vérité, malgré ce que le gouvernement affirme. Les trois conseils, le CRSNG, le CRSH et l'IRSC, perdent de l'argent. Le Canada a besoin de ces conseils. Le gouvernement doit l'accepter et arrêter de dire aux gens que ce n'est pas le cas. C'est le cas. Nous perdons notre fonction, notre rôle, notre capacité d'attirer des chercheurs au Canada et de les garder. Les conséquences seront désastreuses.

[*Français*]

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, avant de commencer mon allocution, je voudrais dire que c'est un honneur pour moi de faire suite, dans l'ordre des discours, à mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour, qui a tenu d'excellents propos sur le budget.

[*Traduction*]

Une des premières choses qui me sont venues à l'esprit en prenant connaissance du budget, c'est une entrevue donnée il y a quelques années par le ministre du Travail du gouvernement Clinton, Robert Reich, qui est évidemment un libéral sur le plan politique et philosophique.

Dans cette entrevue, son irritation provoquée par le vent néo-conservateur qui avait commencé à souffler sous le gouvernement Reagan et qui balayait encore les États-Unis transparaissait. Il s'élevait contre le mouvement néo-conservateur parce que celui-ci dénigrait les programmes de protection sociale respectés qui existaient depuis de nombreuses années aux États-Unis.

Le budget

À l'époque, l'économie allait bien, tout le monde était heureux, les gens prospéraient et oubliaient en quelque sorte qu'un jour, ils pourraient avoir besoin de programmes comme l'assurance-chômage et différentes formes d'assurance-maladie. Des gouvernements précédents avaient profité du changement de culture politique engendré par la bonne tenue de l'économie pour dénigrer davantage ces programmes et les faire paraître dépassés et moins utiles.

Reich déclarait qu'un jour, la classe moyenne des États-Unis, qui touchait alors de bons salaires, aurait besoin de ces programmes. Il estimait que c'était le rôle du gouvernement Clinton de restaurer ces programmes, pas uniquement en paroles, mais par des actions concrètes. Aujourd'hui, au début d'une crise économique, il est plus clair que jamais que les Américains ont besoin de tels programmes, tout comme les Canadiens.

En fin de semaine dernière, je regardais *60 Minutes* où on nous a présenté l'histoire déchirante de Wilmington, une ville monoindustrielle de l'Ohio. Je suis sûr que les députés ont regardé cette émission. On trouve dans cette ville un centre de tri de l'entreprise de courrier DHL. La ville prospérait, mais avec la récession le volume d'affaires de l'entreprise de courrier a diminué et, chaque semaine, DHL procède à des mises à pied massives. On nous a présenté des cas où les deux conjoints de couples travaillaient pour l'entreprise et se sont retrouvés tout à coup devant rien avec tout juste assez d'argent pour payer l'épicerie, mais pas toujours. Les factures des soins de santé s'accumulent. Des couples interviewés étaient en larmes.

Dans un cas, une femme a dit que ce n'était pas de ne pas pouvoir mettre régulièrement de la nourriture sur la table qui lui brisait le plus le cœur, mais le fait qu'elle et son mari avaient dû retirer leur fils de l'université avant qu'il n'obtienne son diplôme. C'était une bien triste histoire. En voyant cela, j'ai eu beaucoup de peine pour eux et je me suis trouvé choqué de vivre au Canada, où nous avons des programmes comme l'assurance-emploi, des établissements d'études post-secondaires financés par l'État et un système de santé national, qui n'est pas parfait, mais qui offre une protection.

Ce qui m'a déçu dans le budget, c'est que le gouvernement avait l'occasion d'assumer un rôle de leader dans cette nouvelle ère marquée par l'espoir et la vision d'Obama. Il avait l'occasion d'améliorer ces programmes en prenant des mesures concrètes, comme des dépenses, à un moment où les Canadiens en ont besoin, mais, jusqu'à un certain point, il a laissé passer cette occasion.

Par exemple, nous devons améliorer le programme d'assurance-emploi maintenant parce que le chômage augmente, mais nous pouvons aussi en faire un instrument économique contracyclique pour nous aider à sortir de la récession. Y a-t-il meilleur moyen de raviver l'économie? Y a-t-il moyen plus rapide, plus efficace de raviver l'économie que de mettre entre les mains des chômeurs de l'argent qu'ils vont pouvoir dépenser immédiatement. Ils n'auraient pas à attendre de produire leur déclaration de revenu; ils recevraient un chèque tout de suite.

• (1225)

Le *Globe and Mail* a justement préconisé ce genre de réforme de l'assurance-emploi. Abstraction faite de la nécessité d'améliorer le programme par pure compassion, il existe des raisons fort valables sur le plan économique de le réformer et d'en faire un programme économique contracyclique. Le gouvernement n'a pas montré d'appétit pour cela. Il n'a pas saisi l'occasion.

Le gouvernement n'a pas non plus saisi l'occasion d'épauler plus à fond le système de soins de santé. Nous savons bien que la population souffre en période de récession. Les gens souffrent de

stress et le stress cause des maladies et entraîne un plus grand nombre d'hospitalisations. Les résultats de recherches sont là. Les scientifiques l'ont montré. Le gouvernement ne croit peut-être pas à la science, même si elle nous a appris au fil des années que de tels faits sont indiscutables. Les récessions entraînent des problèmes familiaux, du stress, des maladies et des hospitalisations.

Durant la campagne électorale, nous, les libéraux, avons eu la prévoyance de prévoir dans notre programme un milliard de dollar pour l'embauche d'autres médecins et d'autres infirmières. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas adopté cette idée? Nous aurions été contents de lui en accorder le mérite. Le gouvernement a laissé affaiblir un autre programme national alors qu'il aurait pu le renforcer.

Le gouvernement aurait pu investir davantage dans l'enseignement postsecondaire et dans la recherche, mais il ne l'a pas fait. Il semble même faire des compressions en recherche.

Ce qui est vraiment détestable au sujet du gouvernement conservateur, c'est son manque total de prévoyance, qu'il érige en système.

L'économie capitaliste aura toujours ses hauts et ses bas, nous le savons bien. Il y aura toujours des bulles spéculatives. Si ce n'est pas la bulle des point-com, ce sera la bulle immobilière ou un ralentissement du crédit comme celui que nous connaissons à l'heure actuelle.

Je lisais dernièrement un article intéressant qui expliquait pourquoi nous ne semblons jamais nous mettre dans la tête qu'un mouvement spéculatif aura lieu à un moment ou l'autre et finira par se résorber. La raison en est que ceux qui participent aux marchés à un moment donné ne se souviennent plus de la dernière déconfiture. Si nous leur disons que ce n'est pas la première fois qu'un effondrement des cours a lieu, ils nous répondent que, cette fois, ce n'est pas la même chose parce que les gouvernements ont des excédents ou que le taux d'inflation est faible. Ils ne veulent tout simplement pas voir que cela risque de se produire à nouveau.

Je suis vraiment fier du fait que nous avons eu un ministre des Finances qui a eu la prévoyance, en homme sage qu'il était, d'établir une réserve de 3 milliards de dollars, sachant que les mauvais jours allaient revenir.

• (1230)

M. Dennis Bevington (Western Arctic, NPD): Monsieur le Président, mon collègue a abordé un point que je trouve remarquable, soit le fonds de 3 milliards de dollars mis de côté par le gouvernement précédent.

Il est ici question d'un déficit de plus de 10 milliards de dollars par rapport au statu quo. Il est ici question d'un plan de relance qui fera grimper ce déficit à 64 milliards de dollars en deux ans. La situation nous ramène aux baisses d'impôts, la politique financière du gouvernement précédent.

Mon collègue et son parti vont appuyer la poursuite de la politique financière des trois dernières années qui a mené à la situation actuelle. Les lois et règlements du Parlement nous ont offert l'occasion de modifier cette situation, mais son parti a choisi de ne pas le faire.

Le député pourrait-il m'expliquer pourquoi il affirme maintenant que son parti devrait appuyer cette politique de réduction d'impôts et d'abandon irréflecté des revenus appréciables de notre pays?

Le budget

M. Francis Scarpaleggia: Monsieur le Président, il est vrai qu'un cousin de 3 milliards de dollars peut sembler assez petit compte tenu des déficits qui nous attendent cette année, l'an prochain et dans les années à venir. Il y a une raison pour expliquer la taille du déficit et elle n'a rien à voir avec le gouvernement libéral précédent.

Comme le sait le député, les réductions de la TPS consenties par le gouvernement conservateur priveront annuellement l'économie canadienne de 12 milliards de dollars de recettes. Ces 12 milliards de dollars auraient pu être investis dans des infrastructures hydrauliques. Ces 12 milliards de dollars auraient pu être investis dans les sciences et la technologie. Ces 12 milliards de dollars auraient pu être investis dans les arts, une des plus grandes industries au pays. C'est beaucoup d'argent. Selon moi, la décision du gouvernement de réduire la TPS était peu judicieuse, mais nous ne votons pas sur les décisions peu judicieuses prévues dans les budgets précédents.

• (1235)

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, mon collègue d'en face a laissé entendre que le gouvernement ne croit pas en la science.

Une des choses que nous sommes tenus de faire en tant que député, c'est de présenter fidèlement les mesures proposées dans le budget. Compte tenu des commentaires qu'il a faits, j'ai l'impression que le député n'a pas lu le budget.

J'aimerais lire quelques extraits du budget tirés de la page 153:

[Le gouvernement] consacre jusqu'à 2 milliards de dollars en vue de procéder à des réparations, des rénovations et des agrandissements dans les installations des établissements postsecondaires;

fournit 750 millions de dollars pour une infrastructure de recherche de pointe par l'entremise de la Fondation canadienne pour l'innovation;

accorde 50 millions de dollars à l'Institut d'informatique quantique de Waterloo [...]

attribue 87 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour l'entretien ou la modernisation des installations essentielles de recherche dans l'Arctique;

prévoit 250 millions de dollars sur deux ans pour effectuer des travaux d'entretien des laboratoires fédéraux qui avaient été reportés.

Il me semble évident que le gouvernement croit beaucoup en la recherche et l'innovation. Le député peut-il expliquer comment il peut tenir des propos comme ceux qu'il a tenus plus tôt?

M. Francis Scarpaleggia: Monsieur le Président, les chiffres que le député vient de présenter sont appréciables. Nous sommes évidemment satisfaits de certaines des augmentations au chapitre du financement. Nous appuyons ce budget.

Nous savons toutefois que dans un monde de plus en plus concurrentiel, on ne doit pas s'en tenir aux chiffres absolus. Il faut également tenir compte de ce que font nos concurrents.

Nous savons qu'aux États-Unis, l'administration Obama va verser des milliards et des milliards de dollars pour financer la recherche scientifique. Et ici, que nous apprennent les journaux d'aujourd'hui? Ils nous apprennent que Génome Canada n'obtiendra rien du tout.

C'est bien de voir que le gouvernement a décidé de faire des investissements, mais il ne l'aurait pas fait sans la menace de la coalition et nous pouvons donc nous attribuer le mérite d'une partie de ces investissements supplémentaires.

Un autre article paru dans les journaux d'aujourd'hui souligne que le premier ministre n'est plus que conservateur de nom puisqu'il a renoncé à tous ses principes. Si cela se traduit par de plus grandes dépenses en vue de stimuler l'économie, alors ce sera profitable autant pour lui que pour nous.

Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD): Monsieur le Président, je suis ravie d'intervenir aujourd'hui au sujet du budget. Je partagerai mon temps de parole avec ma collègue d'Edmonton—Strathcona.

Avant la présentation du budget, j'ai discuté avec des gens de ma circonscription. Malheureusement, les questions que bon nombre d'entre eux ont soulevées n'ont tout simplement pas été abordées dans le budget. Nous avions pourtant entendu dire, et je paraphrase, que le budget devrait protéger les personnes vulnérables, préserver les emplois actuels et en créer de nouveaux pour l'avenir. Or, le présent budget est un échec à tous ces égards.

J'aborde maintenant certaines questions précises dont m'ont parlé les gens de ma circonscription. Malheureusement, nous devons leur dire que le gouvernement ne répondra pas à leurs attentes.

Le budget prévoit des fonds pour le logement, mais le hic, c'est que, dans tous les cas, on exige des fonds de contrepartie. Nous comptons voir des stratégies novatrices pour remédier à certains problèmes des collectivités rurales.

Nous espérons des mesures susceptibles de répondre aux besoins des collectivités rurales, notamment en matière de diversité de logement et d'infrastructure de transport. Pour les collectivités urbaines, nous souhaitons des fonds pour la rénovation des logements et des maisons existantes et certaines solutions créatives pour ce qui est de l'itinérance. Étant donné que le financement est versé par l'entremise des provinces et que le gouvernement fédéral exige souvent des fonds de contrepartie, cela signifie que, dans bon nombre de collectivités, les maisons et les logements nécessaires ne seront tout simplement pas construits.

Le budget fait certainement mention de l'agriculture, mais encore une fois, les mesures proposées sont insuffisantes. On sait par exemple que l'économie agricole de la Colombie-Britannique diffère de celle des Prairies.

Nous espérons un financement pour la formation d'agriculteurs à faible et à moyen revenus, de la formation dans les domaines des affaires et de la gestion et de l'information de production de base. Nous aurions également souhaité voir un appui aux organisations communautaires qui s'emploient à accroître l'autonomie des personnes qui ont un potager derrière chez elles et en ville. Il aurait également fallu des initiatives d'achat de produits locaux montrant que le gouvernement conclut des marchés avec l'industrie agricole locale, des initiatives appuyant l'agriculture communautaire et des projets de soutien aux usines de transformation locales. Malheureusement, le budget ne prévoit aucune mesure de ce genre non plus.

Un fonds d'adaptation des collectivités a été annoncé dans le budget. Ce fonds aurait pour objectif d'aider des collectivités comme la mienne, où le secteur forestier est en transition. Dans le passé, la Fiducie pour le développement des collectivités n'a pas su répondre aux besoins des travailleurs forestiers. Un grand nombre des travailleurs forestiers de ma circonscription sont à la fin de la quarantaine ou au début de la cinquantaine. Le fonds de transition ne s'appliquait donc pas à eux, car ils n'avaient pas 55 ans. Pour participer à certains des projets de transition financés, les travailleurs forestiers n'étaient pas obligés d'occuper un emploi.

Rien n'indique que le fonds d'adaptation des collectivités aidera directement les travailleurs des secteurs forestier et manufacturier, et c'est très grave. En effet, il est important de stimuler l'économie et de soutenir certains de ces projets, mais ce sont les travailleurs les plus durement atteints qui devraient être ciblés.

Le budget

On a beaucoup parlé de l'infrastructure. Ma collectivité serait ravie d'obtenir des fonds pour ses infrastructures. Le problème, c'est que les municipalités ont vraiment de la difficulté à avancer leur part du financement. Certaines de nos municipalités dépendent en grande partie d'une seule industrie, et les compagnies du secteur forestier ont de la difficulté à faire des profits.

Les municipalités risquent de subir une réduction de leur assiette fiscale. Elles ne posséderont tout simplement pas les fonds nécessaires pour contribuer aux projets d'infrastructure, malgré le fait que nous avons un projet critique d'infrastructure dans la plupart de nos collectivités.

Nous avons parlé de la GRC aujourd'hui. Nous espérons que le gouvernement s'engage clairement, dans le budget, à respecter le contrat signé avec la GRC et à respecter les salaires convenus dans l'entente signée. Malheureusement, nous avons appris que le gouvernement ne respecterait pas ses ententes avec les agents de la GRC.

Nous avons des solutions. Une dame de ma circonscription a élaboré un certain nombre d'initiatives et proposait des fonds d'investissement communautaire. Elle parlait plus précisément d'un fonds d'investissement communautaire qui renforcerait la capacité nationale. Il pourrait prendre la forme d'un fonds d'incubation qui renforcerait le savoir-faire, permettrait de partager les meilleures pratiques ainsi que des modèles et des connaissances, faciliterait les communications, offrirait du soutien et favoriserait la réalisation de projets pilotes devant aider l'économie locale directement. Aucune mention n'en a été faite dans le budget.

● (1240)

Le dernier élément absent du budget, et sans doute le plus flagrant, est l'assurance-emploi. Les conservateurs ont dit à la Chambre qu'ils avaient investi dans l'assurance-emploi en ajoutant cinq semaines à la période de prestations. C'est bon pour les travailleurs admissibles et je salue cette initiative. Toutefois, malheureusement, bien des travailleurs de ma circonscription ont épuisé leurs prestations d'assurance-emploi. Ces travailleurs du secteur forestier n'ont pas accumulé assez d'heures d'emploi pour être admissibles à de nouvelles prestations. L'ajout de cinq semaines ne change rien pour eux.

Pour 60 \$ offerts par le gouvernement aux entreprises sous forme de baisses d'impôt, les chômeurs ont reçu 1 \$. Cette proportion de 60 pour 1 est totalement inacceptable.

Hier, la ministre des Ressources humaines a dit: « Nous ne voulons pas qu'il soit lucratif pour eux de rester à la maison sans rien faire pendant qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre dans bien des régions du Canada. » Est-ce que la ministre juge qu'un chèque de 300 \$ et des poussières par semaine est lucratif? C'est pourtant le montant moyen des prestations hebdomadaires d'assurance-emploi. J'aimerais voir la ministre se débrouiller avec 300 \$ par semaine dans l'économie d'aujourd'hui.

Comme mon temps de parole est limité, je ne pourrai pas citer à profusion des lettres que j'ai reçues, mais il convient d'expliquer ce que signifie être au chômage aujourd'hui à Nanaimo—Cowichan et dans bien d'autres régions du Canada. J'ai reçu une lettre signée par les Métallurgistes unis, la Truck Loggers' Association, la Coast Forest Products Association, la Forest Industrial Relations et d'autres. En voici un extrait:

[...] 28 p. 100 des employés syndiqués du secteur forestier ont travaillé moins de 420 heures au cours de la dernière année. Et 39,6 p. 100 ont travaillé moins de 700 heures.

Ces travailleurs n'ont tout simplement pas accumulé assez d'heures de travail pour être admissibles à l'assurance-emploi.

Doug Morgan, dont le témoignage ressemble à tant d'autres, écrit ce qui suit:

J'habite sur l'île de Vancouver, en Colombie-Britannique, et je travaille pour la société Western Forest Products [...]. J'y travaille depuis 28 ans et je suis âgé de 51 ans. Je vous écris dans l'espoir de faire comprendre au gouvernement la crise que vivent les employés de cette industrie ou qu'ils sont sur le point de vivre [...]. Il me reste cinq semaines de prestations d'assurance-emploi à toucher, et je n'ai pas travaillé assez d'heures pour faire une nouvelle demande de prestations. Comme la plupart des usines, l'usine pour laquelle je travaille fonctionne uniquement lorsqu'elle reçoit des commandes, et les commandes ne pleuvent pas en période de difficultés économiques. Lorsque je ne recevrai plus de prestations d'assurance-emploi, je n'aurai plus aucun revenu. J'ai un prêt hypothécaire à payer et un enfant qui s'apprête à entrer au collège. Je dois trouver du travail d'une façon ou d'une autre pour gagner ma vie [...]. L'âge moyen sur la côte dans cette industrie étant entre 50 et 60 ans, de nombreux employés se trouvent dans la même situation que moi ou vont s'y trouver bientôt.

Dans la suite de la lettre, M. Morgan parle de ce que le budget aurait dû contenir. Il aurait dû y avoir une réduction du nombre d'heures nécessaires pour être admissible. On aurait dû éliminer la période d'attente de deux semaines. On aurait dû revoir le taux des prestations.

Allez donc dire à M. Morgan que c'est plus payant pour lui de demeurer chez lui. Je mets au défi les députés d'aller en parler aux électeurs de leur circonscription qui ne sont pas admissibles à des prestations, dont les prestations vont cesser de leur être versées bientôt ou qui vivent à un endroit où il n'y a pas d'emplois parce que l'économie locale dépend beaucoup de l'industrie forestière, par exemple. Que les députés essaient donc de leur vanter les bienfaits de ce budget, alors que ces gens ne sont même pas admissibles à l'assurance-emploi.

Je vais parler brièvement des Premières nations. Au cours de la période des questions aujourd'hui, j'ai dit que, dans le budget des dépenses déposé par le ministre cette semaine, on prévoit réaffecter au domaine de l'éducation, qui souffre d'un sous-financement grave, des sommes prévues pour les infrastructures. On fait grand cas des sommes annoncées pour les infrastructures et pour d'autres programmes, mais la vraie question est de savoir si l'argent va bel et bien se rendre à destination, dans les milieux locaux. La population va-t-elle voir la couleur de cet argent? Qu'il s'agisse de l'habitation, de l'éducation ou de l'eau, le budget ne contient aucun engagement ferme permettant de savoir que l'argent ira aux endroits où les besoins sont les plus pressants.

Les femmes autochtones et l'Association nationale des centres d'amitié sont laissées pour compte. Les femmes autochtones ne sont pas mentionnées dans le budget, ni l'Association nationale des centres d'amitié, qui fournit pourtant des services d'une valeur inestimable à un grand nombre d'Autochtones habitant en milieu urbain, au pays. C'est une grave omission.

● (1245)

M. Brian Storseth (Westlock—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, ma collègue d'en face fait état de sa déception quant à la place réservée à l'agriculture dans le budget. Je crois qu'il est important de reconnaître ce que le gouvernement, le ministre de l'Agriculture et le premier ministre ont fait. Elle dit que, dans sa circonscription, les agriculteurs souhaitent obtenir plus d'information. Dans ma circonscription, les agriculteurs disposent de beaucoup d'information. Ce qu'il leur faut, c'est avoir accès aux marchés afin d'obtenir un juste prix pour leurs produits.

Le budget

C'est là-dessus que le gouvernement concentre ses efforts. Des accords commerciaux bilatéraux qui attendaient d'être signés depuis une dizaine d'années commencent enfin à être finalisés grâce aux efforts de notre gouvernement. En janvier, nous avons conclu un accord de principe avec Hong Kong qui permettra de doubler notre part du marché bovin, la faisant passer à 26 millions de dollars. Une somme de 145 millions de dollars est destinée à l'avancement de la bioéconomie canadienne. Quelque 134 millions de dollars sont prévus pour la commercialisation de nouveaux bioproduits et 22 millions de dollars pour des projets de recherche et de développement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Voilà la feuille de route de ce gouvernement. Un montant de 500 millions de dollars est également prévu pour les nouvelles formes d'agriculture et la flexibilité agricole.

La députée pourrait-elle expliquer pourquoi elle entend voter contre tout cela?

Mme Jean Crowder: Monsieur le Président, je remercie le député pour sa question. Malheureusement, elle prouve à quel point le gouvernement est déconnecté de la réalité quand on parle des agriculteurs de ce pays.

La réalité des agriculteurs de Colombie-Britannique est différente de celle des agriculteurs des Prairies. Nous parlons du sentiment d'aliénation de l'Ouest. Ce sentiment transparait bel et bien en Colombie-Britannique en réaction aux politiques agricoles. Même si le commerce s'est développé, le revenu réel de nombreux agriculteurs a baissé. Dans ce pays, nombre d'entre eux doivent travailler en dehors de leur exploitation. Ils en ont besoin pour survivre. Le député a parlé de l'expansion des marchés, mais ces agriculteurs arrivent à peine à joindre les deux bouts.

Je veux que de vrais investissements soient faits en faveur de certains des petits agriculteurs de ce pays. Je veux que le gouvernement investisse vraiment dans ses politiques d'approvisionnement et achète des produits locaux. Je veux que de vrais investissements soient faits dans les usines de transformation locales. L'incapacité du gouvernement actuel et des précédents à reconnaître l'importance des règlements concernant les processus de transformation des volailles et le traitement de certaines viandes a poussé les agriculteurs de l'île de Vancouver à mettre la clé sous la porte. Ils doivent envoyer leurs bêtes à Vancouver, ce qui augmente le stress que les animaux subissent ainsi que les frais des agriculteurs. Nous voulons des politiques efficaces pour les petits agriculteurs.

• (1250)

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, en tant qu'ancien président de notre centre d'amitié autochtone local, je suis ravi que la députée ait soulevé le fait que ces centres n'ont pas été mentionnés dans le budget.

Je veux lui poser une question en ce qui a trait aux Premières nations autonomes. On a prévu 50 millions de dollars dans le budget pour les logements dans le Nord, mais cette somme est pour tout le monde. Une partie de cette somme est réservée pour le logement des Autochtones, mais on ne précise pas le montant ou la façon dont ils l'obtiendront. On sait que 400 millions de dollars seront attribués aux logements dans les réserves dans le Sud, mais on ne donne pas de précisions pour le Nord.

La même situation s'est produite la dernière fois. Nos Premières nations étaient révoltées par le fait que le gouvernement ne les avait pas traitées comme des gouvernements et ne leur avait pas donné l'argent directement. Elles l'avaient reçu d'autres gouvernements. Hier, j'ai reçu l'appel d'un vice-chef, qui était furieux parce qu'une somme de 50 millions avait été accordée à la population en général,

mais qu'il ne savait pas si cet argent serait donné directement aux Premières nations autonomes. Il n'avait aucune idée du montant qui leur serait attribué.

Les Premières nations sont de nouveau furieuses de constater que, même si le Parlement les a acceptées comme gouvernements, elle ne se font pas traiter comme tels et elles ne reçoivent pas l'argent directement. Les membres des Premières nations sont contents d'obtenir l'argent pour le logement dont ils avaient tant besoin, mais il ne sont pas satisfaits du processus employé.

Mme Jean Crowder: Monsieur le Président, c'est précisément la raison pour laquelle les néo-démocrates n'appuieront pas ce budget.

En ce qui a trait aux centres d'amitié, je veux simplement faire remarquer à la Chambre que les budgets des 118 centres d'amitié autochtones du Canada n'ont pas augmenté depuis 1998. Encore une fois, nous avons un autre budget dans lequel il n'en est aucunement fait mention.

S'agissant des Premières nations autonomes et du logement, il y a des problèmes comme il en est fait mention dans ce budget. Tout d'abord, on fait bien attention de ne pas mentionner que, par le passé, l'argent versé a été investi uniquement dans des logements du marché privé. Nous ne savons pas si les fonds actuellement promis seront consacrés à des logements du marché privé. On n'y dit pas de quelle façon les Premières nations autonomes auront accès aux fonds. Le contrôle de cet argent leur revient.

À la lumière des expériences du passé sur la façon dont ces fonds sont ou ne sont pas attribués, nous n'avons pas l'assurance que cet argent servira vraiment à construire des maisons dans des collectivités autochtones d'un océan à l'autre.

Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NPD): Monsieur le Président, je me félicite de cette occasion de parler du budget. À l'instar des autres députés, je me suis également adressée à mes électeurs. J'ai aussi reçu un grand nombre d'appels téléphoniques et de courriels d'autres Canadiens d'un bout à l'autre du pays qui sont préoccupés par ce qui ne figure pas dans le budget et par ce qui en a été retranché. Les députés savent bien que je m'intéresse beaucoup à l'environnement et que je m'occupe depuis longtemps de ce dossier. Bon nombre de mes électeurs m'ont fait part de leur inquiétude au sujet de l'absence de financement pour les soins de santé et de la disparition des subventions aux études supérieures, mais à ma grande surprise, la plupart des gens qui ont communiqué avec moi estiment que le budget devrait donner priorité avant tout à la lutte aux changements climatiques et à la protection de l'environnement. Dans le cadre de ce débat, j'ai l'intention de souligner les lacunes du budget dans ce domaine.

Selon le ministre de l'Environnement, le budget atteint un nouveau sommet en matière d'investissements verts. Pour savoir si le budget mérite ce commentaire élogieux, il faut d'abord évaluer les mesures prises par les autres gouvernements pour faire face aux crises économique et environnementale. À cet égard, je rappelle à la Chambre qu'il n'y a pas que la crise économique en ce moment. Nous faisons également face à une grave crise climatique.

Le budget

Dès son premier mois à la Maison Blanche, le président Obama a pris les devants en annonçant des mesures pour développer une nouvelle économie plus verte pour son pays. Il a annoncé un train de mesures de stimulation incluant notamment une initiative visant à doubler, au cours des trois prochaines années, la capacité de production d'énergie renouvelable aux États-Unis, de quoi alimenter six millions de foyers, des subventions pour la modernisation de deux millions de maisons pour faire économiser aux petits salariés environ 350 \$ par année, la modernisation, et non pas la liquidation, de 75 p. 100 des édifices fédéraux pour faire économiser 2 milliards de dollars par année au gouvernement, des garanties de prêt pour promouvoir des investissements privés de 100 milliards de dollars dans les projets d'énergie verte. Il a ouvert la voie à la mise en place de nouveaux règlements exigeant la fabrication de voitures éconergétiques et vertes, contrairement au gouvernement du Canada qui a raté le coche. Il a également alloué 600 millions de dollars au renouvellement de la flotte de véhicules du gouvernement fédéral.

L'Allemagne a promulgué une loi qui oblige les distributeurs à acheter leur électricité de sources renouvelables pour une période déterminée, à des taux supérieurs au prix du marché. Autrement dit, elle avantage l'économie verte en permettant un prix jusqu'à sept fois élevé pour l'énergie solaire. L'Allemagne est le pays qui produit le plus d'énergie renouvelable dans le monde entier. C'est également le pays qui produit le plus de panneaux solaires et d'éoliennes au monde.

Nous sommes en train de laisser ce genre d'entreprises nous échapper. Pourtant, ce secteur emploie quelque 250 millions de travailleurs et génère des revenus de 400 milliards de dollars par année, soit quatre fois plus qu'en 2000.

L'Agence internationale de l'énergie exhorte les gouvernements à inclure des mesures écologiques dans leurs plans de relance. Selon l'agence, si les gouvernements veulent investir dans la relance de l'économie, pourquoi ne pas investir dans les énergies renouvelables? Le directeur exécutif de l'agence estime que, à court terme, de telles mesures stimulent l'économie et que, à long terme, elles sont écologiquement viables. Ainsi, on fait d'une pierre deux coups. Même si les environnementalistes auraient préféré une autre métaphore, le message est clair.

Cette semaine, dans le cadre du Forum économique mondial qui s'est tenu à Davos, en Suisse, les gens d'affaires et les économistes se sont prononcés en faveur d'une réduction de la dépendance aux combustibles fossiles polluants et d'un soutien envers les industries écologiques capables de créer des emplois, comme solution privilégiée pour aider les entreprises et les travailleurs à surmonter les difficultés actuelles.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a lancé l'Initiative pour une économie verte, une initiative de 4 millions de dollars, pour relancer les marchés mondiaux. Financée par la Commission européenne, l'Allemagne et la Norvège, cette initiative créera d'ici deux ans une trousse pour aider tous les gouvernements à faire cette transition. J'espère que les gouvernements examineront attentivement cette trousse.

Selon le directeur exécutif du programme: « Les crises économiques, énergétiques et alimentaires [...] proviennent [...] d'un échec plus étendu du marché, déclenchant des pertes toujours plus importantes [...] [au niveau] des ressources naturelles, ajouté à une dépendance excessive [...] [aux] combustibles fossiles limités [...] » Cet organisme de renommée internationale reconnaît que nous sommes aux prises avec une crise économique et climatique. Son but est de mobiliser l'économie mondiale et de la recentrer de façon à

accroître les investissements dans les technologies vertes et les infrastructures naturelles. Il a préconisé de nouvelles idées créatives, avant-gardistes et porteuses de changements. Plutôt que de continuer à dépenser de l'argent dans l'économie d'extraction d'hier, une économie à courte vue, le programme invite les pays, y compris le nôtre, à investir dans une nouvelle économie verte.

• (1255)

Une telle économie devrait être basée sur trois piliers, soit évaluer et intégrer les possibilités de la nature, générer des emplois verts et établir des politiques, instruments et signaux du marché capables d'accélérer la transition vers une économie verte.

Comment les mesures prises dans notre budget s'inscrivent-elles dans ces initiatives aussi courageuses que hardies en vue de relancer l'économie et de sauver la planète? Le ministre de l'Environnement nous a dit que nous devons étudier le budget dans le contexte du discours du Trône de 2008. Ce discours ainsi que les réformes des politiques et du droit qui nous sont révélées peu à peu nous indiquent que nous suivons un chemin bien différent de celui qu'a adopté le président Obama de même que d'autres pays et institutions internationales de par le monde.

Le gouvernement fédéral a obtenu de vastes pouvoirs qui lui permettent d'établir de nouvelles orientations en vue de relancer l'économie et d'assurer la viabilité de notre milieu de vie, des pouvoirs qui, s'ils étaient exercés de façon efficace et opportune, pourraient apporter des changements positifs, amorcer des virages importants dans les investissements et permettre aux Canadiens d'espérer un avenir prometteur et durable. Parmi ces importants pouvoirs, on compte celui de dépenser, de prélever des impôts et de faire des règlements. Ce dernier élément est important.

Au moment d'évaluer la pertinence d'appuyer ce budget, demandons-nous si le gouvernement a utilisé ses pouvoirs de taxation et de dépense, dans ce budget, pour faire preuve de leadership en établissant une nouvelle norme en matière d'environnement. Le gouvernement a-t-il suivi l'exemple de ses partenaires du G20 et respecté les engagements qu'il avait pris à l'égard d'un avenir énergétique plus vert pour le Canada?

Il est vrai qu'on semble adopter un nouveau langage et n'apporter que des modifications superficielles à l'économie d'hier. Une partie de l'argent durement gagné par les contribuables leur sera rendu pour leur permettre de rénover leur maison ou leur chalet et de construire une nouvelle terrasse. Des fonds supplémentaires seront consentis pour financer le programme d'amélioration du rendement énergétique des maisons. Ceux qui ont suffisamment d'argent pour faire les deux pourraient même profiter à la fois d'une subvention et d'une réduction d'impôt.

On a peut-être accordé une moins grande part du gâteau à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle de la prospérité. Malheureusement, rien n'a été prévu pour la rénovation énergétique de l'important parc locatif.

Que manque-t-il d'autre dans ce budget? Permettez-moi de vous donner quelques exemples qui ont été portés à mon attention par mes électeurs, des experts en matière d'énergies renouvelables, des investisseurs, des entrepreneurs du domaine de l'efficacité énergétique, des responsables des transports et des scientifiques respectés, pour ne nommer qu'une partie de ceux que j'ai consultés ou qui ont communiqué avec moi.

Le budget

En ce qui concerne les transports en commun, le gouvernement a déclaré qu'une de ses priorités était de faire en sorte que les gens se rendent au travail en créant moins de pollution et de smog. Malgré la contribution importante des transports en commun dans l'atteinte de cet objectif, pas un seul dollar n'a été prévu spécifiquement pour les transports en communs, et ce, malgré une analyse des coûts effectuée par la Fédération canadienne des municipalités selon laquelle chaque milliard de dollars investi dans l'infrastructure des transports en commun crée 11 000 emplois à temps plein. Peut-être que quelques-uns des 167 projets prioritaires visant les transports en commun qui, selon l'Association canadienne du transport urbain, sont prêts à démarrer pourraient gagner le gros lot et être financés par le Fonds Chantiers Canada.

Qu'en est-il d'une économie axée sur l'énergie propre et renouvelable? Le budget prétend transformer le Canada en économie d'énergie verte. Le budget prévoit près d'un milliard de dollars pour développer et tester des technologies soi-disant propres, mais ne mentionne que la séquestration du carbone, à laquelle 1 milliard de dollars ont déjà été affectés, sans parler des fonds qu'y consacrent les provinces. Toutefois, aucune somme n'a été prévue pour inciter le développement et surtout la mise en oeuvre de l'énergie renouvelable, à l'exception peut-être d'un projet éolien sur l'Île-du-Prince-Édouard.

Qu'en est-il des changements climatiques? Ce problème compte parmi les défis les plus urgents que nous ayons à relever à notre époque. Combien de fois ce problème a-t-il été mentionné dans le budget? Une seule fois, quand le gouvernement affirme que l'énergie nucléaire est la seule façon pour le Canada de régler ses problèmes de sécurité énergétique et d'atteindre ses objectifs au chapitre des changements climatiques.

Malheureusement, l'effort de rationalisation du gouvernement a eu comme effet de miner les institutions qui peuvent nous ménager une transition novatrice et nous faire aller de l'avant.

Il n'y a rien dans le budget au sujet de l'eau, malgré les demandes des Premières nations du Nord de l'Alberta et des scientifiques les plus réputés.

Je demande au gouvernement et aux députés de ne pas appuyer le budget. Nous devons forger une nouvelle économie verte.

● (1300)

M. Richard Harris (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, à la Chambre aujourd'hui, nous avons entendu un député néo-démocrate après l'autre se plaindre de ce qui était absent du budget. Le NPД avait été invité à participer à la préparation du budget, mais son apport a été pratiquement inexistant. En fait, deux semaines avant la présentation du budget, les néo-démocrates disaient aux Canadiens qu'ils n'allaient pas appuyer le budget. Voilà qui est curieux.

Maintenant, j'entends la litanie de tout ce qui est absent du budget. Une fois le budget présenté, c'est facile de dresser une liste d'épicerie.

Toutes ces choses sont consignées dans le harsard, et lorsque ce débat sera terminé, je demanderai aux néo-démocrates d'établir le coût de toutes les choses qu'ils ont suggérées. Ils devront dire aux Canadiens combien coûteraient toutes les mesures qui, selon eux, devraient être dans le budget. Je leur demanderai de le faire avec honnêteté.

Mme Linda Duncan: Monsieur le Président, je ne crois pas devoir mettre un prix sur la lutte aux changements climatiques. Les

spécialistes du ministère fédéral de l'Environnement ont fait un excellent travail à ce chapitre.

J'ai les volumineux rapports qui avaient été retenus et qui ont finalement été rendus publics. Ils font référence aux coûts énormes, non encore établis, liés à l'omission de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la pollution de l'air, la diminution des ressources en eau et les changements climatiques.

Où, dans le budget, est-il question de mesures pour alléger de façon générale le fardeau que nous transmettons aux générations futures?

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question assez simple à la députée d'Edmonton—Strathcona. Je crois qu'on est environ 67 femmes députées en cette Chambre, et je suis très surprise de la position des libéraux, entre autres, qui consiste à appuyer le budget. Celui-ci contient une mesure qui, selon moi, en tant que femme et parlementaire, est complètement inadmissible. Dans le budget, dans l'énoncé, dans le discours du Trône, on ne cesse de répéter que le gouvernement conservateur ne reviendra pas en arrière et continuera de demander que le droit à l'équité salariale soit un droit négocié.

Depuis quand doit-on négocier un droit? Un droit, c'est un droit. On doit le revendiquer et l'obtenir avec les moyens dont on dispose. J'aimerais que la députée d'Edmonton—Strathcona me dise, en tant que femme et parlementaire, comment elle interprète le soutien des libéraux et l'entêtement des conservateurs à maintenir cette question auprès des femmes.

● (1305)

[Traduction]

Mme Linda Duncan: Monsieur le Président, je suis également très préoccupée par le manque de respect manifesté à la Chambre à l'égard des femmes. J'ai moi aussi reçu de nombreux appels d'électrices très préoccupées par cette question. Nous pensions avoir réalisé des progrès au Canada, nous étions convaincus que notre pays était avant-gardiste et que nous allions réellement traiter les hommes et les femmes de façon égale au Canada. Je suis profondément préoccupée parce que la question a refait surface non seulement dans la mise à jour économique, mais aussi dans ce budget, et je suis extrêmement déçue que le Parti libéral ait décidé de l'ignorer.

L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.): Monsieur le Président, la députée a parlé de questions environnementales dans son discours. Croit-elle que le gouvernement devrait collaborer avec les députés de tous les partis pour faire en sorte que notre économie puisse s'adapter aux nouveaux défis environnementaux qui nous attendent?

Des boucles de rétroaction sont sur le point de devenir réalité. Elles auraient un impact énorme sur notre environnement et notre économie.

Mme Linda Duncan: Monsieur le Président, en ma qualité de porte-parole en matière d'environnement, je me réjouissais à l'idée de travailler en collaboration avec mes collègues de tous les partis et de créer une nouvelle économie verte. Malheureusement, le budget ne nous permet pas de le faire. On ne pourra que faire de timides efforts.

Le budget

Lorsque j'ai parlé des outils dont nous avons besoin, j'ai mentionné la nécessité d'appliquer, parallèlement aux mesures fiscales et financières, des mesures réglementaires nous permettant de nous diriger vers une telle économie. Malheureusement, si l'on en croit la rumeur, ce catalyseur qui nous aurait valu de meilleurs investissements et une économie plus saine ne sera pas mis à notre disposition non plus.

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au sujet du Plan d'action économique que notre gouvernement a présenté le 27 janvier.

Je vous signale, monsieur le Président, que je partagerai mon temps de parole avec le député de Peterborough.

Ceci étant mon premier discours de la 40^e législature, j'aimerais prendre quelques instants pour remercier les électeurs de Kitchener—Conestoga de la confiance qu'ils m'ont manifestée en m'élisant de nouveau pour les représenter à Ottawa. J'aimerais également remercier mon épouse, Betty, et nos enfants, Gavin, Benj et Arja, ainsi que leurs familles. Je suis conscient d'avoir une chance incroyable, car, si ce n'était de leur amour et des sacrifices qu'ils consentent, je ne pourrais pas faire le travail que je fais ici.

J'interviens cet après-midi au nom des habitants de Kitchener—Conestoga. Comme mon collègue, le député de Kitchener—Waterloo, l'a signalé plus tôt cette semaine, lui, moi et le député de Kitchener-Centre avons organisé une série de tables rondes avec des dirigeants communautaires. Des représentants de divers horizons, depuis les administrations et les entreprises locales jusqu'aux organisations non gouvernementales et aux multinationales, en passant par le secteur agricole et les domaines du génie et du recyclage, sont venus nous faire part de leurs opinions, chacun y allant de suggestions fort intéressantes quant aux questions économiques sur lesquelles il faut absolument se pencher.

Tous les participants étaient d'accord pour dire que la façon la meilleure et la plus crédible de stimuler l'économie consistait à ne pas tarder à lancer des dépenses visant les infrastructures, à investir dans le logement, à assurer l'accès au crédit, à soutenir les secteurs industriels traditionnels et nouveaux et à structurer les marchés de la main-d'oeuvre de façon viable. Il y avait certaines divergences dans l'ordre des priorités. Les représentants de municipalités accordaient une importance primordiale au renouvellement des infrastructures et à l'allègement des processus d'approbation de projets. Les chefs d'entreprise s'inquiétaient plutôt de la menace que constitue pour l'activité des entreprises et l'emploi au Canada le resserrement du crédit.

L'ouverture d'esprit des participants aux discussions a été remarquable. Ils s'entendaient pratiquement tous sur la nécessité d'un équilibre entre les divers objectifs prioritaires.

On s'est attardé assez longuement à définir la notion d'« infrastructure », aux fins du financement. Au-delà des éléments qu'elle comporte traditionnellement comme les routes, les ponts et les traverses, on s'est accordé de façon générale à y inclure d'autres investissements nécessaires, y compris les initiatives visant les énergies vertes et l'accès aux services à large bande pour les régions rurales.

Ces consultations prébudgétaires ont fait l'objet d'un rapport qui a été remis au ministre des Finances. De toute évidence, notre ministre des Finances était à l'écoute puisque bon nombre des propositions des participants ont été intégrées au plan économique du gouvernement. Je tiens à dire que le plan qu'a présenté notre ministre des Finances mardi a été très bien reçu par les électeurs de ma circonscription.

Il me fait plaisir de dire que mes collègues de la région de Waterloo et moi-même n'avons pas été les seuls à inviter les Canadiens à des consultations concernant les défis particuliers à relever pour l'économie canadienne. Le budget que nous débattons aujourd'hui est le fruit des consultations prébudgétaires les plus complètes et les plus inclusives de toute l'histoire du Canada. Je tiens à féliciter et à remercier le ministre des Finances et son secrétaire parlementaire, le député de Macleod, de l'excellent travail qu'ils effectuent et du leadership qu'ils exercent dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Le Canada est touché durement par une récession mondiale amorcée aux États-Unis. Les entreprises de ma circonscription sont éprouvées, les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier sont en hausse, les demandes de prestations d'assurance-emploi et de recyclage ont augmenté.

Notre Plan d'action économique tient compte de la nécessité de prolonger la période de prestations de l'assurance-emploi et d'élargir les possibilités de formation pour ceux qui ont perdu leur emploi.

La prolongation de 14 semaines des accords de partage du travail permettra à un plus grand nombre de Canadiens de continuer à travailler. Les 1,8 milliard de dollars affectés à l'élargissement des possibilités de formation contribueront grandement à répondre aux besoins des nombreuses personnes qui ont perdu leur emploi dans des secteurs qui, vraisemblablement, n'offriront plus jamais les mêmes perspectives d'emploi qu'avant.

Le Fonds de transition et de formation stratégique vise à répondre aux besoins des personnes qui ne sont pas admissibles à la formation prévue dans le cadre de l'assurance-emploi, comme les travailleurs autonomes ou les personnes qui sont absentes du marché du travail depuis longtemps.

D'autres initiatives telles que celles qui visent les emplois d'été des étudiants et l'initiative pour les travailleurs âgés répondront aux besoins particuliers de ces groupes démographiques touchés par le ralentissement économique.

La subvention à l'achèvement de la formation d'apprenti, une subvention de 2 000 \$, contribuera à remédier à la pénurie de travailleurs qualifiés, un problème qui ne fera que s'amplifier à moins qu'on n'encourage les jeunes Canadiens à choisir ces métiers utiles et qu'on ne dote les collèges communautaires de ce qu'il faut pour assurer leur formation.

Cela m'amène à parler de l'engagement du gouvernement à investir 2 milliards de dollars pour la mise au point en accéléré de nouveaux projets dans nos établissements postsecondaires. M. John Tibbits, le directeur du Collège Conestoga, réclame sans relâche qu'on mette davantage l'accent sur la formation dans les métiers spécialisés. M. Tibbits a l'honneur de diriger un collège qui a remporté la palme des collèges publics en Ontario neuf fois au cours des dix dernières années.

• (1310)

À propos de notre Plan d'action économique, M. Tibbits a dit: « Nous sommes très satisfaits du budget fédéral. Nos députés fédéraux ont entendu nos préoccupations lors des consultations prébudgétaires. Le budget répond directement à ces préoccupations. »

Je suis fier de dire que le Collège Conestoga est situé dans Kitchener—Conestoga, la circonscription que je représente.

Le budget

Un des points qui est ressorti de nos consultations, c'est le fait que, sans égard à leur secteur d'activités, les participants ont reconnu clairement le besoin de longue date du renouvellement de l'infrastructure municipale. Le gouvernement reconnaît ce besoin et il accélérera et bonifiera les investissements sans précédent qu'il a faits récemment dans l'infrastructure; il injectera dans des projets d'infrastructure près de 12 milliards d'argent frais sur cinq ans. Ce montant renferme la part de 4,5 milliards de dollars sur deux ans qui revient à l'Ontario pour la construction de routes, de ponts et d'édifices et pour l'accès aux services à large bande. D'ailleurs, on accélère le versement de paiements pour des projets d'infrastructure dans cette province.

Je suis ravi de voir que le gouvernement investira plus de 1 milliard de dollars sur cinq ans afin de mettre sur pied une agence de développement du Sud de l'Ontario qui aidera les travailleurs, les collectivités et les entreprises de cette région. Le maire de Stratford, Dan Mathieson de la Southwest Economic Alliance, a dit, et je cite: « Ce budget renferme une bonne nouvelle pour le Sud de l'Ontario. Il renferme une bonne nouvelle pour nos collectivités, nos concitoyens et notre économie. »

De nombreux secteurs ont chaudement applaudi ces mesures. Le maire de Kitchener a déclaré: « C'est une bonne nouvelle pour les municipalités. Le fait que le gouvernement fédéral reconnaît la nécessité d'un partenariat pour régler le déficit en matière d'infrastructure dont les municipalités parlent depuis un bon moment constitue probablement un événement historique. »

Le gouvernement a raison de réduire les impôts et de faciliter l'accès aux capitaux dans le système financier. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a consenti des allègements d'impôt de 78,3 milliards de dollars aux particuliers et aux entreprises de l'Ontario. Le budget de 2009 prévoit un allègement fiscal additionnel de 9,1 milliards de dollars. Nous avons aussi débloqué 13 milliards de dollars en financement additionnel pour les sociétés d'État comme la SCHL, Exportation et Développement Canada et la Société d'aide aux entreprises, et nous avons accru les ressources et la marge de manoeuvre dont elles disposent pour fournir du financement aux petites entreprises.

Le gouvernement fournira aussi aux Ontariens un montant de 1,3 milliard de dollars par l'entremise d'un crédit d'impôt temporaire pour la rénovation domiciliaire qui procurera un allègement fiscal significatif et aidera les propriétaires canadiens à apporter des améliorations à leur domicile tout en stimulant l'activité économique de manière générale.

Le budget contient un montant additionnel de 407 millions de dollars qui prendra la forme d'un crédit d'impôt de 5 000 \$ pour l'acquisition d'une première habitation. Ceux qui achètent leur première maison pourront aussi retirer 5000 \$ de plus de leur REER.

Le budget de 2009 accorde également 225 millions de dollars sur trois ans à Industrie Canada pour concevoir et mettre en oeuvre une stratégie visant à élargir dès 2009 l'accès aux services à large bande dans toutes les collectivités actuellement non desservies. Le Canada est l'un des pays les plus branchés au monde, affichant le taux de connexion aux services à large bande le plus élevé parmi les pays du G7. Cela dit, l'accès à ces services présente encore des lacunes, en particulier dans les régions rurales et éloignées. Le gouvernement s'est engagé à combler ces lacunes, en encourageant le développement d'une infrastructure de transmission à large bande pour les régions rurales. La quasi-totalité de ma circonscription est composée de régions rurales, qui n'ont toujours pas accès aux services Internet à large bande.

Depuis mon élection, on m'a fait part de préoccupations à l'égard de cette lacune, et j'étais très heureux de constater que le Plan d'action économique de 2009 contient des mesures pour la combler.

Une autre disposition qui est très bénéfique pour la région de Waterloo est la subvention de 50 millions de dollars à l'Institut d'informatique quantique. L'institut est un leader mondial de la recherche et de l'enseignement dans le domaine de l'information quantique, une discipline qui pourrait créer de nouvelles technologies et de nouveaux emplois.

Les Canadiens ont envoyé le Parti conservateur, mené par notre premier ministre, à Ottawa et lui ont confié un mandat renforcé pour sortir le pays de la crise économique mondiale. Il l'ont fait en sachant que le gouvernement n'a pas peur de faire des choix difficiles et de prêcher par l'exemple.

Le Plan d'action économique est la solution qu'il nous faut en ces temps incertains. Il incombe à tous ceux qui ont été élus à la Chambre des communes de ne jamais oublier que nous sommes ici pour représenter ceux qui nous ont confié la lourde responsabilité d'étudier les questions et de faire les bons choix.

• (1315)

Je crois sincèrement que le budget est le meilleur plan possible pour sortir le Canada des eaux troubles de la tempête économique et que, si nous nous serrons les coudes, nous en sortirons plus forts.

Que Dieu protège la terre de nos aïeux.

Mme Bonnie Crombie (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais attirer l'attention du député sur un article publié hier dans le *Mississauga News*. On peut y lire ceci:

Le chèque destiné aux municipalités canadiennes n'a non seulement pas encore été mis à la poste, mais les directives concernant son émission n'ont même pas encore été rédigées.

Les politiciens fédéraux ont crié sur tous les toits que le budget fédéral de mardi prévoyait des milliards de dollars pour l'infrastructure urbaine, mais les autorités municipales tentent encore de comprendre comment ces fonds seront versés.

On ne sait pas exactement dans quelle mesure les provinces et les municipalités seront tenues de verser des fonds de contrepartie, si les fonds seront attribués au prorata de la population ou sur présentation d'une demande et quels genres de projets exactement seront admissibles.

Quelles assurances le gouvernement et le député peuvent-ils nous donner que les 12 milliards de dollars prévus pour l'infrastructure seront versés aux collectivités qui en ont besoin, comme ma circonscription, Mississauga—Streetsville? À Mississauga, nous avons déjà dressé une longue liste de projets qui comprend notamment la revitalisation du square municipal, la réparation des casernes de pompiers et des bibliothèques, la réfection des routes, des frais additionnels et le système de transport rapide que nous attendons depuis longtemps.

M. Harold Albrecht: Monsieur le Président, c'est une assez longue liste, et je ne suis pas certain que je pourrai tout couvrir.

Lors des consultations prébudgétaires que nous avons tenues dans ma circonscription, Kitchener—Conestoga, nous avons rencontré beaucoup de maires de la région de Waterloo. Chacun d'entre eux était sûr que, si nous travaillions en partenariat, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous pourrions relever les défis qui nous attendent.

Le budget

Pour ce qui est des délais, nous savons tous que, pour qu'un budget soit mis en oeuvre, il faut qu'il soit adopté par la Chambre. Je remercie la députée d'en face d'avoir précisé que son parti allait appuyer le budget.

M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD): Monsieur le Président, au début de son intervention, le député de Kitchener—Conestoga a formidablement bien réussi à énumérer toutes les difficultés que connaissent les petites entreprises, les travailleurs et les familles de sa circonscription et, bien sûr, de tout le Canada.

Thunder Bay—Superior-Nord connaît de graves problèmes dans l'industrie forestière, et le budget ne prévoit absolument rien pour ce secteur, mis à part une somme minime pour la mise en marché et des travaux de recherche et développement. Le budget ne prévoit rien en fait de garanties de prêts, et aucun investissement ciblé. À Marathon, nous avons une usine en péril. Terrace Bay et Schreiber ont perdu une machine à papier. Nipigon, Red Rock et Dorion ont perdu deux usines de papier. Greenstone a perdu deux usines, et tout le travail en forêt qu'il fallait faire pour alimenter ces usines. Et je pourrais continuer.

Je suis un fier néo-démocrate et propriétaire d'une petite entreprise. Le député peut-il nous dire pourquoi nous semblons être sur le point de reproduire le pire déficit de l'histoire du Canada, qui s'est produit sous le gouvernement Mulroney et qui a atteint 42 ou 45 milliards de dollars. C'est vers cela que nous nous acheminons. Pourquoi accordons-nous 60 milliards de dollars de réductions d'impôt aux grandes sociétés, mais seulement 1 milliard aux prestataires de l'assurance-emploi, ces chômeurs qui ont désespérément besoin d'aide?

• (1320)

M. Harold Albrecht: Monsieur le Président, le député a parlé des problèmes du secteur forestier. J'aimerais souligner que le budget contient nombre d'initiatives conçues pour aider ce secteur.

Il y a aussi les prestations d'assurance-emploi qui favoriseront le recyclage et qui aideront ceux qui ne seraient autrement pas admissibles aux prestations, ceux qui sont au chômage depuis longtemps.

En ce qui concerne le secteur forestier, permettez-moi de souligner certaines des initiatives contenues dans notre budget. Nous accordons au secteur forestier 80 millions de dollars sur deux ans aux fins du Programme des technologies transformatrices. Il ne faut pas que nous nous contentions d'investir pour continuer à fonctionner comme nous l'avons toujours fait; il faut investir dans les technologies qui rendront nos entreprises plus concurrentielles et plus efficaces. C'est pourquoi nous avons prolongé l'application de la déduction pour amortissement dont pourront profiter le secteur manufacturier et les autres secteurs de ce genre.

J'aimerais à mon tour poser une question à mon collègue. Comment peut-il s'opposer à bon nombre des mesures que nous proposons et qui vont clairement aider le secteur forestier à passer à travers cette période difficile?

M. Dean Del Mastro (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'intervenir cet après-midi pour appuyer le budget. Il s'agit en fait, pour le Canada, d'un excellent plan d'action économique qui tombe à point et qui, à mon avis, a la faveur des Canadiens des quatre coins du pays.

Le 22 décembre, j'ai eu l'honneur d'être l'hôte d'une table ronde sur l'économie qui s'est tenue à Peterborough. Les différents intervenants locaux qui ont participé ont formulé des recommandations précises

sur ce qu'ils souhaitaient voir dans le budget. Bon nombre des recommandations incorporées dans le budget, en plus d'être excellentes, prouvent que le ministre des Finances et le premier ministre ont écouté quand nous leur avons soumis les mémoires présentés par des Canadiens ordinaires et ils ont incorporé ces suggestions dans le budget.

Je parlerai de quelques-unes des suggestions que j'ai entendues.

Bryan Cathcart de Cathcart Trucking est intervenu au nom des petites entreprises. Il a recommandé des réductions d'impôt pour les petites entreprises. Dans le budget, sous l'aide consentie aux petites entreprises, je peux voir, par exemple, qu'on propose de faire passer de 400 000 \$ à 500 000 \$ le montant des revenus des petites entreprises qui est admissible au taux d'imposition fédéral réduit à 11 p. 100. Les petites entreprises pourront vraiment se servir de cet argent pour embaucher des gens, assurer leur prospérité et investir dans nos collectivités.

Un certain nombre de personnes ont recommandé qu'on facilite l'accès au crédit. Jay Amer de GPAEDC, par exemple, a fait valoir que les petites entreprises avaient de la difficulté à obtenir le financement dont elles avaient besoin pour leurs activités et pour leur croissance. Grâce aux mesures que nous avons prises dans ce budget, le Programme de financement des petites entreprises du Canada et la Banque de développement du Canada, par exemple, sont mieux en mesure d'appuyer les petites entreprises. Il est clair encore une fois que le gouvernement a vraiment écouté.

Des représentants des personnes âgées étaient présents également. Ralph de Groot, un ancien surintendant de la GRC qui est aujourd'hui à la retraite, est venu présenter des recommandations sur le fardeau fiscal des personnes âgées au Canada. Il nous a parlé des moyens que nous pouvions prendre pour aider les personnes âgées à payer leurs factures et à vivre comme elles ont l'habitude de vivre. Or, l'une des mesures importantes du budget est d'augmenter de 1 000 \$ le crédit en raison de l'âge. Notre gouvernement a fait passer le crédit en raison de l'âge de 1 000 à 2 000 dollars dans le budget de 2006, et nous l'augmentons de nouveau de 1 000 dollars dès l'année 2009.

Que veut dire cette mesure? Comment les personnes âgées vont-elles en bénéficier? Qu'est-ce que M. de Groot a réussi à obtenir pour les personnes âgées? La hausse du crédit va toucher 2,2 millions de personnes âgées. Elles vont pouvoir épargner jusqu'à 961 \$ par année en impôt. C'est beaucoup d'argent pour les personnes âgées de ma circonscription. C'est de l'argent qui va les aider. La somme de 961 \$ correspond au revenu mensuel de nombre d'entre elles.

Nous avons déjà adopté le fractionnement du revenu de pension, une mesure qui a été incroyablement populaire parmi les personnes âgées de ma circonscription. Nous avons aussi changé l'âge limite pour les REER, qui est passé de 69 à 71 ans. Nous réduisons maintenant le montant qui doit être retiré lorsqu'on convertit un REER en FERR. Cette question préoccupe beaucoup les personnes âgées, en particulier avec la baisse des marchés. Elles voulaient ne pas être obligées de retirer leur argent, et c'est ce que nous leur permettons de faire. Une fois de plus, nous avons tenu compte dans le budget des préoccupations formulées par Ralph de Groot.

Le budget

L'association de l'immobilier de Peterborough est venue nous parler. Barb Criegern and Carolyn Mills ont indiqué que le gouvernement devait aider les propriétaires d'habitation et le secteur immobilier à traverser la période à venir, qui pourrait être difficile. Elles ont parlé de programmes de rénovation. Évidemment, je suis très fier du nouveau crédit d'impôt pour les rénovations domiciliaires que le gouvernement propose.

Il y a désormais un programme pour aider les Canadiens à rénover leur habitation: rénovations écologiques, rénovation de la cuisine ou, si la famille va compter bientôt un membre de plus, rénovation d'une chambre. Certains voudront peut-être aménager leur sous-sol. Le gouvernement va faciliter tous ces travaux si l'investissement est fait prochainement.

Ces programmes vont stimuler notre économie parce que nous savons que les matériaux, qu'il s'agisse du petit bois d'oeuvre ou des panneaux préfabriqués, sont produits au Canada. Parallèlement, le gouvernement veillera à aider les Canadiens ordinaires à payer les travaux de rénovation sur leur maison, à la moderniser, à la rendre plus efficace, plus écologique et plus jolie.

• (1325)

Dans une ville comme Peterborough, nous avons beaucoup de vieilles maisons. Ces programmes nous aiderons à les rénover et aideront véritablement leurs propriétaires.

Certains m'ont parlé de la capacité d'utiliser l'argent placé dans des REER pour acheter une maison. Cela a été expressément mentionné dans le budget. On pouvait précédemment prélever 20 000 \$ dans un REER pour la mise de fonds à l'achat d'une maison. Pendant des années, l'Association de l'immeuble a demandé que ce montant soit indexé et porté à 25 000 \$. Un membre de notre caucus a travaillé très fort à ce projet. Cette indexation figure dans le budget. Cette mesure, à laquelle applaudissent les agents immobiliers d'un océan à l'autre, aidera les gens à s'acheter une maison.

Nous avons maintenant le crédit d'impôt pour les acheteurs d'une première habitation. Barb Criegern et Carolyn Mills du Peterborough Real Estate Board ont longuement parlé de la façon dont nous pouvons aider ces acheteurs. Ce marché immense a tout pour être dynamique. Si nous pouvons continuer à aider les locataires à devenir propriétaires, surtout en ce moment où les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, tout ce que nous pourrions faire à cet égard serait sûrement utile.

Nous offrons un nouveau crédit d'impôt de 5 000 \$, qui représente un allègement fiscal net de 750 \$. C'est ainsi que le gouvernement aide les acheteurs d'une première maison à se tailler une place sur le marché immobilier à une époque où il est souhaitable d'accroître les ventes sur ce marché pour garder l'économie à flot.

Judy Heffernan, de la Société d'aide au développement des collectivités de Peterborough, et Jay Amer, m'ont parlé plus précisément du Programme de développement de l'Est de l'Ontario. Ils recommandaient qu'on double le financement de ce programme, étant donné qu'il avait suscité tellement d'appuis et créé tellement d'emplois. Il s'agissait d'un programme représentant 10 millions de dollars par année. Ils préconisaient que ce financement de 10 millions soit porté à 20 millions. Notre gouvernement a fait bien mieux.

Nous avons créé la nouvelle Agence de développement du Sud de l'Ontario. Il s'agit d'un investissement de 1 milliard de dollars sur cinq ans. Il était temps que ce programme voie le jour. Le développement économique régional existait déjà partout au Canada, mais pas dans le Sud de l'Ontario. Nous avons considéré cela comme une question d'équité. Nous avons examiné la possibilité et nous

sommes demandés combien d'autres emplois nous pourrions créer dans le Sud de l'Ontario avec ce type de financement. Les gens de la région espéraient recevoir 10 millions de dollars de plus, mais on leur en donnera 200 millions annuellement. Nous avons fait environ 20 fois mieux que ce qu'ils espéraient.

Mais nous n'en sommes pas restés là. Nous avons aussi reconduit le Programme de développement de l'Est de l'Ontario, de sorte que le fonds de 10 millions de dollars restera en place pour les deux prochaines années. Il y a la nouvelle Agence de développement du Sud de l'Ontario, qui a pour but de créer des emplois et de susciter des investissements. Il reste encore le Programme de développement de l'Est de l'Ontario, qui sera géré par Judy Heffernan et son équipe de la SADC à Peterborough, qui font un excellent travail en attirant les investisseurs et en créant des emplois dans cette ville.

Le président du Collège Sir Sandford Fleming, Tony Tilly, est venu me voir pour discuter d'un nouveau centre d'excellence des métiers spécialisés que son établissement aimerait construire. Il a toutefois beaucoup de difficulté à recueillir l'argent nécessaire à la construction de l'infrastructure. J'ai discuté avec les présidents de l'Université Brock et de l'Université de Windsor. Je sais que le député de St. Catharines, ici présent, est un ardent défenseur de l'Université Brock.

Qu'avons-nous été en mesure de créer dans le budget? En faveur de quoi avons-nous été en mesure d'intervenir? Nous n'avons pas seulement investi des milliards de nouveaux dollars dans l'infrastructure, ce qui ne devrait jamais être dénigré. Nous avons aussi créé un nouveau fonds de 2 milliards de dollars destiné aux établissements d'enseignement postsecondaire qui permettra de construire les bâtiments d'où sortiront les grands esprits de demain. Ce nouveau centre de métiers spécialisés pour le Collège Sir Sandford Fleming permettra de former les gens de métier de demain. Ce fonds contribuera à constituer la solide économie dont le Canada aura besoin.

Je pourrais parler de ce budget pendant des heures tellement il contient d'éléments positifs pour ma collectivité et toutes les collectivités d'un bout à l'autre du pays. Je constate toutefois que le temps qui m'était alloué est écoulé, mais j'apprécie d'avoir eu l'occasion de présenter mon appui enthousiaste à l'endroit de cet excellent budget.

• (1330)

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, quelle est la vision de ce budget? Hier, la députée du Nunavut a demandé quelle grande vision, quels projets de grande envergure libéreraient le Nord de sa dépendance du diesel.

Le député conservateur nous a suggéré de citer des faits sur le domaine scientifique. Je tiens donc à rappeler les faits qui figurent à l'annexe 3 du budget: réductions du budget des conseils subventionnaires en 2009-2010, 17,7 millions de dollars; en 2010-2011, 43 millions de dollars; en 2011-2012, 87,2 millions de dollars. Je tiens à ce que ces chiffres soient portés au compte rendu. Le député a dit qu'il était bon d'améliorer l'infrastructure scientifique. Ce matin, deux professeurs déploraient le fait qu'une telle mesure était mauvaise si les usagers de cette infrastructure, les professeurs et le personnel de recherche, étaient en nombre insuffisant.

M. Dean Del Mastro: Monsieur le Président, le budget prévoit plusieurs gros investissements dans les sciences. Par exemple, le conseil d'administration de Génome Canada s'est dit aujourd'hui très satisfait du Budget de 2009 en raison des fonds qui lui sont octroyés. En effet, au cours des prochaines années, cet important organisme recevra des centaines de millions de dollars par an.

Le budget

Nous appuyons la recherche scientifique dans notre pays parce que nous voulons être un chef de file mondial.

[Français]

Mme Nicole Demers (Laval, BQ): Monsieur le Président, j'ai pris un grand plaisir à écouter le discours de mon collègue de Peterborough et, si j'ai bien compris, une constante revient continuellement dans ce budget: pour en profiter, il faut être riche, il faut avoir de l'argent.

Les personnes âgées qui reçoivent malheureusement le Supplément de revenu garanti n'ont pas de REER, n'ont pas de FERR. Ces personnes âgées n'ont pas non plus de diminution d'impôt de 900 \$ par année, parce qu'elles n'en paient pas. Ces personnes ne bénéficient en rien du budget présent.

Les personnes qui sont mal logées, les personnes qui vivent dans des tentes à Edmonton — le député doit le savoir — ne peuvent pas bénéficier du programme de rénovation du gouvernement.

Comment entend-il faire bénéficier les plus démunis, tant les femmes que les hommes? Je parle au nom de toutes les Québécoises et de tous les Québécois, mais aussi de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes. Le Canada, ce n'est pas seulement l'Ontario.

• (1335)

[Traduction]

M. Dean Del Mastro: C'est vrai, monsieur le Président, le Canada ne se limite pas à l'Ontario. C'est pourquoi notre gouvernement ne fait pas de discrimination entre les régions. C'est pourquoi la nouvelle agence de développement du Sud de l'Ontario est un tel progrès. Le gouvernement est équitable envers l'Ontario.

Le député a parlé des aînés et de logement. Je le renvoie à la page 16 du budget en bref. Le député peut voir que 400 millions de dollars sur deux ans seront consacrés à la construction de logements sociaux pour les aînés à faible revenu. Cette somme s'ajoute à l'augmentation de 7 p. 100 du Supplément de revenu garanti octroyée l'année dernière. Elle s'ajoute au revenu que les aînés peuvent gagner avant que nous ne récupérions une partie de leur pension.

Enfin, plus de 800 000 Canadiens ne paient plus aucun impôt fédéral; la majorité d'entre eux sont des aînés à faible revenu. Je sais que le député ne veut pas que nous imposions les aînés à faible revenu, et nous ne le faisons pas.

Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NPD): Monsieur le Président, contrairement à ce qu'affirme le député, à savoir que le financement de la recherche est maintenu dans le budget, j'ai entendu deux chercheurs scientifiques principaux, l'un travaillant dans le domaine des neurosciences, et l'autre, dans celui de la recherche sur l'Arctique, dire qu'on prend en fait l'argent qui irait normalement aux chercheurs et aux étudiants et le consacre à l'achat de matériel et de bâtiments dans l'Arctique, matériel et bâtiments qui ne sont guère utiles s'ils ne servent à personne.

M. Dean Del Mastro: Monsieur le Président, les infrastructures des collèges et universités sont utiles. Je sais que l'Université de l'Alberta se trouve dans la circonscription de la députée. Deux milliards de dollars seront consacrés à de nouvelles infrastructures pour les collèges et les universités. La députée devrait voter en faveur du budget, car celui-ci va aider des gens dans sa propre circonscription.

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry, BQ): Monsieur le Président, je veux vous informer que je vais partager

mon temps avec mon collègue, le député d'Argenteuil—Papineau—Mirabel.

Il me fait plaisir d'intervenir dans le cadre de ce débat. D'entrée de jeu, je veux témoigner du fait que ce budget est complètement inacceptable et fait consensus au Québec sur deux choses, soit qu'il ne respecte pas un consensus de l'Assemblée nationale du Québec qui contenait plusieurs points et qui a été formulé en vertu d'une motion unanime à l'Assemblée nationale. Peut-être est-il bon de rappeler que la motion contenait plusieurs éléments dont deux très très importants, soit celui de maintenir le système de péréquation, c'est-à-dire le statu quo dans sa formule actuelle, et de respecter aussi le fait de ne pas aller de l'avant avec la mise en place d'une commission des valeurs mobilières pancanadienne. Cette motion unanime de l'Assemblée nationale du Québec est donc partagée par un grand nombre de personnes et fait largement consensus au Québec.

Comme députée d'une circonscription durement touchée par les différentes coupes dans le secteur manufacturier, je constate qu'on ne retrouve pas dans ce budget de mesures importantes pour soutenir les travailleurs et les travailleuses qui ont perdu leur emploi et qui doivent faire des pieds et des mains pour se retrouver un emploi dans un secteur et sur un territoire où l'on compte presque à chaque mois une fermeture ou une précarité dans les usines.

Je prendrais peut-être un peu de temps pour dire que depuis 2005, la circonscription de Beauharnois—Salaberry a perdu tout près de 3 000 emplois concentrés dans une municipalité régionale de comté, avec une économie basée sur l'industrie manufacturière avec de bons emplois bien rémunérés et des travailleurs syndiqués. Or, cela apportait une masse salariale importante à dépenser pour acheter des biens, acheter des maisons, les rénover, payer des impôts et faire rouler l'économie de notre territoire. La seule fermeture de Goodyear dans notre ville l'année dernière prive notre secteur de 85 millions de dollars en masse salariale. Si on veut se faire une image de cela, c'est que le vendeur de motos et de moto-marines, les réparateurs, les constructeurs, les commerces au détail de même que tous les commerçants et entrepreneurs souffrent de cette absence de 85 millions de dollars de masse salariale. Et je ne mentionne que Goodyear.

Récemment, il y a deux semaines, Rio Tinto Alcan annonçait la fermeture hâtive de son usine. Le milieu se préparait à la fermeture de Rio Tinto Alcan de Beauharnois, mais seulement dans deux ans, soit le temps que le milieu, les acteurs en développement économique et les élus puissent mettre en branle des solutions qui permettraient aux travailleurs d'être capables de se retrouver un emploi. Mais là, on a été pris un peu de court par la décision inacceptable de Rio Tinto Alcan. Encore là, de bons emplois salariés se perdent dans la ville de Beauharnois. Cette ville a vu partir ses usines l'une par derrière l'autre et se retrouve depuis deux semaines avec 250 travailleurs qui perdront leur emploi.

Je ne veux pas avoir un discours défaitiste, parce que notre région regorge d'intervenants, d'acteurs et d'élus très très dynamiques qui sont capables d'essayer de relancer l'économie locale, de retrouver leurs manches et d'essayer d'attirer des investisseurs et des promoteurs sur notre territoire qui, stratégiquement, a des atouts. C'est le seul port municipal au Canada, il y a une autoroute, des trains. On est bien situés, mais ce n'est pas seulement en un an ou deux que nous serons capables d'établir des structures ou d'attirer de nouvelles entreprises.

Le budget

En attendant que les élus et les acteurs en développement économique fassent leur travail, il est important de soutenir les travailleurs et les travailleuses qui ont subi une perte d'emploi, puisqu'ils avaient des salaires très intéressants leur permettant de consommer et de faire face à leurs obligations.

Suite à la fermeture de Rio Tinto Alcan dernièrement, sur 250 travailleurs, 50 travailleurs étaient embauchés par une agence.

● (1340)

C'est un compromis que les travailleurs syndiqués d'Alcan, à Beauharnois, avaient fait de sorte que l'usine ne ferme ses portes que dans deux ou trois ans, ainsi qu'on le leur avait promis. Ils avaient bien voulu faire ces compromis dans leur convention de travail et accepter malheureusement une agence. Ainsi, à l'intérieur de cette usine, existaient deux catégories de travailleurs.

Malgré les compromis du syndicat — je l'ai dit —, rien n'a empêché Rio Tinto Alcan, à Beauharnois, de renier ses engagements et de fermer hâtivement l'usine. Or 50 p. 100 des personnes embauchées par l'agence étaient d'ex-travailleurs de la Goodyear. On fait donc face à des travailleurs qui viennent de vivre deux licenciements majeurs en deux ans. Humainement, c'est très difficile.

Je ne sais si les députés sont capables de fermer les deux yeux et d'imaginer ce qu'ils feraient si, demain matin, ils perdaient leur emploi. S'ils n'avaient plus leur salaire, avant de pouvoir recevoir des prestations d'assurance-emploi, ils devraient attendre deux semaines. Compte tenu des salaires raisonnables que nous faisons, nous pouvons mettre un peu d'argent de côté. Toutefois, quand on travaille dans une usine, même si on a de bons salaires, souvent la capacité d'économie n'est pas si grande.

Aujourd'hui, dans ma circonscription, des travailleurs et des travailleuses m'appellent pour me dire que, malheureusement, ils n'ont pas travaillé assez d'heures pour bénéficier de prestations d'assurance-emploi. Cela m'amène à dire que les chômeurs sont de grands oubliés dans ce budget. Même si on relance l'économie par différentes actions ou différents services, il n'en reste pas moins que les chômeurs ont été oubliés et qu'il faut les accompagner dans cette crise.

Je peux partager avec vous des exemples très précis pour, peut-être, essayer de toucher le cœur des gens, des députés d'en face. En effet, on parle souvent de chiffres, de statistiques, mais ici il est question d'êtres humains, de personnes qui nous interpellent, nous, les députés qui vivons dans des comtés dont l'économie dépend entièrement du secteur manufacturier.

Je vais vous faire part de témoignages, mais je ne ferai pas l'erreur de la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke qui, avant les Fêtes, utilisait les courriels de ses concitoyens. Elle les lisait de manière intégrale alors que ceux-ci contenaient des propos racistes, discriminatoires, complètement inacceptables et non parlementaires. La députée s'est pourtant permis de les lire en cette Chambre. Il s'agissait évidemment de propos méprisants qui s'adressaient à nous, les bloquistes. Je m'élèverai au-dessus de cela et je résumerai plutôt le contenu des courriels. Car ici, en cette Chambre, nous, les bloquistes, recevons aussi des courriels blasphématoires, non élogieux pour le gouvernement conservateur et ses députés. Toutefois, comme nous avons un comportement parlementaire responsable et respectueux, je ne ferai pas comme cette députée. J'espère que le Président édictera bientôt une règle qui interdira des pratiques aussi peu parlementaires.

J'aimerais donc vous raconter un petit fait concernant l'assurance-emploi, qui me touche beaucoup. Une femme chef de famille est venue me voir à mon bureau pour me dire qu'il lui manquait cinq

heures pour avoir droit aux prestations d'assurance-emploi — cinq heures pour ce chef de famille. Vous comprenez que j'ai été obligée de lui dire que, depuis des années, le Bloc revendique des modifications à l'assurance-emploi de concert avec une foule d'acteurs sociaux et syndicaux du Québec, mais que, malheureusement, les conservateurs font la sourde oreille.

J'ai donc un message à vous transmettre en raison de témoignages comme celui de cette dame ou de cette autre encore. En effet, alors qu'une femme qui venait d'accoucher est retournée travailler, elle s'est malheureusement fait licencier, mais elle n'était pas admissible à l'assurance-emploi n'ayant pas accumulé assez d'heures. C'est bien dommage, mais ce sont les femmes qui accouchent! Nous faisons encore l'objet de discrimination en raison de cette Loi sur l'assurance-emploi qui n'est pas ajustée, qui n'est pas adaptée aux femmes. On ne retourne pas 104 semaines en arrière pour voir les heures que cette femme a accumulées; on regarde juste ses heures travaillées. C'est une autre injustice.

Si le gouvernement veut vraiment soutenir les chômeurs, il doit rapidement modifier et bonifier le programme d'assurance-emploi.

● (1345)

M. Robert Carrier (Alfred-Pellan, BQ): Monsieur le Président, je voudrais remercier ma collègue de Beauharnois—Salaberry de son bel exposé. Je voulais lui rappeler un des points qui est vraiment oublié dans le Plan d'action économique du gouvernement, dans ce budget, et c'est la question de nos aînés qui reçoivent le Supplément de revenu garanti parce qu'ils n'ont pas suffisamment de revenus. Une loi prévoit un Supplément de revenu garanti, par contre, le supplément accordé par le gouvernement n'atteint même pas le seuil de pauvreté établi pour le Canada. Ces aînés sont ainsi maintenus sous le seuil de pauvreté. Je crois que le gouvernement, dans son budget, aurait au moins pu prévoir augmenter le Supplément de revenu garanti.

Que pense ma collègue de cela par rapport aux concitoyens de sa circonscription qu'elle connaît?

Mme Claude DeBellefeuille: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Les témoignages d'aînés dans nos circonscriptions sont nombreux. Les regroupements et les associations de défense des droits des aînés du Québec réclament depuis longtemps une hausse du Supplément de revenu garanti. Je crois que les aînés savent qu'ils peuvent compter sur les députés du Bloc pour revendiquer et demander que cette injustice soit corrigée.

Je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur le fait qu'un autre consensus se dégage au Québec par rapport à ce budget, et il concerne les agriculteurs. Je suis députée d'un comté agricole, et je peux dire que ce consensus veut que ce budget ne réponde pas aux besoins exprimés par les agriculteurs du Québec.

[Traduction]

Mme Megan Leslie (Halifax, NPD): Monsieur le Président, la députée nous a décrit la situation dans sa circonscription, et j'aimerais profiter de l'occasion pour parler de la mienne, soit la circonscription de Halifax.

Chez nous, à Halifax, il y a une localité qui s'appelle Spryfield. Dans cette très vaste localité qui connaît une expansion tentaculaire et qui compte quelques quartiers pauvres au centre-ville, il n'existe pas une seule garderie accréditée. J'ai rencontré la directrice du YWCA de Halifax, et celle-ci m'a demandé comment on pouvait s'attendre à stimuler l'économie si les femmes ne peuvent pas travailler.

Le budget

La députée pourrait-elle nous dire ce qu'elle pense de la garde d'enfants comme stimulant économique?

• (1350)

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille: Monsieur le Président, les garderies constituent un grand sujet de débat au Québec. On s'est dotés d'un système de garderies accessible aux femmes, qu'on paie avec nos taxes et nos impôts. Toutes les femmes, toutes les familles — les hommes aussi — mériteraient que leurs enfants profitent de milieux de garde adéquats et de grande qualité. J'encourage ma collègue à faire pression pour présenter une motion ou un projet de loi qui ira dans ce sens. Si on respecte les compétences du Québec — et qu'on propose une pleine compensation —, elle aura les bloquistes de son côté.

[Traduction]

Mme Bonnie Crombie (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue du Bloc pour son ardeur à nous décrire les besoins des Canadiens les plus vulnérables et à nous démontrer que le dernier budget ne fait rien pour y satisfaire. Je me demande si elle pourrait m'aider à comprendre pourquoi le gouvernement a décidé d'ajouter cinq semaines à la fin de la période de prestations d'assurance-emploi au lieu d'éliminer le délai de carence de deux semaines, ce qui aurait permis de venir plus rapidement en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille: Monsieur le Président, je remercie la députée de Mississauga—Streetsville de sa question. Je crois que c'est une décision purement mathématique. On sait que 50 p. 100 des chômeurs ne réussissent pas à se qualifier et n'ont pas accès à l'assurance-emploi. On comprendra qu'il est moins coûteux d'ajouter cinq semaines à la fin plutôt que d'éliminer les deux semaines de carence, ce qui serait vraiment nécessaire pour les gens qui viennent de perdre leur emploi. Cependant, ce serait peut-être plus onéreux. Pour jeter de la poudre aux yeux, les conservateurs ont décidé de prolonger les prestations de cinq semaines en sachant très bien qu'un grand pourcentage de chômeurs trouvent un emploi avant la fin de leurs prestations. C'est pour avoir l'air gentil. Même si on est bien contents qu'ils aient ajouté cinq semaines, le vrai besoin, c'est l'élimination du délai de carence pour bien répondre aux besoins des travailleurs dans l'immédiat. Ceux-ci ont besoin d'un chèque pour acheter de la nourriture et payer leur loyer.

M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de prendre la parole après ma collègue de Beauharnois—Salaberry, qui est, vous le savez, une fière Québécoise et une digne défenderesse des droits et des intérêts de ses concitoyens.

Ce qui se passe ici à la Chambre des communes n'est pas toujours drôle, compte tenu qu'en situation de crise économique, souvent, les plus démunis de notre société sont affectés. Quand je dis « démunis » cela va loin. Je parle de ceux qui perdent leur emploi et qui, lorsqu'ils travaillaient, n'étaient pas démunis et avaient des salaires décentes. C'est le cas des travailleurs des secteurs forestier et manufacturier, des gens bien rémunérés qui gagnaient très bien leur vie, qui payaient leurs taxes et leurs impôts. Ça fait toujours mal de voir certains de nos concitoyens reculer dans la vie, tout simplement. Je trouve pénible de constater que les conservateurs ne s'aperçoivent pas de cela, que les libéraux, encore une fois, appuient les conservateurs parce qu'ils ont trop peur des conséquences et de ce qui pourrait arriver s'ils votaient contre les conservateurs. C'est la réalité, et en situation de crise économique, et au salaire que nous

gagnons, comment pouvons-nous ne pas nous lever tous les jours en cette Chambre pour défendre ceux et celles qui perdent leur emploi?

Je serai toujours fier d'être membre d'un parti qui, année après année, s'est toujours tenu debout pour les Québécoises et les Québécois, surtout pour celles et ceux d'entre eux qui perdent leur emploi. Je ne m'arrêterai pas, parce que moi, je viens d'une petite communauté de l'Outaouais. Ma circonscription est en Outaouais-Laurentides, où l'économie est semblable à celle des comtés de nombreux autres collègues en cette Chambre, d'autres partis politiques. Cette économie est basée sur la forêt, l'agriculture et le tourisme. On dit que ce n'est pas le travailleur qui est saisonnier, mais le travail. Or ces secteurs, lors de crises économiques, sont d'autant plus touchés.

Je vois ce qu'il y a dans le budget pour le secteur forestier malgré tous les députés québécois de cette Chambre, qu'ils soient libéraux, conservateurs ou NPD — il en reste quelques-uns de ces partis — et, évidemment, les députés du Bloc québécois. Je me dis qu'on ne peut pas passer à côté de la résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec. C'est impensable. Il faut être un libéral ou un conservateur pour penser cela, pour faire passer l'intérêt idéologique du parti avant les intérêts des gens.

L'Assemblée nationale du Québec a fait adopter une résolution à l'unanimité par tous les partis politiques. Le Parti québécois est souverainiste et les autres partis, outre Québec Solidaire, sont fédéralistes, mais cette résolution a quand même été adoptée à l'unanimité. Je vous en lis une partie:

Qu'elle insiste pour que le gouvernement fédéral soutienne financièrement les secteurs en difficultés, notamment les secteurs manufacturier et forestier, à l'instar de ce qu'il fait pour l'industrie automobile;

C'était cela, la demande de l'Assemblée nationale, une demande qui devrait être défendue bec et ongles par tous les députés québécois en cette Chambre.

Ce budget accorde 170 millions de dollars au secteur forestier alors que plus de 2,7 milliards de dollars ont été accordés au secteur de l'automobile. Je n'en veux pas du tout au secteur de l'automobile. Il a fait sa demande, et tant mieux s'il a obtenu des résultats. Mais force est de constater que l'Assemblée nationale demandait une aide pour les secteurs forestier et manufacturier à la même hauteur que ce qui est accordé au secteur de l'automobile. C'est ce qui était demandé à l'unanimité par l'Assemblée nationale, or on s'aperçoit que seulement 170 millions de dollars ont été accordés. Je vais énumérer comment sont répartis ces 170 millions de dollars pour le secteur forestier: 80 millions de dollars sur deux ans aux fins d'un programme de technologie et de transformation, 40 millions de dollars pour la mise au point de projets pilote de démonstration de nouveaux produits, 40 millions de dollars sur deux ans, toujours, pour les programmes Produits de bois canadien, Valeur au bois et Le bois nord-américain d'abord, 10 millions de dollars pour appuyer des démonstrations à grande échelle de l'utilisation du bois à la canadienne.

Il n'y a rien là-dedans qui vienne en aide aux entreprises, absolument rien.

Je vois des députés de l'Outaouais en cette Chambre, notamment le député de Pontiac chez qui, avant les Fêtes, la papetière Smurfit-Stone fermait. La scierie qui avoisine la papetière, la scierie Pontiac a fermé. Dans mon comté, il y a une papetière à Thurso, Papiers Fraser. Je ne veux pas qu'elle ferme, et je vais tout faire, je vais me battre pour qu'elle ne ferme pas. Je ne peux pas ne pas m'élever contre ça.

Le budget

• (1355)

Je ne comprends pas que le député de Pontiac ne puisse pas s'élever en cette Chambre contre son propre gouvernement qui n'investit que 170 millions de dollars alors que l'économie de sa propre circonscription est durement touchée.

Qu'est-ce que cela donne d'avoir un salaire si on n'est pas capable de se lever pour défendre les intérêts de ses électeurs? Est-ce parce qu'on est ministre? Est-ce parce qu'on aime mieux avoir une limousine pour son avenir personnel?

C'est tout simplement irrespectueux des intérêts des électeurs. Je pourrais prendre l'exemple de toute la députation québécoise en cette Chambre qui n'est pas du Bloc québécois, qui est conservatrice ou libérale, parce qu'encore une fois, ces députés pensent à leurs intérêts personnels avant de penser aux intérêts de leurs commettants. Ce sera toujours un drame. C'est pourquoi souvent les politiciens, dans la cote d'amour des citoyens, occupent toujours les derniers rangs, parce que souvent, on ne pense pas aux intérêts des électeurs avant les intérêts personnels. C'est triste, parce qu'on est au coeur d'une crise économique très importante. La réalité est difficile, surtout lorsqu'on s'aperçoit de l'aide que donne ce gouvernement.

Je ne peux pas passer sous silence les demandes répétées, autant du gouvernement du Québec que de tout le milieu des travailleurs au Québec, et c'est la même chose dans le reste du Canada. En ce qui a trait à l'assurance-emploi, seulement 45 p. 100 de ceux qui paient de l'assurance-emploi y ont droit. Ces mesures ont été adoptées en 1992, parce qu'on sortait d'une crise économique. Le gouvernement fédéral faisait face à un déficit monstrueux créé par les conservateurs de l'époque. À ce moment-là, on a resserré les normes de l'assurance-emploi. Aujourd'hui, on a les mêmes normes que celles adoptées en 1992, des normes qu'on a restreintes en pleine mini-crise économique de 1992. Imaginez! On parle d'une crise économique aujourd'hui comparable à celle de la grande Dépression. Qu'en est-il du sort de nos travailleurs et travailleuses, de ceux qui perdront leurs emplois? Seulement 45 p. 100 d'entre eux bénéficieront de l'assurance-emploi.

En novembre, le Bloc québécois a tendu la main et a déposé des propositions en cette Chambre. Cela a fait l'objet de remerciements de la part du ministre des Finances et de félicitations de la part du premier ministre, puisque nous étions le seul parti à en avoir déposé. Mais notre demande était simple, soit d'enlever les deux semaines de carence et de réduire le nombre d'heures pour avoir accès à l'assurance-emploi. Il faut que ce soit 360 heures pour que les gens puissent en bénéficier. Cela cadrerait avec les 2 milliards de dollars de surplus du programme. Mais non, les conservateurs ont décidé qu'ils gèleraient les cotisations et s'arrangeraient pour qu'il n'y ait plus de surplus dans le programme, surtout pour ne pas bonifier l'assurance-emploi pour que les travailleurs et les travailleuses qui pourraient y avoir droit dans un cas de crise comme celle qu'on vit, une crise aussi importante que celle de la grande Dépression, puissent y avoir droit. Or, les conservateurs ont dit non à cela.

On n'aide pas les travailleurs âgés. Le programme d'aide aux travailleurs âgés qui était en vigueur a été aboli par les libéraux en 1996. Les personnes de 55 ans et plus, victimes de licenciements massifs, pourraient bénéficier d'une aide jusqu'à leur retraite à 65 ans. Mais non, on veut essayer de convertir des personnes qui ont 55 ans et plus par un programme de formation de la main-d'oeuvre, alors qu'on est déjà en récession.

Des gens perdront leur emploi et les emplois seront moins disponibles. On essaiera de convertir nos travailleurs âgés pour qu'ils fassent autre chose. Cela n'a aucun sens. On devrait plutôt essayer de

leur donner un revenu décent jusqu'à ce qu'ils atteignent leur retraite. Ils ont tout de même, pendant tout le temps où ils ont travaillé dans l'industrie manufacturière, forestière et dans tout autre type d'industrie, participé à créer la richesse. Pourtant, aujourd'hui, ce sont eux qui sont pénalisés et on leur enlève le droit de bénéficier d'une partie de la richesse qu'ils ont contribué à créer.

Encore une fois, je comprends mal. Pour ce qui est des députés du reste du Canada, c'est leur problème. Toutefois, j'ai beaucoup de difficulté avec le fait que des députés du Québec puissent, au salaire que nous gagnons, ne pas se lever en cette Chambre pour défendre, tous les jours, les Québécoises et les Québécois qui perdent leur emploi, qu'ils ne puissent pas se lever lorsque vient le temps de voter sur une chose aussi importante qu'un budget, et dire: « Je suis contre, parce que ces conservateurs sans coeur n'ont pas voulu aider les plus démunis ». J'ai beaucoup de difficulté avec cela.

Encore une fois, je suis fier d'être un député du Bloc québécois, les seuls qui, année après année, sont capables de se tenir debout et de se lever en cette Chambre pour leurs commettants.

• (1400)

Mme Nicole Demers (Laval, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention et beaucoup de fierté le discours de mon collègue. À l'instar de mes autres collègues du Bloc québécois, je crois que nous savons très bien qu'un gouvernement minoritaire est un gouvernement sous probation.

Mon collègue peut-il m'expliquer le fait que le Parti libéral choisisse comme action de dénoncer le budget avec emphase et agressivité, mais qu'il choisisse tout de même de voter en faveur de ce budget sans avoir tenté de le modifier ou de l'améliorer?

M. Mario Laframboise: Monsieur le Président, je remercie la députée de Laval de sa question.

Ce qu'ont fait les libéraux est tout simplement bien difficile à comprendre. La députée a utilisé le mot « probation » et je pense que c'était le mot utilisé par le chef libéral. Il parle d'échéances: mars, juin, décembre, sinon, gare aux conservateurs. Les libéraux deviendront mauvais et méchants et renverseront le vilain gouvernement.

On sait bien que dans deux mois, en mars, ce sera encore trop tôt. Les analystes et tous leurs spécialistes diront aux libéraux que ce n'est pas le moment, qu'il faut quand même laisser à ce gouvernement le temps de réagir. On parle de juin. À la fin du mois de juin, un rapport sera déposé en cette Chambre et, si jamais il ne plaît pas aux libéraux et s'ils n'étaient pas contents, on tiendrait des élections le 15 juillet?

Les dates ont été bien choisies. L'autre date est en décembre. On n'a surtout pas choisi octobre car ce serait dangereux pour la tenue d'élections. On a donc décidé que ce serait décembre. Évidemment, si les libéraux ne sont pas satisfaits, ils déclencheront des élections vers la mi-janvier? Cela n'a aucun sens.

Encore une fois, je peux comprendre que le Parti libéral soit décimé — je le constate tous les jours en tant qu'organisateur en chef. Les députés libéraux le sont à ce point qu'ils mélangent leurs propres idées pour surtout défendre leurs sièges. Ils s'assurent de garder leur siège bien au chaud, à 150 000\$ par année, pendant que nos gens perdent leurs emplois. J'ai beaucoup de difficultés avec cela. Il faut juste être un libéral pour faire cela.

[Traduction]

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, j'ai deux questions à poser.

Le budget

Tout d'abord, j'aimerais que le député nous fasse part de ses commentaires sur le manque d'enthousiasme pour le bilinguisme dans ce budget.

Mon deuxième point a été soulevé par un autre député du Bloc, mais je n'ai pas eu l'occasion de poser une question à ce moment-là. Cela avait trait à la possibilité d'un changement dans la réglementation. Deux de mes électeurs, Brook et Dustin, s'inquiètent au plus haut point de la possibilité que le gouvernement introduise en douce, dans la loi d'exécution du budget, des modifications à la Loi sur la protection des eaux navigables, nous privant ainsi du droit dont nous jouissons depuis la Confédération de faire du canot sur nos rivières et de profiter de nos rivières. Ces modifications pourraient faire disparaître les études d'impact environnemental des projets de développement sur les rivières.

Le député pourrait-il nous donner son avis sur ces deux points?

● (1405)

[Français]

M. Mario Laframboise: Monsieur le Président, je ne sais pas si j'aurai assez de temps pour répondre à la question.

Concernant la première partie de la question concernant les femmes, mon collègue a tout à fait raison et ma collègue de Laval l'a très bien souligné. La seule fois où le mot « femme » est utilisé dans le budget se trouve dans la note préliminaire pour dire que les termes du genre masculin engloberont les femmes et les hommes.

C'est tout simplement cela la réalité. C'est à l'image de l'idéologie conservatrice.

Certains rêvaient d'avoir un vaste programme de réseaux de garderies. Or, les libéraux, en appuyant les conservateurs, n'ont pas choisi le bon parti car pour eux, les femmes doivent rester à la maison. C'est ainsi, c'est la réalité pour eux. Quant au reste, encore une fois, si leur but était que les femmes aient une meilleure qualité de vie dans ce pays, il aurait fallu que les libéraux y pensent avant d'appuyer les conservateurs. Ils n'ont pas choisi d'appuyer le bon parti politique. C'est la réalité. Mais cela les rejoindra. Aujourd'hui, c'est bien beau. Cela ne fait que deux jours et ils vont finalement sauver leur siège et leur salaire. Toutefois, ils s'apercevront à la longue qu'appuyer les conservateurs sera très difficile. Les conservateurs font de la politique avec une certaine idéologie, notamment par rapport à la reconnaissance des femmes. Déjà, ils vont s'attaquer à l'équité salariale. Les libéraux doivent être très conscients de la façon dont les conservateurs veulent procéder à cet égard. Donc, avec ce gouvernement, les femmes auront beaucoup de difficulté à atteindre l'équilibre, à atteindre l'équité.

Les libéraux devraient y penser encore une fois. Ils ont encore quelques jours avant le vote.

[Traduction]

Mme Kelly Block (Saskatoon—Rosetown—Biggar, PCC): Monsieur le Président, je remercie mes concitoyens de Saskatoon—Rosetown—Biggar qui m'ont fait confiance en m'élisant pour les représenter au Parlement. Je remercie également les volontaires, qui m'ont aidée lors de la campagne électorale l'automne dernier, et les membres de ma famille, qui me donnent un appui sans réserve.

Le Plan d'action économique du Canada, le budget de 2009, est le fruit de semaines de consultation auprès de milliers de Canadiens. Dans la préparation de ce plan, le ministre des Finances a non seulement mené de vastes consultations auprès des Canadiens, il a aussi sollicité l'avis et les recommandations de quelques-uns des plus éminents experts en économie et en finances du Canada. Le Plan

d'action économique est un véritable plan d'action pour tous les Canadiens.

Pendant que le ministre des Finances sillonnait le Canada afin de consulter les Canadiens, je parcourais ma circonscription afin de consulter mes concitoyens de Saskatoon—Rosetown—Biggar. Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour remercier le ministre des Finances d'être venu à Saskatoon et d'avoir écouté les gens de la Saskatchewan.

J'ai participé à des assemblées de résidents, de chefs d'entreprise et de leaders communautaires dans la partie Ouest de Saskatoon. J'ai animé des assemblées communautaires dans les villages disséminés dans la partie rurale de la circonscription et j'ai fait du porte à porte dans les villages et les hameaux qui n'avaient pas de salle communautaire. Tout au long de ces consultations j'ai rencontré des gens de tous les horizons.

Les gens de Saskatoon—Rosetown—Biggar veulent que ce gouvernement puisse faire son travail et ils veulent que le Plan d'action économique soit adopté. Ce dernier stimule l'économie, crée des emplois et réduit les impôts. Ce plan est bien équilibré.

Une des choses que le gouvernement et moi-même avons souvent entendu dire, c'est que les investissements dans les routes, les ponts et autres projets pour les collectivités sont une bonne façon de stimuler l'économie et d'assurer la prospérité à long terme. Ce gouvernement est déterminé à suivre ce conseil le plus rapidement possible pour que les stimulants prévus dans ce plan aient un effet sur l'économie canadienne de façon à favoriser la croissance et la création d'emplois.

Ce gouvernement stimule l'économie et crée des emplois en investissant dans le logement social. En cette période d'incertitude économique à l'échelle mondiale, notre gouvernement est déterminé à aider les Canadiens qui en ont le plus besoin. Voilà pourquoi nous investissons 1 milliard de dollars sur deux ans pour rénover et moderniser les logements sociaux existants en demandant aux provinces de défrayer la moitié des coûts. Les fonds supplémentaires destinés au logement social montrent encore une fois que le gouvernement investit dans l'avenir du pays.

Ce Plan d'action économique prévoit également un investissement de 400 millions de dollars sur deux ans pour la construction de logements pour les aînés à faible revenu. Nos aînés ont travaillé pendant de nombreuses années pour bâtir notre grand pays, mais l'augmentation des prix du logement les place dans une situation difficile. Nous avons entendu leurs inquiétudes et avons agi avec prudence pour les apaiser.

Ces exemples d'attention et de compassion du gouvernement à l'endroit de ceux qui en ont besoin ne sont que quelques-unes des raisons pour lesquelles j'appuie le Plan d'action économique.

Je suis également très heureuse de voir que le gouvernement appuie les fermiers des prairies et, en fait, tous les fermiers du Canada en concluant des partenariats avec les provinces, les territoires et l'industrie. Il met en oeuvre un programme de flexibilité agricole de 500 millions de dollars qui aidera les agriculteurs à s'adapter aux fluctuations des coûts de production, facilitera la mise en oeuvre d'innovations en matière d'équipement et de pratiques agricoles. Il permettra d'assurer la viabilité environnementale et aidera les agriculteurs à relever les défis et à exploiter les débouchés du marché.

Le budget

Je suis également très heureuse d'apprendre que le Plan d'action économique prévoit un investissement supplémentaire de 50 millions de dollars sur trois ans pour renforcer la capacité d'abattage au Canada. Cela réduira la dépendance de nos producteurs envers les abattoirs étrangers et les rendra moins vulnérables aux fluctuations du prix des denrées causées par les règles qu'imposent les gouvernements étrangers.

Le gouvernement apporte également un soutien à l'industrie canadienne des productions animales en mettant sur pied un secrétariat à l'accès aux marchés afin d'accroître les débouchés pour les produits canadiens au-delà des États-Unis, vers d'autres marchés prometteurs et lucratifs.

Non seulement cet investissement et ces initiatives aideront-ils les éleveurs de bétail, mais ils permettront également de créer des emplois aujourd'hui et demain.

● (1410)

En période de ralentissement économique, le gouvernement se rend compte que des entreprises et des contribuables canadiennes ont des difficultés. Nous comprenons que, lorsque cela se produit, les entreprises ne peuvent pas donner à leurs employés les augmentations de salaire qu'elles aimeraient bien leur donner.

Par conséquent, le gouvernement accorde des diminutions d'impôt aux Canadiens à faible et à moyen revenu. Le Plan d'action économique du Canada fera augmenter l'exemption personnelle de base de 620 \$ pour la porter à 10 320 \$ en 2009. Cela profitera directement aux plus défavorisés sur le plan économique et à ceux qui entrent tout juste sur le marché du travail.

Le plan d'action bénéficiera aux Canadiens à faible revenu et, en fait, à tous les Canadiens, en haussant les limites supérieures des deux premières tranches d'imposition des particuliers en 2009. Le gouvernement est conscient que le Canada n'est pas responsable de la récession mondiale actuelle et reconnaît que les contribuables qui travaillent fort ne doivent pas en faire les frais.

Je crois que le plan d'action est bon pour le Canada, bon pour la Saskatchewan et bon pour Saskatoon—Rosetown—Biggar. Il est bon pour les hommes et bon pour les femmes. Il est bon pour les Canadiens qui gagnent le plus et bon pour les Canadiens qui gagnent

les revenus les plus faibles. Il est bon pour les employeurs et bon pour les travailleurs.

J'encourage tous les députés à adopter le Plan d'action économique du Canada, qui constitue le budget de 2009, au moment du vote la semaine prochaine.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Comme il est 14 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ l'amendement dont la Chambre est saisie.

Le vote porte sur l'amendement. Plaît-il à la Chambre d'adopter l'amendement?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Que tous ceux qui sont en faveur de l'amendement veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À mon avis, les oui l'emportent.

Et cinq députés ou plus s'étant levés:

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote par appel nominal est reporté au lundi 2 février, à l'heure ordinaire de l'ajournement.

● (1415)

Mme Lois Brown: Monsieur le Président, je propose que nous disons qu'il est 14 h 30.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Comme il est 14 h 30, la Chambre s'ajourne à lundi prochain, à 11 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 17.)

ANNEXE

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;
COMITÉS DE LA CHAMBRE,
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

OCCUPANTS DU FAUTEUIL

Le Président

L'HON. PETER MILLIKEN

Le Vice-président et président des comités pléniers

M. ANDREW SCHEER

La vice-présidente des comités pléniers

MME DENISE SAVOIE

Le vice-président adjoint des comités pléniers

M. BARRY DEVOLIN

BUREAU DE RÉGIE INTERNE

L'HON. PETER MILLIKEN

L'HON. MAURIL BÉLANGER

MME LIBBY DAVIES

M. JACQUES GOURDE

M. MICHEL GUIMOND

L'HON. JAY HILL

L'HON. GORDON O'CONNOR

M. JOE PRESTON

M. MARCEL PROULX

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session, Quarantième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Abbott, L'hon. Jim, secrétaire parlementaire de la Coopération internationale	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique ...	PCC
Ablonczy, L'hon. Diane, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)	Calgary—Nose Hill	Alberta	PCC
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de la Santé	Nunavut	Nunavut	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	Ontario	PCC
Allen, Malcolm	Welland	Ontario	NPD
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	PCC
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	Ontario	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre du Travail	Edmonton—Spruce Grove	Alberta	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	PCC
Anderson, David, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé ..	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	PCC
André, Guy	Berthier—Maskinongé	Québec	BQ
Andrews, Scott	Avalon	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	Ontario	NPD
Arthur, André	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	Ind.
Ashfield, L'hon. Keith, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Fredericton	Nouveau-Brunswick	PCC
Ashton, Niki	Churchill	Manitoba	NPD
Asselin, Gérard	Manicouagan	Québec	BQ
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	Colombie-Britannique ...	NPD
Bachand, Claude	Saint-Jean	Québec	BQ
Bagnell, L'hon. Larry	Yukon	Yukon	Lib.
Bains, L'hon. Navdeep	Mississauga—Brampton-Sud ..	Ontario	Lib.
Baird, L'hon. John, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	PCC
Beaudin, Josée	Saint-Lambert	Québec	BQ
Bélanger, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Québec	BQ
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	Alberta	PCC
Bernier, L'hon. Maxime	Beauce	Québec	PCC
Bevilacqua, L'hon. Maurizio	Vaughan	Ontario	Lib.
Bevington, Dennis	Western Arctic	Territoires du Nord- Ouest	NPD
Bezan, James	Selkirk—Interlake	Manitoba	PCC
Bigras, Bernard	Rosemont—La Petite-Patrie ...	Québec	BQ
Black, Dawn	New Westminster—Coquitlam .	Colombie-Britannique ...	NPD
Blackburn, L'hon. Jean-Pierre, ministre du Revenu national et ministre d'État (Agriculture)	Jonquière—Alma	Québec	PCC
Blais, Raynald	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Québec	BQ
Blaney, Steven	Lévis—Bellechasse	Québec	PCC
Block, Kelly	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	PCC
Bonsant, France	Compton—Stanstead	Québec	BQ
Bouchard, Robert	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	BQ
Boucher, Sylvie, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	Beauport—Limouilou	Québec	PCC
Boughen, Ray	Palliser	Saskatchewan	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	Québec	BQ
Braid, Peter	Kitchener—Waterloo	Ontario	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	PCC
Brisson, L'hon. Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	Lib.
Brown, Gord	Leeds—Grenville	Ontario	PCC
Brown, Lois	Newmarket—Aurora	Ontario	PCC
Brown, Patrick	Barrie	Ontario	PCC
Bruinooog, Rod	Winnipeg-Sud	Manitoba	PCC
Brunelle, Paule	Trois-Rivières	Québec	BQ
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Cadman, Dona	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Calandra, Paul	Oak Ridges—Markham	Ontario	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	Alberta	PCC
Cannan, Ron	Kelowna—Lake Country	Colombie-Britannique	PCC
Cannis, John	Scarborough-Centre	Ontario	Lib.
Cannon, L'hon. Lawrence, ministre des Affaires étrangères	Pontiac	Québec	PCC
Cardin, Serge	Sherbrooke	Québec	BQ
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Oshawa	Ontario	PCC
Carrier, Robert	Alfred-Pellan	Québec	BQ
Casey, Bill	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	Nouvelle-Écosse	Ind.
Casson, Rick	Lethbridge	Alberta	PCC
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	Ontario	NPD
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	Ontario	PCC
Chow, Olivia	Trinity—Spadina	Ontario	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	Ontario	NPD
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	Saskatchewan	PCC
Clement, L'hon. Tony, ministre de l'Industrie	Parry Sound—Muskoka	Ontario	PCC
Coady, Siobhan	St. John's-Sud—Mount Pearl	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Québec	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	Ontario	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crête, Paul	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	BQ
Crombie, Bonnie	Mississauga—Streetsville	Ontario	Lib.
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	NPD
Cummins, John	Delta—Richmond-Est	Colombie-Britannique	PCC
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Nouvelle-Écosse	Lib.
D'Amours, Jean-Claude	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	Lib.
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	Ontario	PCC
Davies, Don	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD
Day, L'hon. Stockwell, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique	PCC
DeBellefeuille, Claude	Beauharnois—Salaberry	Québec	BQ
Dechert, Bob	Mississauga—Erindale	Ontario	PCC
Del Mastro, Dean, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien	Peterborough	Ontario	PCC
Demers, Nicole	Laval	Québec	BQ

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Deschamps, Johanne	Laurentides—Labelle	Québec	BQ
Desnoyers, Luc	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	BQ
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes— Brock	Ontario	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Dhaliwal, Sukh	Newton—Delta-Nord	Colombie-Britannique	Lib.
Dhalla, Ruby	Brampton—Springdale	Ontario	Lib.
Dion, L'hon. Stéphane	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Dorion, Jean	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	BQ
Dosanjh, L'hon. Ujjal	Vancouver-Sud	Colombie-Britannique	Lib.
Dreeshen, Earl	Red Deer	Alberta	PCC
Dryden, L'hon. Ken	York-Centre	Ontario	Lib.
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	Québec	BQ
Dufour, Nicolas	Repentigny	Québec	BQ
Duncan, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	Alberta	NPD
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	St. Catharines	Ontario	PCC
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Faille, Meili	Vaudreuil-Soulanges	Québec	BQ
Fast, Ed	Abbotsford	Colombie-Britannique	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Flaherty, L'hon. Jim, ministre des Finances	Whitby—Oshawa	Ontario	PCC
Fletcher, L'hon. Steven, ministre d'État (Réforme démocratique)	Charleswood—St. James— Assiniboia	Manitoba	PCC
Folco, Raymonde	Laval—Les Îles	Québec	Lib.
Foote, Judy	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Freeman, Carole	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	BQ
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Gagnon, Christiane	Québec	Québec	BQ
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	Ontario	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing— Pembroke	Ontario	PCC
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Gaudet, Roger	Montcalm	Québec	BQ
Glover, Shelly, secrétaire parlementaire pour les Langues officielles	Saint-Boniface	Manitoba	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	PCC
Goodale, L'hon. Ralph, Wascana	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Sciences et Technologie)	Cambridge	Ontario	PCC
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national	Lotbinière—Chutes-de-la- Chaudière	Québec	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	Ontario	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC
Guarnieri, L'hon. Albina	Mississauga-Est—Cooksville	Ontario	Lib.
Guay, Monique	Rivière-du-Nord	Québec	BQ
Gurgis, L'hon. Helena, ministre d'État (Condition féminine)	Simcoe—Grey	Ontario	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Guimond, Claude	Rimouski-Neigette— Témiscouata—Les Basques	Québec	BQ
Guimond, Michel	Montmorency—Charlevoix— Haute-Côte-Nord	Québec	BQ
Hall Findlay, Martha	Willowdale	Ontario	Lib.
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Jack	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Hawn, Laurie, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Edmonton-Centre	Alberta	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock— Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hill, L'hon. Jay, leader du gouvernement à la Chambre des communes	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	PCC
Hoback, Randy	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Hoepfner, Candice	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Holder, Ed	London-Ouest	Ontario	PCC
Holland, Mark	Ajax—Pickering	Ontario	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin— Kapuskasing	Ontario	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	NPD
Ignatieff, Michael, chef de l'opposition	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	Lib.
Jean, Brian, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	Fort McMurray—Athabasca	Alberta	PCC
Jennings, L'hon. Marlene	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	Lib.
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge— Mission	Colombie-Britannique	PCC
Kania, Andrew	Brampton-Ouest	Ontario	Lib.
Karygiannis, L'hon. Jim	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kennedy, Gerard	Parkdale—High Park	Ontario	Lib.
Kenney, L'hon. Jason, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Kent, L'hon. Peter, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)	Thornhill	Ontario	PCC
Kerr, Greg, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	PCC
Komarnicki, Ed, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Laforest, Jean-Yves	Saint-Maurice—Champlain	Québec	BQ
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau— Mirabel	Québec	BQ
Lake, Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods— Beaumont	Alberta	PCC
Lalonde, Francine	La Pointe-de-l'Île	Québec	BQ
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	Ontario	PCC
Lavallée, Carole	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	BQ
Layton, L'hon. Jack	Toronto—Danforth	Ontario	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Lebel, L'hon. Denis, ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Ontario	Lib.
Lemay, Marc	Abitibi—Témiscamingue	Québec	BQ
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	PCC
Leslie, Megan	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
Lessard, Yves	Chambly—Borduas	Québec	BQ
Lévesque, Yvon	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	Québec	BQ
Lobb, Ben	Huron—Bruce	Ontario	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunn, L'hon. Gary, ministre d'État (Sports)	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	Oxford	Ontario	PCC
Malhi, L'hon. Gurbax	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	Lib.
Malo, Luc	Verchères—Les Patriotes	Québec	BQ
Maloway, Jim	Elmwood—Transcona	Manitoba	NPD
Mark, Inky	Dauphin—Swan River—Marquette	Manitoba	PCC
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	Ontario	NPD
Martin, L'hon. Keith	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	Lib.
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Martin, Tony	Sault Ste. Marie	Ontario	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Mathyssen, Irene	London—Fanshawe	Ontario	NPD
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McColeman, Phil	Brant	Ontario	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLeod, Cathy	Kamloops—Thompson—Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
McTeague, L'hon. Dan	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga	Québec	BQ
Ménard, Serge	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	BQ
Mendes, Alexandra	Brossard—La Prairie	Québec	Lib.
Menzies, Ted, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Macleod	Alberta	PCC
Merrifield, L'hon. Rob, ministre d'État (Transports)	Yellowhead	Alberta	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Milliken, L'hon. Peter, Président de la Chambre des communes	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Minna, L'hon. Maria	Beaches—East York	Ontario	Lib.
Moore, L'hon. James, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, Rob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC
Mourani, Maria	Ahuntsic	Québec	BQ
Mulcair, Thomas	Outremont	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Murphy, Brian	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	Lib.
Murphy, L'hon. Shawn	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Nadeau, Richard	Gatineau	Québec	BQ
Neville, L'hon. Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	Lib.
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Niagara Falls	Ontario	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	Ontario	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
O'Neill-Gordon, Tilly	Miramichi	Nouveau-Brunswick	PCC
Obhrai, Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Calgary-Est	Alberta	PCC
Oda, L'hon. Bev, ministre de la Coopération internationale	Durham	Ontario	PCC
Oliphant, Robert	Don Valley-Ouest	Ontario	Lib.
Ouellet, Christian	Brome—Missisquoi	Québec	BQ
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Paillé, Pascal-Pierre	Louis-Hébert	Québec	BQ
Paquette, Pierre	Joliette	Québec	BQ
Paradis, L'hon. Christian, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Mégantic—L'Érable	Québec	PCC
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Québec	Lib.
Payne, LaVar	Medicine Hat	Alberta	PCC
Pearson, Glen	London-Centre-Nord	Ontario	Lib.
Petit, Daniel, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	PCC
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poilievre, Pierre, secrétaire parlementaire du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Pomerleau, Roger	Drummond	Québec	BQ
Prentice, L'hon. Jim, ministre de l'Environnement	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Québec	Lib.
Rae, L'hon. Bob	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	NPD
Raïtt, L'hon. Lisa, ministre des Ressources naturelles	Halton	Ontario	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Ratansi, Yasmin	Don Valley-Est	Ontario	Lib.
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Alberta	PCC
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	Alberta	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	Alberta	PCC
Rickford, Greg	Kenora	Ontario	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	PCC
Rodriguez, Pablo	Honoré-Mercier	Québec	Lib.
Rota, Anthony	Nipissing—Timiskaming	Ontario	Lib.
Roy, Jean-Yves	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	Québec	BQ
Russell, Todd	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Savage, Michael	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	Lib.
Savoie, Denise, La présidente suppléante	Victoria	Colombie-Britannique	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor	North Vancouver	Colombie-Britannique	PCC
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Scheer, Andrew, Le Vice-président	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	Ontario	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	Île-du-Prince-Édouard	PCC
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	Alberta	PCC
Siksay, Bill	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Silva, Mario	Davenport	Ontario	Lib.
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Simson, Michelle	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	Lib.
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	Manitoba	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	Alberta	PCC
St-Cyr, Thierry	Jeanne-Le Ber	Québec	BQ
Stanton, Bruce	Simcoe-Nord	Ontario	PCC
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	Alberta	PCC
Strahl, L'hon. Chuck, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Chilliwack—Fraser Canyon	Colombie-Britannique	PCC
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	Ontario	PCC
Szabo, Paul	Mississauga-Sud	Ontario	Lib.
Thi Lac, Ève-Mary Thai	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	BQ
Thibeault, Glenn	Sudbury	Ontario	NPD
Thompson, L'hon. Greg, ministre des Anciens Combattants	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PCC
Tilson, David	Dufferin—Caledon	Ontario	PCC
Toews, L'hon. Vic, président du Conseil du Trésor	Provencher	Manitoba	PCC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Ontario	Lib.
Trost, Bradley	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	PCC
Trudeau, Justin	Papineau	Québec	Lib.
Tweed, Merv	Brandon—Souris	Manitoba	PCC
Uppal, Tim	Edmonton—Sherwood Park	Alberta	PCC
Valeriote, Francis	Guelph	Ontario	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	Ontario	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, ministre de la Sécurité publique	York—Simcoe	Ontario	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	PCC
Verner, L'hon. Josée, ministre des Affaires intergouvernementales, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie	Louis-Saint-Laurent	Québec	PCC
Vincent, Robert	Shefford	Québec	BQ
Volpe, L'hon. Joseph	Eglinton—Lawrence	Ontario	Lib.
Wallace, Mike	Burlington	Ontario	PCC
Warawa, Mark, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Langley	Colombie-Britannique	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	Alberta	PCC
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Nord	Manitoba	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Watson, Jeff	Essex.....	Ontario	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country....	Colombie-Britannique ...	PCC
Weston, Rodney	Saint John	Nouveau-Brunswick	PCC
Wilfert, L'hon. Bryon	Richmond Hill	Ontario	Lib.
Wong, Alice, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Richmond	Colombie-Britannique ...	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	Ontario	PCC
Wrzesnewskyj, Borys	Etobicoke-Centre.....	Ontario	Lib.
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Blackstrap	Saskatchewan	PCC
Young, Terence.....	Oakville.....	Ontario	PCC
Zarac, Lise.....	LaSalle—Émard.....	Québec	Lib.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Deuxième session, Quarantième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
ALBERTA (28)		
Ablonczy, L'hon. Diane, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)	Calgary—Nose Hill	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre du Travail	Edmonton—Spruce Grove	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	PCC
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	PCC
Casson, Rick	Lethbridge	PCC
Dreeshen, Earl	Red Deer	PCC
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Est	PCC
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	PCC
Hawn, Laurie, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Edmonton-Centre	PCC
Jean, Brian, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	Fort McMurray—Athabasca	PCC
Kenney, L'hon. Jason, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	PCC
Lake, Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	PCC
Menzies, Ted, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Macleod	PCC
Merrifield, L'hon. Rob, ministre d'État (Transports)	Yellowhead	PCC
Obhrai, Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Calgary-Est	PCC
Payne, LaVar	Medicine Hat	PCC
Prentice, L'hon. Jim, ministre de l'Environnement	Calgary-Centre-Nord	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	PCC
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	PCC
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	PCC
Uppal, Tim	Edmonton—Sherwood Park	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	PCC
COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)		
Abbott, L'hon. Jim, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Kootenay—Columbia	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	NPD
Black, Dawn	New Westminster—Coquitlam	NPD
Cadman, Dona	Surrey-Nord	PCC
Cannan, Ron	Kelowna—Lake Country	PCC
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	NPD
Cummins, John	Delta—Richmond-Est	PCC
Davies, Don	Vancouver Kingsway	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Day, L'hon. Stockwell, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Okanagan—Coquihalla	PCC
Dhaliwal, Sukh	Newton—Delta-Nord	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Dosanjh, L'hon. Ujjal.....	Vancouver-Sud	Lib.
Duncan, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Île de Vancouver-Nord	PCC
Fast, Ed.....	Abbotsford.....	PCC
Fry, L'hon. Hedy.....	Vancouver-Centre	Lib.
Grewal, Nina.....	Fleetwood—Port Kells	PCC
Harris, Richard.....	Cariboo—Prince George	PCC
Hiebert, Russ.....	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale... PCC	
Hill, L'hon. Jay, leader du gouvernement à la Chambre des communes	Prince George—Peace River	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans.....	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission.. PCC	
Lunn, L'hon. Gary, ministre d'État (Sports)	Saanich—Gulf Islands	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni.....	PCC
Martin, L'hon. Keith.....	Esquimalt—Juan de Fuca	Lib.
Mayes, Colin.....	Okanagan—Shuswap	PCC
McLeod, Cathy	Kamloops—Thompson—Cariboo..... PCC	
Moore, L'hon. James, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles ...	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	PCC
Murray, Joyce.....	Vancouver Quadra	Lib.
Savoie, Denise, La présidente suppléante.....	Victoria	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor.....	North Vancouver	PCC
Siksay, Bill	Burnaby—Douglas.....	NPD
Strahl, L'hon. Chuck, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Chilliwack—Fraser Canyon	PCC
Warawa, Mark, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement.....	Langley	PCC
Weston, John.....	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country.....	PCC
Wong, Alice, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Richmond.....	PCC
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)		
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
Murphy, L'hon. Shawn	Charlottetown	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	PCC
MANITOBA (14)		
Ashton, Niki	Churchill.....	NPD
Bezan, James.....	Selkirk—Interlake.....	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	PCC
Fletcher, L'hon. Steven, ministre d'État (Réforme démocratique).....	Charleswood—St. James—Assiniboia... PCC	
Glover, Shelly, secrétaire parlementaire pour les Langues officielles	Saint-Boniface.....	PCC
Hoepfner, Candice	Portage—Lisgar	PCC
Maloway, Jim	Elmwood—Transcona	NPD
Mark, Inky	Dauphin—Swan River—Marquette..... PCC	
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Neville, L'hon. Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Lib.
Smith, Joy.....	Kildonan—St. Paul	PCC
Toews, L'hon. Vic, président du Conseil du Trésor	Provencher.....	PCC
Tweed, Merv	Brandon—Souris	PCC
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Nord.....	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
NOUVEAU-BRUNSWICK (10)		
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	PCC
Ashfield, L'hon. Keith, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Fredericton	PCC
D'Amours, Jean-Claude	Madawaska—Restigouche	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Lib.
Moore, Rob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Fundy Royal	PCC
Murphy, Brian	Moncton—Riverview—Dieppe	Lib.
O'Neill-Gordon, Tilly	Miramichi	PCC
Thompson, L'hon. Greg, ministre des Anciens Combattants	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PCC
Weston, Rodney	Saint John	PCC
NOUVELLE-ÉCOSSE (11)		
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Lib.
Casey, Bill	Cumberland—Colchester— Musquodoboit Valley	Ind.
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	South Shore—St. Margaret's	PCC
Kerr, Greg, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Nova-Ouest	PCC
Leslie, Megan	Halifax	NPD
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique	Nova-Centre	PCC
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Lib.
Savage, Michael	Dartmouth—Cole Harbour	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	NPD
NUNAVUT (1)		
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de la Santé	Nunavut	PCC
ONTARIO (106)		
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	PCC
Allen, Malcolm	Welland	NPD
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	PCC
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	NPD
Bains, L'hon. Navdeep	Mississauga—Brampton-Sud	Lib.
Baird, L'hon. John, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	Ottawa-Ouest—Nepean	PCC
Bélanger, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Lib.
Bevilacqua, L'hon. Maurizio	Vaughan	Lib.
Braid, Peter	Kitchener—Waterloo	PCC
Brown, Gord	Leeds—Grenville	PCC
Brown, Lois	Newmarket—Aurora	PCC
Brown, Patrick	Barrie	PCC
Calandra, Paul	Oak Ridges—Markham	PCC
Cannis, John	Scarborough-Centre	Lib.
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Oshawa	PCC
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Chow, Olivia	Trinity—Spadina	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Clement, L'hon. Tony, ministre de l'Industrie	Parry Sound—Muskoka	PCC
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	NPD
Crombie, Bonnie	Mississauga—Streetsville	Lib.
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	PCC
Dechert, Bob	Mississauga—Erindale	PCC
Del Mastro, Dean, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien	Peterborough	PCC
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	NPD
Dhalla, Ruby	Brampton—Springdale	Lib.
Dryden, L'hon. Ken	York-Centre	Lib.
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Lib.
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	St. Catharines	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Haldimand—Norfolk	PCC
Flaherty, L'hon. Jim, ministre des Finances	Whitby—Oshawa	PCC
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Sciences et Technologie)	Cambridge	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	NPD
Guarnieri, L'hon. Albina	Mississauga-Est—Cooksville	Lib.
Guergis, L'hon. Helena, ministre d'État (Condition féminine)	Simcoe—Grey	PCC
Hall Findlay, Martha	Willowdale	Lib.
Holder, Ed	London-Ouest	PCC
Holland, Mark	Ajax—Pickering	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	NPD
Ignatieff, Michael, chef de l'opposition	Etobicoke—Lakeshore	Lib.
Kania, Andrew	Brampton-Ouest	Lib.
Karygiannis, L'hon. Jim	Scarborough—Agincourt	Lib.
Kennedy, Gerard	Parkdale—High Park	Lib.
Kent, L'hon. Peter, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)	Thornhill	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengary	PCC
Layton, L'hon. Jack	Toronto—Danforth	NPD
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Lib.
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	PCC
MacKenzie, Dave, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	Oxford	PCC
Malhi, L'hon. Gurbax	Bramalea—Gore—Malton	Lib.
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	NPD
Martin, Tony	Sault Ste. Marie	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD
Mathyssen, Irene	London—Fanshawe	NPD
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Lib.
McColeman, Phil	Brant	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
McTeague, L'hon. Dan	Pickering—Scarborough-Est	Lib.
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Milliken, L'hon. Peter, Président de la Chambre des communes	Kingston et les Îles	Lib.
Minna, L'hon. Maria	Beaches—East York	Lib.
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Niagara Falls	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oda, L'hon. Bev, ministre de la Coopération internationale	Durham	PCC
Oliphant, Robert	Don Valley-Ouest	Lib.
Pearson, Glen	London-Centre-Nord	Lib.
Poilievre, Pierre, secrétaire parlementaire du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales	Nepean—Carleton	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Rae, L'hon. Bob	Toronto-Centre	Lib.
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	NPD
Raïtt, L'hon. Lisa, ministre des Ressources naturelles	Halton	PCC
Ratansi, Yasmin	Don Valley-Est	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rickford, Greg	Kenora	PCC
Rota, Anthony	Nipissing—Timiskaming	Lib.
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	PCC
Silva, Mario	Davenport	Lib.
Simson, Michelle	Scarborough-Sud-Ouest	Lib.
Stanton, Bruce	Simcoe-Nord	PCC
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	PCC
Szabo, Paul	Mississauga-Sud	Lib.
Thibeault, Glenn	Sudbury	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Lib.
Valeriote, Francis	Guelph	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, ministre de la Sécurité publique	York—Simcoe	PCC
Volpe, L'hon. Joseph	Eglinton—Lawrence	Lib.
Wallace, Mike	Burlington	PCC
Watson, Jeff	Essex	PCC
Wilfert, L'hon. Bryon	Richmond Hill	Lib.
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	PCC
Wrzesnewskyj, Borys	Etobicoke-Centre	Lib.
Young, Terence	Oakville	PCC
QUÉBEC (75)		
André, Guy	Berthier—Maskinongé	BQ
Arthur, André	Portneuf—Jacques-Cartier	Ind.
Asselin, Gérard	Manicouagan	BQ
Bachand, Claude	Saint-Jean	BQ
Beaudin, Josée	Saint-Lambert	BQ
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	BQ

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Bernier, L'hon. Maxime	Beauce	PCC
Bigras, Bernard	Rosemont—La Petite-Patrie	BQ
Blackburn, L'hon. Jean-Pierre, ministre du Revenu national et ministre d'État (Agriculture)	Jonquière—Alma	PCC
Blais, Raynald	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	BQ
Blaney, Steven	Lévis—Bellechasse	PCC
Bonsant, France	Compton—Stanstead	BQ
Bouchard, Robert	Chicoutimi—Le Fjord	BQ
Boucher, Sylvie, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	Beauport—Limoilou	PCC
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	BQ
Brunelle, Paule	Trois-Rivières	BQ
Cannon, L'hon. Lawrence, ministre des Affaires étrangères	Pontiac	PCC
Cardin, Serge	Sherbrooke	BQ
Carrier, Robert	Alfred-Pellan	BQ
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Lib.
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Lib.
Crête, Paul	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	BQ
DeBellefeuille, Claude	Beauharnois—Salaberry	BQ
Demers, Nicole	Laval	BQ
Deschamps, Johanne	Laurentides—Labelle	BQ
Desnoyers, Luc	Rivière-des-Mille-Îles	BQ
Dion, L'hon. Stéphane	Saint-Laurent—Cartierville	Lib.
Dorion, Jean	Longueuil—Pierre-Boucher	BQ
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	BQ
Dufour, Nicolas	Repentigny	BQ
Faille, Meili	Vaudreuil-Soulanges	BQ
Folco, Raymonde	Laval—Les Îles	Lib.
Freeman, Carole	Châteauguay—Saint-Constant	BQ
Gagnon, Christiane	Québec	BQ
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Gaudet, Roger	Montcalm	BQ
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	PCC
Guay, Monique	Rivière-du-Nord	BQ
Guimond, Claude	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	BQ
Guimond, Michel	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	BQ
Jennings, L'hon. Marlene	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	Lib.
Laforest, Jean-Yves	Saint-Maurice—Champlain	BQ
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau—Mirabel	BQ
Lalonde, Francine	La Pointe-de-l'Île	BQ
Lavallée, Carole	Saint-Bruno—Saint-Hubert	BQ
Lebel, L'hon. Denis, ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Roberval—Lac-Saint-Jean	PCC
Lemay, Marc	Abitibi—Témiscamingue	BQ
Lessard, Yves	Chambly—Borduas	BQ
Lévesque, Yvon	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	BQ
Malo, Luc	Verchères—Les Patriotes	BQ
Ménard, Réal	Hochelaga	BQ
Ménard, Serge	Marc-Aurèle-Fortin	BQ

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Mendes, Alexandra	Brossard—La Prairie	Lib.
Mourani, Maria	Ahuntsic	BQ
Mulcair, Thomas	Outremont	NPD
Nadeau, Richard	Gatineau	BQ
Ouellet, Christian	Brome—Missisquoi	BQ
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Paillé, Pascal-Pierre	Louis-Hébert	BQ
Paquette, Pierre	Joliette	BQ
Paradis, L'hon. Christian, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Mégantic—L'Érable	PCC
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Lib.
Petit, Daniel, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	PCC
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Pomerleau, Roger	Drummond	BQ
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Lib.
Rodriguez, Pablo	Honoré-Mercier	Lib.
Roy, Jean-Yves	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	BQ
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
St-Cyr, Thierry	Jeanne-Le Ber	BQ
Thi Lac, Ève-Mary Thai	Saint-Hyacinthe—Bagot	BQ
Trudeau, Justin	Papineau	Lib.
Verner, L'hon. Josée, ministre des Affaires intergouvernementales, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie	Louis-Saint-Laurent	PCC
Vincent, Robert	Shefford	BQ
Zarac, Lise	LaSalle—Émard	Lib.

SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Block, Kelly	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Boughen, Ray	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Goodale, L'hon. Ralph, Wascana	Wascana	Lib.
Hoback, Randy	Prince Albert	PCC
Komarnicki, Ed, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, Andrew, Le Vice-président	Regina—Qu'Appelle	PCC
Trost, Bradley	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Blackstrap	PCC

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (7)

Andrews, Scott	Avalon	Lib.
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.
Coady, Siobhan	St. John's-Sud—Mount Pearl	Lib.
Foote, Judy	Random—Burin—St. George's	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Harris, Jack	St. John's-Est	NPD
Russell, Todd	Labrador	Lib.
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls— Windsor	Lib.
TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)		
Bevington, Dennis	Western Arctic	NPD
YUKON (1)		
Bagnell, L'hon. Larry	Yukon	Lib.

LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 30 janvier 2009 — 2^e Session, 40^e Législature)

ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

Président:

Kelly Block
Bob Dechert
Earl Dreeshen

Carole Freeman
Russ Hiebert
Pierre Poilievre

Vice-président:

Bill Siksay
Michelle Simson
Paul Szabo

Ève-Mary Thāi Thi Lac
Borys Wrzesnewskyj

(11)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Rob Clarke
Joe Comartin
John Cummins

Patricia Davidson
Claude DeBellefeuille
Dean Del Mastro
Jean Dorion
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Christiane Gagnon
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Yvon Godin
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Michel Guimond
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake

Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Jim Maloway
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Réal Ménard
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Anita Neville
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Robert Oliphant
Pierre Paquette
LaVar Payne
Daniel Petit
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber

Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

Président:

Harold Albrecht
Larry Bagnell
Mauril Bélanger

Vice-président:

Rob Clarke
Jean Crowder
John Duncan

Marc Lemay
Yvon Lévesque
LaVar Payne

Greg Rickford
Todd Russell
Bruce Stanton

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Niki Ashton
Gérard Asselin
Carolyn Bennett
Leon Benoit
Maxime Bernier
Dennis Bevington
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson

Michael Chong
Nathan Cullen
John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Jean Dorion
Earl Dreeshen
Ken Dryden
Kirsty Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Carol Hughes
Bruce Hyer
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Tony Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Anita Neville
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte

Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Justin Trudeau
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Président:

Jim Abbott
Lois Brown
Paul Crête

Vice-président:

Johanne Deschamps
Paul Dewar
Peter Goldring

James Lunney
Deepak Obhrai
Bernard Patry

Glen Pearson
Bob Rae
Kevin Sorenson

(12)

Membres associés

Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Claude Bachand
Larry Bagnell
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Dawn Black
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Serge Cardin
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Rob Clarke
Joe Comartin
Irwin Cotler
Nathan Cullen
John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert

Dean Del Mastro
Jean Dorion
Ujjal Dosanjh
Earl Dreesen
Ken Dryden
John Duncan
Rick Dykstra
Mark Eyking
Ed Fast
Raymonde Folco
Judy Foote
Hedy Fry
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Marc Gameau
Shelly Glover
Jacques Gourde
Nina Grewal
Monique Guay
Claude Guimond
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Bruce Hyer
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Jim Karygiannis
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Francine Lalonde
Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
Dave MacKenzie
Inky Mark
Wayne Marston
Keith Martin
Pat Martin
Brian Masse
Colin Mayes
Phil McColeman
David McGuinty
John McKay
Cathy McLeod
Dan McTeague
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Brian Murphy
Richard Nadeau
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Massimo Pacetti
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte
Yasmin Ratansi
Brent Rathgeber

Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Michael Savage
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Bill Siksay
Mario Silva
Joy Smith
Thierry St-Cyr
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
Paul Szabo
Ève-Mary Thaï Thi Lac
David Tilson
Alan Tonks
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Borys Wrzesnewskyj
Terence Young

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Président:

Alex Atamanenko
André Bellavance
France Bonsant

Vice-président:

Wayne Easter
Mark Eyking
Randy Hoback

Pierre Lemieux
Larry Miller
Blake Richards

Bev Shipley
Brian Storseth
Francis Valeriote

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Niki Ashton
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Paule Brunelle
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Serge Cardin
Colin Carrie

Rick Casson
Michael Chong
Rob Clarke
Joe Comartin
Nathan Cullen
John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Jean Dorion
Earl Dreshen
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Yvon Godin
Peter Goldring
Jacques Gourde
Claude Gravelle
Nina Grewal
Claude Guimond
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Candice Hoepfner
Ed Holder
Carol Hughes

Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Tony Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Rob Moore
Anita Neville
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston

James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Peter Stoffer
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

ANCIENS COMBATTANTS

Président:

Guy André
Scott Andrews
Rob Clarke

Vice-président:

Judy Foote
Roger Gaudet
Greg Kerr

Ben Lobb
Phil McColeman
Tilly O'Neill-Gordon

Judy Sgro
Peter Stoffer
David Sweet

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Claude Bachand
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Dawn Black
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong

John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreesen
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Carole Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Yvon Godin
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Luc Malo
Inky Mark
Wayne Marston
Pat Martin
Tony Martin
Colin Mayes
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Glen Pearson
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid

Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Michael Savage
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Président:

Maurizio Bevilacqua
Paul Calandra
Olivia Chow

Vice-président:

Jean Dorion
Rick Dykstra
Nina Grewal

Jim Karygiannis
Alexandra Mendes
Devinder Shory

Thierry St-Cyr
David Tilson
Alice Wong

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Dawn Black
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
David Christopherson
Rob Clarke
Joe Comartin
Paul Crête
Bonnie Crombie

John Cummins
Patricia Davidson
Don Davies
Libby Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Johanne Deschamps
Sukh Dhaliwal
Earl Dreeshen
John Duncan
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Monique Guay
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Andrew Kania
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki

Daryl Kramp
Mike Lake
Francine Lalonde
Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Brian Masse
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Richard Nadeau
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Robert Oliphant
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber

Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Bill Siksay
Michelle Simson
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
Ève-Mary Thāi Thi Lac
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Judy Wasylcyia-Leis
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Stephen Woodworth
Terence Young
Lise Zarac

COMMERCE INTERNATIONAL

Président:

Dean Allison
Scott Brison
Ron Cannan

Vice-président:

John Cannis
Serge Cardin
Claude Guimond

Richard Harris
Ed Holder
Peter Julian

Gerald Keddy
Lee Richardson
Mario Silva

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Mike Allen
Rob Anders
David Anderson
Navdeep Bains
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Robert Bouchard
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Colin Carrie
Rick Casson
Chris Charlton
Michael Chong
Rob Clarke
Paul Crête
Bonnie Crombie
Nathan Cullen

John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Johanne Deschamps
Paul Dewar
Sukh Dhaliwal
Ruby Dhalla
Jean Dorion
Earl Dreesen
John Duncan
Rick Dykstra
Wayne Easter
Ed Fast
Judy Foote
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Bruce Hyer
Brian Jean
Randy Kamp
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake

Francine Lalonde
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Wayne Marston
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Thomas Mulcair
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Robert Oliphant
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte
Yasmin Ratansi
Brent Rathgeber
Geoff Regan
Scott Reid
Blake Richards

Greg Rickford
Anthony Rota
Michael Savage
Denise Savoie
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
Ève-Mary Thai Thi Lac
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Byron Wilfert
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

COMPTES PUBLICS**Président:**

David Christopherson
Bonnie Crombie
Luc Desnoyers

Vice-président:

Meili Faille
Daryl Kramp
Shawn Murphy

Yasmin Ratansi
Andrew Saxton
Bev Shipley

John Weston
Terence Young

(11)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Diane Bourgeois
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Rob Clarke

Denis Coderre
John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Paul Dewar
Jean Dorion
Earl Dreeshen
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Gerard Kennedy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Mike Lake
Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Jim Maloway
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Thomas Mulcair
Richard Nadeau
Anita Neville
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston

James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Gary Schellenberger
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Judy Wasylcyia-Leis
Jeff Watson
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Borys Wrzesnewskyj

CONDITION FÉMININE

Président:

Sylvie Boucher
Patricia Davidson
Nicole Demers

Vice-président:

Johanne Deschamps
Hedy Fry
Candice Hoepfner

Irene Mathysen
Cathy McLeod
Anita Neville

Tilly O'Neill-Gordon
Lise Zarac

(11)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Niki Ashton
Carolyn Bennett
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Dawn Black
Steven Blaney
Kelly Block
France Bonsant
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Chris Charlton
Michael Chong

Olivia Chow
Rob Clarke
Jean Crowder
John Cummins
Libby Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Jean Dorion
Earl Dreeshen
John Duncan
Linda Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Ed Holder
Carol Hughes
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Glen Pearson
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards

Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Michelle Simson
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
Ève-Mary Thaï Thi Lac
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Judy Wasylycia-Leis
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

DÉFENSE NATIONALE

Président:

Claude Bachand
Dawn Black
Steven Blaney

Vice-président:

Ray Boughen
Rick Casson
Denis Coderre

Cheryl Gallant
Laurie Hawn
Keith Martin

Pascal-Pierre Paillé
LaVar Payne
Bryon Wilfert

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Guy André
Larry Bagnell
Leon Benoit
Maxime Bernier
Dennis Bevington
James Bezan
Kelly Block
Robert Bouchard
Sylvie Boucher
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Michael Chong
Rob Clarke
Paul Crête
Nathan Cullen
John Cummins
Patricia Davidson

Bob Dechert
Dean Del Mastro
Johanne Deschamps
Paul Dewar
Jean Dorion
Earl Dreeshen
Nicolas Dufour
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Christiane Gagnon
Royal Galipeau
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Monique Guay
Jack Harris
Richard Harris
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Mark Holland
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake

Francine Lalonde
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Serge Ménard
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Maria Mourani
Richard Nadeau
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Anthony Rota

Todd Russell
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Scott Simms
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Peter Stoffer
Brian Storseth
David Sweet
Paul Szabo
Ève-Mary Thai Thi Lac
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Borys Wrzesnewskyj
Terence Young

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Président:

James Bezan
Bernard Bigras
Peter Braid

Vice-président:

Blaine Calkins
Linda Duncan
David McGuinty

Christian Ouellet
Francis Scarpaleggia
Justin Trudeau

Mark Warawa
Jeff Watson
Stephen Woodworth

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
André Bellavance
Leon Benoit
Maxime Bernier
Dennis Bevington
Steven Blaney
Kelly Block
France Bonsant
Robert Bouchard
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Paule Brunelle
Dona Cadman
Paul Calandra
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Rob Clarke
Joe Comartin
Jean Crowder

Nathan Cullen
John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Jean Dorion
Earl Dreeshen
Nicolas Dufour
John Duncan
Kirsty Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Marc Gameau
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Bruce Hyer
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Thomas Mulcair
Joyce Murray
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte
Brent Rathgeber
Geoff Regan

Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Pablo Rodriguez
Denise Savoie
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Stenson
Bruce Stanton
Peter Stoffer
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Alan Tonks
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Francis Valeriote
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Chris Warkentin
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Terence Young

FINANCES**Président:**

Maxime Bernier
Robert Carrier
Bob Dechert

Vice-président:

Daryl Kramp
Jean-Yves Laforest
John McCallum

John McKay
Ted Menzies
Thomas Mulcair

Massimo Pacetti
James Rajotte
Mike Wallace

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Gérard Asselin
Navdeep Bains
Leon Benoit
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Diane Bourgeois
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Chris Charlton
Michael Chong
David Christopherson
Rob Clarke

Siobhan Coady
Denis Coderre
Jean Crowder
Nathan Cullen
John Cummins
Patricia Davidson
Libby Davies
Dean Del Mastro
Ruby Dhalla
Jean Dorion
Earl Dreshen
John Duncan
Rick Dykstra
Meili Faille
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Martha Hall Findlay
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Peter Julian

Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Mike Lake
Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Jim Maloway
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
David McGuinty
Cathy McLeod
Larry Miller
Maria Minna
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
Bob Rae
Brent Rathgeber

Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Anthony Rota
Jean-Yves Roy
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Bill Siksay
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Chris Warkentin
Judy Wasylcia-Leis
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Président:

André Arthur
Robert Bouchard
Gord Brown

Vice-président:

Michael Chong
Siobhan Coady
Marc Garneau

Mike Lake
Brian Masse
Anthony Rota

Dave Van Kesteren
Robert Vincent
Chris Warkentin

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Scott Andrews
Charlie Angus
Gérard Asselin
Navdeep Bains
Leon Benoit
Maxime Bernier
Dennis Bevington
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Serge Cardin
Colin Carrie
Rick Casson
David Christopherson
Rob Clarke
Joe Comartin
Jean Crowder
Nathan Cullen

John Cummins
Patricia Davidson
Don Davies
Libby Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Sukh Dhaliwal
Jean Dorion
Earl Dreeshen
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Carole Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Yvon Godin
Peter Goldring
Jacques Gourde
Claude Gravelle
Nina Grewal
Claude Guimond
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Bruce Hyer
Brian Jean
Randy Kamp
Andrew Kania
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Guy Lauzon
Carole Lavallée
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Luc Malo
Jim Maloway
Inky Mark
Wayne Marston
Pat Martin
Tony Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
David McGuinty
John McKay
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Massimo Pacetti
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Roger Pomerleau
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte
Yasmin Ratansi
Brent Rathgeber
Scott Reid

Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Jean-Yves Roy
Andrew Saxton
Francis Scarpaleggia
Gary Schellenberger
Judy Sgro
Bev Shipley
Devinder Shory
Bill Siksay
Mario Silva
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Peter Stoffer
Brian Storseth
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Bradley Trost
Justin Trudeau
Merv Tweed
Tim Uppal
Francis Valeriote
Maurice Vellacott
Joseph Volpe
Mike Wallace
Mark Warawa
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE

Président:

Joe Comartin
Ujjal Dosanjh
Ed Fast

Dominic LeBlanc
Marc Lemay
Réal Ménard

Vice-président:

Rob Moore
Brian Murphy
Rick Norlock

Daniel Petit
Brent Rathgeber
Brian Storseth

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Larry Bagnell
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Rob Clarke
Irwin Cotler
John Cummins
Patricia Davidson
Don Davies

Libby Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Jean Dorion
Earl Dreshen
John Duncan
Linda Duncan
Rick Dykstra
Carole Freeman
Hedy Fry
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoeppner
Ed Holder
Mark Holland
Brian Jean
Randy Kamp
Jim Karygiannis
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake

Guy Lauzon
Carole Lavallée
Derek Lee
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Wayne Marston
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
John McKay
Cathy McLeod
Serge Ménard
Alexandra Mendes
Ted Menzies
Larry Miller
Maria Mourani
Anita Neville
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Robert Oliphant
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Roger Pomerleau
Joe Preston
Bob Rae
James Rajotte

Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Denise Savoie
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Bill Siksay
Michelle Simson
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
David Sweet
Ève-Mary Thaï Thi Lac
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

LANGUES OFFICIELLES

Président:

Steven Blaney
Sylvie Boucher
Michael Chong

Vice-président:

Jean-Claude D'Amours
Royal Galipeau
Shelly Glover

Yvon Godin
Monique Guay
Richard Nadeau

Daniel Petit
Pablo Rodriguez
Lise Zarak

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Alex Atamanenko
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Rob Clarke
Joe Comartin
John Cummins
Patricia Davidson

Bob Dechert
Dean Del Mastro
Jean Dorion
Earl Dreesen
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jacques Gourde
Claude Gravelle
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Carol Hughes
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon

Carole Lavallée
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Pascal-Pierre Paillé
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Roger Pomerleau
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards

Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Judy Wasylcyia-Leis
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

LIAISON

Président:

Joe Preston

Vice-président:

(1)

Membres associés

Michel Guimond

Marcel Proulx

OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Président:

Rob Anders
Diane Bourgeois
Patrick Brown

Vice-président:

Paul Calandra
Jacques Gourde
Martha Hall Findlay

Derek Lee
Pat Martin
Dan McTeague

Jean-Yves Roy
Chris Warkentin

(11)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
David Anderson
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Robert Carrier
Rick Casson
Chris Charlton
Michael Chong
David Christopherson
Rob Clarke
John Cummins
Patricia Davidson

Bob Dechert
Dean Del Mastro
Paul Dewar
Earl Dreeshen
John Duncan
Rick Dykstra
Meili Faille
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Yvon Godin
Peter Goldring
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Carol Hughes
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Jean-Yves Laforest
Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Jim Maloway
Inky Mark
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Thomas Mulcair
Richard Nadeau
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards

Lee Richardson
Greg Rickford
Denise Savoie
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Judy Wasylcia-Leis
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

PATRIMOINE CANADIEN

Président:

Charlie Angus
Rod Bruinooge
Dean Del Mastro

Vice-président:

Ruby Dhalla
Shelly Glover
Nina Grewal

Carole Lavallée
Roger Pomerleau
Pablo Rodriguez

Gary Schellenberger
Scott Simms
Tim Uppal

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Niki Ashton
Alex Atamanenko
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Robert Bouchard
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
David Christopherson
Rob Clarke
Bonnie Crombie
Jean Crowder
Nathan Cullen

John Cummins
Patricia Davidson
Don Davies
Libby Davies
Bob Dechert
Jean Dorion
Earl Dreeshen
Nicolas Dufour
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Marc Garneau
Yvon Godin
Peter Goldring
Jacques Gourde
Monique Guay
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Mark Holland
Brian Jean
Randy Kamp
Jim Karygiannis
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Wayne Marston
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Réal Ménard
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Brian Murphy
Richard Nadeau
Anita Neville
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Robert Oliphant
Massimo Pacetti
Pascal-Pierre Paillé
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte

Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Francis Scarpaleggia
Bev Shipley
Devinder Shory
Bill Siksay
Joy Smith
Kevin Stenson
Bruce Stanton
Peter Stoffer
Brian Storseth
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

PÊCHES ET OCÉANS

Président:

Mike Allen
Scott Andrews
Raynald Blais

Vice-président:

Gerry Byrne
Blaine Calkins
Randy Kamp

Yvon Lévesque
Lawrence MacAulay
Peter Stoffer

Dave Van Kesteren
John Weston
Rodney Weston

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Gérard Asselin
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Rob Clarke
Jean Crowder
Nathan Cullen

John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreesen
John Duncan
Linda Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Roger Gaudet
Shelly Glover
Yvon Godin
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Carol Hughes
Brian Jean
Peter Julian
Gerald Keddy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mario Laframboise
Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid

Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Jean-Yves Roy
Todd Russell
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Scott Simms
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Président: Joe Preston

Vice-présidents: Michel Guimond
Marcel Proulx

Harold Albrecht
Kelly Block
Rodger Cuzner

Claude DeBellefeuille
Yvon Godin

Marlene Jennings
Guy Lauzon

Tom Lukiwski
Scott Reid

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Gérard Asselin
Mauril Bélanger
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Chris Charlton
Michael Chong

David Christopherson
Rob Clarke
Joe Comartin
John Cummins
Patricia Davidson
Libby Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreshen
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Christiane Gagnon
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Pierre Lemieux
Ben Lobb
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Alexandra Mendes
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Joyce Murray
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Pierre Paquette
LaVar Payne
Daniel Petit
Louis Plamondon
Pierre Poilievre
James Rajotte
Brent Rathgeber

Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

SOUS-COMITÉ DES CADEAUX EN VERTU DU CODE RÉGISSANT LES CONFLITS D'INTÉRÊTS DES DÉPUTÉS

Président:

Vice-président:

**RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET
DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**

Président:

Dean Allison
Josée Beaudin
Dona Cadman

Vice-président:

Ron Cannan
Raymonde Folco
Ed Komarnicki

Yves Lessard
Ben Lobb
Tony Martin

Maria Minna
Michael Savage
Maurice Vellacott

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Mike Allen
Rob Anders
David Anderson
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Paul Calandra
Blaine Calkins
Colin Carrie
Rick Casson
Chris Charlton
Michael Chong
Olivia Chow
David Christopherson
Rob Clarke
Siobhan Coady
Jean Crowder
Nathan Cullen
John Cummins
Jean-Claude D'Amours

Patricia Davidson
Libby Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Luc Desnoyers
Jean Dorion
Earl Dreesen
Nicolas Dufour
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Carole Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Yvon Godin
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Gerard Kennedy
Greg Kerr
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Tom Lukiwski
James Lunney
Lawrence MacAulay
Dave MacKenzie
Inky Mark
Wayne Marston
Pat Martin
Irene Mathysen
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Anita Neville
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Christian Ouellet
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford

Pablo Rodriguez
Todd Russell
Denise Savoie
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Judy Sgro
Bev Shipley
Devinder Shory
Bill Siksay
Joy Smith
Kevin Sorenson
Thierry St-Cyr
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Justin Trudeau
Merv Tweed
Tim Uppal
Francis Valeriotte
Dave Van Kesteren
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Judy Wasylycia-Leis
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

RESSOURCES NATURELLES

Président:

Mike Allen
David Anderson
Navdeep Bains

Vice-président:

Leon Benoit
France Bonsant
Paule Brunelle

Nathan Cullen
Russ Hiebert
Geoff Regan

Devinder Shory
Alan Tonks
Bradley Trost

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Dean Allison
Rob Anders
Scott Andrews
Larry Bagnell
André Bellavance
Maxime Bernier
Dennis Bevington
James Bezan
Bernard Bigras
Steven Blaney
Kelly Block
Robert Bouchard
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong

Rob Clarke
Jean Crowder
John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Jean Dorion
Earl Dreeshen
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Yvon Godin
Peter Goldring
Jacques Gourde
Claude Gravelle
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Carol Hughes
Bruce Hyer
Brian Jean
Randy Kamp

Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte
Brent Rathgeber

Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

SANTÉ

Président:

Carolyn Bennett
Patrick Brown
Colin Carrie

Vice-président:

Patricia Davidson
Nicolas Dufour
Kirsty Duncan

Luc Malo
Cathy McLeod
Joyce Murray

Joy Smith
Tim Uppal
Judy Wasylycia-Leis

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Guy André
Alex Atamanenko
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Robert Bouchard
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Rick Casson
Chris Charlton
Michael Chong
Rob Clarke
Jean Crowder

Nathan Cullen
John Cummins
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Jean Dorion
Earl Dreeshen
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Carole Freeman
Hedy Fry
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Carol Hughes
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Gerard Kennedy
Greg Kerr
Ed Komarnicki

Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Brian Masse
Irene Mathysen
Colin Mayes
Phil McColeman
Ted Menzies
Larry Miller
Maria Minna
Rob Moore
Anita Neville
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
Robert Oliphant
Pascal-Pierre Paillé
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston

James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young
Lise Zarac

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

Président:

Garry Breitkreuz
Jack Harris
Mark Holland

Vice-président:

Andrew Kania
Dave MacKenzie
Phil McColeman

Serge Ménard
Maria Mourani
Rick Norlock

Robert Oliphant
Brent Rathgeber
Blake Richards

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Claude Bachand
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
France Bonsant
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Olivia Chow
Rob Clarke

Joe Comartin
John Cummins
Patricia Davidson
Don Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
John Duncan
Kirsty Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Raymonde Folco
Judy Foote
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Inky Mark
Wayne Marston
Pat Martin
Irene Mathysen
Colin Mayes
Cathy McLeod
Réal Ménard
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Brian Murphy
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
Bob Rae
James Rajotte
Scott Reid

Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Vinder Shory
Bill Siksay
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS

Président:

Dennis Bevington
Lois Brown
Sukh Dhaliwal

Vice-président:

Roger Gaudet
Candice Hoepfner
Brian Jean

Gerard Kennedy
Mario Laframboise
Colin Mayes

Merv Tweed
Joseph Volpe
Jeff Watson

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Scott Andrews
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Robert Bouchard
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Olivia Chow
Rob Clarke
Denis Coderre
Joe Comartin
Paul Crête

Bonnie Crombie
Nathan Cullen
John Cummins
Patricia Davidson
Don Davies
Libby Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Paul Dewar
Jean Dorion
Earl Dreesen
John Duncan
Rick Dykstra
Wayne Easter
Ed Fast
Judy Foote
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Ed Holder
Bruce Hyer
Peter Julian
Randy Kamp
Andrew Kania
Gerald Keddy

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Jack Layton
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Brian Masse
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte
Brent Rathgeber
Geoff Regan
Scott Reid
Blake Richards

Lee Richardson
Greg Rickford
Anthony Rota
Andrew Saxton
Francis Scarpaleggia
Gary Schellenberger
Judy Sgro
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Peter Stoffer
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Alan Tonks
Bradley Trost
Tim Uppal
Francis Valeriote
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Coprésident:

Vice-coprésident:

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Gérard Asselin
Mauril Bélanger
Carolyn Bennett
Ray Boughen
Peter Braid
Peter Goldring

Ed Holder
Carol Hughes
Gurbax Malhi
Louis Plamondon
Scott Reid
Greg Rickford

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Gerry Byrne
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong
Rob Clarke

John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Ken Dryden
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake

Guy Lauzon
Carole Lavallée
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Roger Pomerleau
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Blake Richards

Lee Richardson
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong
Stephen Woodworth
Terence Young

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Coprésident:

Vice-coprésident:

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Gérard Asselin
Earl Dreeshen
Christiane Gagnon
Royal Galipeau
Randy Hoback
Andrew Kania

Derek Lee
Brian Masse
Andrew Saxton
Paul Szabo
Stephen Woodworth
Terence Young

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Leon Benoit
Maxime Bernier
James Bezan
Steven Blaney
Kelly Block
Sylvie Boucher
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Dona Cadman
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Rick Casson
Michael Chong

Rob Clarke
John Cummins
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
John Duncan
Rick Dykstra
Ed Fast
Carole Freeman
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mario Laframboise

Mike Lake
Guy Lauzon
Marc Lemay
Pierre Lemieux
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Inky Mark
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Réal Ménard
Serge Ménard
Ted Menzies
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill-Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Daniel Petit
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber

Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Bruce Stanton
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Bradley Trost
Merv Tweed
Tim Uppal
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
Alice Wong

Comité des présidents des comités législatifs

Le Vice-président et président des comités pléniers

M. ANDREW SCHEER

La vice-présidente des comités pléniers

MME DENISE SAVOIE

Le vice-président adjoint des comités pléniers

M. BARRY DEVOLIN

MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Stephen Harper	premier ministre
L'hon. Rob Nicholson	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Jean-Pierre Blackburn	ministre du Revenu national et ministre d'État (Agriculture)
L'hon. Greg Thompson	ministre des Anciens Combattants
L'hon. Marjory LeBreton	leader du gouvernement au Sénat et ministre d'État (Aînés)
L'hon. Chuck Strahl	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits
L'hon. Peter MacKay	ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique
L'hon. Stockwell Day	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique
L'hon. Vic Toews	président du Conseil du Trésor
L'hon. Rona Ambrose	ministre du Travail
L'hon. Diane Finley	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Bev Oda	ministre de la Coopération internationale
L'hon. Jim Prentice	ministre de l'Environnement
L'hon. John Baird	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités
L'hon. Lawrence Cannon	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Tony Clement	ministre de l'Industrie
L'hon. Jim Flaherty	ministre des Finances
L'hon. Josée Verner	ministre des Affaires intergouvernementales, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie
L'hon. Jay Hill	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Peter Van Loan	ministre de la Sécurité publique
L'hon. Gerry Ritz	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé
L'hon. Jason Kenney	ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme
L'hon. Christian Paradis	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. James Moore	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles
L'hon. Leona Aglukkaq	ministre de la Santé
L'hon. Lisa Raitt	ministre des Ressources naturelles
L'hon. Gail Shea	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Gary Lunn	ministre d'État (Sports)
L'hon. Gordon O'Connor	ministre d'État et whip en chef du gouvernement
L'hon. Helena Guergis	ministre d'État (Condition féminine)
L'hon. Diane Ablonczy	ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)
L'hon. Rob Merrifield	ministre d'État (Transports)
L'hon. Lynne Yelich	ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)
L'hon. Steven Fletcher	ministre d'État (Réforme démocratique)
L'hon. Gary Goodyear	ministre d'État (Sciences et Technologie)
L'hon. Denis Lebel	ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)
L'hon. Keith Ashfield	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
L'hon. Peter Kent	ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

M. Pierre Poilievre	du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales
M. Rob Moore	du ministre de la Justice
M. Daniel Petit	du ministre de la Justice
M. Jacques Gourde	du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national
M. Greg Kerr	du ministre des Anciens Combattants
M. John Duncan	du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
M. Laurie Hawn	du ministre de la Défense nationale
M. Gerald Keddy	du ministre du Commerce international
M. Andrew Saxton	du président du Conseil du Trésor
M. Ed Komarnicki	de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail
L'hon. Jim Abbott	de la ministre de la Coopération internationale
M. Mark Warawa	du ministre de l'Environnement
M. Brian Jean	du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités
M. Deepak Obhrai	du ministre des Affaires étrangères
M. Mike Lake	du ministre de l'Industrie
M. Ted Menzies	du ministre des Finances
M. Tom Lukiwski	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
M. Dave MacKenzie	du ministre de la Sécurité publique
M. Pierre Lemieux	du ministre de l'Agriculture
M. David Anderson	de la ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé
M. Rick Dykstra	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
Mme Alice Wong	pour le Multiculturalisme
M. Dean Del Mastro	du ministre du Patrimoine canadien
Mme Sylvie Boucher	pour la Condition féminine
Mme Shelly Glover	pour les Langues officielles
M. Colin Carrie	de la ministre de la Santé
M. Randy Kamp	de la ministre des Pêches et des Océans

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 30 janvier 2009

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Le budget	
L'exposé financier du ministre des Finances	
Motion	151
M. Dhaliwal	151
M. Harris (Cariboo—Prince George)	152
M. Hyer	152
M. Cuzner	152
Mme Duncan (Edmonton—Strathcona)	154
M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)	154
M. McColeman	154
M. Easter	156
M. Hyer	156
M. Keddy	156
Mme Foote	158
DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS	
Les catastrophes naturelles	
M. Abbott	158
Le Sri Lanka	
Mme Guarnieri	158
La Maison des enfants le Dauphin	
Mme Demers	158
Le budget	
Mme Crowder	158
Le budget	
M. Boughen	159
L'inuktitut au Labrador	
M. Russell	159
Le budget	
M. Menzies	159
L'éducation postsecondaire	
M. Dufour	159
Le Plan d'action économique du Canada	
M. Gourde	160
Fidji	
M. Dhaliwal	160
La grève chez OC Transpo	
M. Lemieux	160
Le budget	
Mme Duncan (Edmonton—Strathcona)	160
L'hymne national	
M. Allen (Tobique—Mactaquac)	160
Le budget	
M. Dorion	161
Le budget	
Mme Coady	161
Warren Kinsella	
Mme Wong	161

QUESTIONS ORALES

L'économie	
M. Goodale	161
M. Menzies	161
M. Goodale	161
M. Menzies	162
Le commerce	
M. Goodale	162
M. Keddy	162
L'énergie nucléaire	
M. McGuinty	162
M. Anderson	162
M. McGuinty	162
M. Anderson	162
Le budget	
Mme Gagnon	162
M. Menzies	162
Mme Gagnon	162
M. Menzies	163
La représentation électorale	
Mme DeBellefeuille	163
M. Fletcher	163
Mme DeBellefeuille	163
M. Fletcher	163
Le budget	
Mme Black	163
M. Del Mastro	163
Mme Black	163
M. Saxton	163
Mme Black	163
M. Baird	164
Génome Canada	
M. Patry	164
M. Goodyear	164
M. Patry	164
M. Goodyear	164
Les paiements de péréquation	
M. Byrne (Humber—St. Barbe—Baie Verte)	164
M. Menzies	164
M. Byrne (Humber—St. Barbe—Baie Verte)	164
M. Menzies	164
Le développement économique du Canada pour les régions du Québec	
M. Guimond (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques)	165
M. Gourde	165
M. Guimond (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques)	165
M. Gourde	165
Génome Canada	
M. Vincent	165
M. Goodyear	165

Le budget	
M. Desnoyers.....	165
M. Saxton.....	165
Mme Crombie.....	165
M. Baird.....	165
Mme Crombie.....	165
M. Baird.....	165
L'assurance-emploi	
M. Savage.....	166
M. Komarnicki.....	166
M. Savage.....	166
M. Komarnicki.....	166
La grève à OC Transpo	
M. Galipeau.....	166
M. Baird.....	166
Les travaux publics	
M. Martin (Winnipeg-Centre).....	166
M. Menzies.....	166
M. Martin (Winnipeg-Centre).....	166
M. Baird.....	167
La Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
M. St-Cyr.....	167
M. Kenney.....	167
Les affaires étrangères	
Mme Demers.....	167
M. Obhrai.....	167
La condition féminine	
Mme Neville.....	167
Mme Glover.....	167
Mme Neville.....	167
Mme Glover.....	167
Les affaires autochtones	
Mme Crowder.....	168
M. Duncan (Île de Vancouver-Nord).....	168
Mme Crowder.....	168
M. Duncan (Île de Vancouver-Nord).....	168
L'hymne national	
Mme O'Neill-Gordon.....	168
M. Ashfield.....	168
L'infrastructure	
M. Eyking.....	168
M. Baird.....	168
L'environnement	
M. Laframboise.....	168
M. Hawn.....	169
Omar Khadr	
M. Marston.....	169
M. Cannon.....	169
Les titres de compétence étrangers	
Mme Grewal.....	169
M. Kenney.....	169
L'équité salariale	
Mme Simson.....	169
M. Saxton.....	169

L'énergie nucléaire	
Mme Bonsant.....	169
M. Anderson.....	169
Recours au Règlement	
Le décorum	
M. O'Connor.....	170

AFFAIRES COURANTES

Pétitions	
Les produits de santé naturels	
M. Sorenson.....	170
Le Code criminel	
M. Sorenson.....	170
L'intimidation	
M. Allen (Tobique—Mactaquac).....	170
Le Darfour	
M. Mayes.....	170
L'amiante	
M. Martin (Winnipeg-Centre).....	170
Questions au <i>Feuilleton</i>	
M. Lukiwski.....	170

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Le budget	
L'exposé financier du ministre des Finances	
Motion.....	171
M. Savage.....	171
M. Bagnell.....	171
M. Savage.....	171
M. Bevington.....	173
M. Bagnell.....	173
M. Scarpaleggia.....	173
M. Bevington.....	174
M. Albrecht.....	175
Mme Crowder.....	175
M. Storseth.....	176
M. Bagnell.....	177
Mme Duncan (Edmonton—Strathcona).....	177
M. Harris (Cariboo—Prince George).....	179
Mme DeBellefeuille.....	179
M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca).....	179
M. Albrecht.....	180
Mme Crombie.....	181
M. Hyer.....	182
M. Del Mastro.....	182
M. Bagnell.....	183
Mme Demers.....	184
Mme Duncan (Edmonton—Strathcona).....	184
Mme DeBellefeuille.....	184
M. Carrier.....	185
Mme Leslie.....	185
Mme Crombie.....	186
M. Laframboise.....	186
Mme Demers.....	187
M. Bagnell.....	187
Mme Block.....	188
Report du vote sur l'amendement.....	189

ANNEXE

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies or the English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>